la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

19e année. — No 342. — Nouvelle série no 41. AOUT 1950. — Prix : 40 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	230 fr.
Un an	400 fr.

EXTERIEUR

Six mois	300 fr.
Un an	500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 41 - AOUT 1950

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1949 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

Le rassemblement des pacifistes est-il encore possible ?

La **R.P.** de juillet a publié, sous le titre : « Pour le rassemblement des syndicalistes et des pacifistes », un appel de l'Union des Syndicats F.O. de la région parisienne, que l'on espérait propre à réaliser ce rassemblement.

Ce n'était pas une initiative exceptionnelle. C'était la suite logique d'une campagne lancée au début de cette année, approuvée par l'unanimité du dernier congrès de l'Union.

Le 3 juillet, le bureau de celle-ci appelait en consultation les représentants des groupements pacifistes et syndicalistes libres.

On connaît la réponse... « a-politique » des autonomes des Métaux. On me signale officieusement que Racine ne l'a pas approuvée.

On sait que les autonomes de l'Enseignement ne répondent jamais à l'Union F.O.... lorsqu'ils n'ont pas la possibilité d'une réponse parallèle à l'Union cégéto-stalinienne.

RENCONTRE AVEC LES PACIFISTES

Nous nous rencontrâmes donc avec les représentants du **Cartel International de la Paix** et de quelques groupements pacifistes. Nous supportâmes avec quelque patience les propos réticents inspirés par le seul nom de F.O. L'allusion habituelle au parti socialiste et à Truman ne provoqua qu'un léger sourire sur les lèvres des délégués de l'Union, connus pour leur opposition farouche à toute influence politique (sur les onze présents, un seul adhère à un parti politique... et il fallait être initié pour s'en apercevoir !). On sut vaincre son caractère difficile pour expliquer à nos partenaires que l'Union — si faible qu'elle soit numériquement (nous n'avons pas la cruauté de poser la question de la « densité » du Cartel de la Paix !) — représente la seule force ouvrière libre capable de s'opposer aux staliniens dans la région parisienne — et que le « fédéralisme » lui laissait une aussi grande liberté de manœuvre que celle dont profitèrent les syndicats des Instituteurs et des Postiers, lors du plébiscite pour la paix de septembre 1938.

Seulement on sentait que bien plus que le caractère positif de F.O., c'était sa position totalement négative à l'égard du stalinisme qui chiffonnait le plus ces excellents pacifistes. Bien sûr ! On n'est pas dupe de l'appel de Stockholm. Mais on éprouve quelque tendresse pour la brave fille qui se couche sur les voies devant un transport de tanks et de canons... impérialistes... cependant que son homologue russe agite des bras chargés de fleurs devant les tanks et les canons du maréchal Staline !

Cependant on se mit d'accord pour réagir contre la résignation populaire à la guerre et, conformément aux conclusions du débat, fut rédigé le texte d'un appel qu'on a pu lire dans le dernier numéro de la R.P.

Ce qui nous paraissait capital, c'était l'urgence de la manifestation et la publication immédiate du texte. Nos amis nous firent attendre quelque peu... et lorsque les Nord-Coréens eurent suffisamment réduit la zone américaine, nous proposèrent un texte rectifié.

D'abord, suppression des deux paragraphes suivants :

« On n'a pas le droit de condamner par des manifestations spectaculaires une arme de guerre quelconque alors que l'on justifie l'extermination d'une armée et d'un peuple au nom d'une idéologie pour ne pas dire par un verbe sans contenu réel.

On n'a pas le droit de justifier la guerre par la défense de la démocratie, alors que l'on ne veut pas reconnaître le droit à l'indépendance des peuples colonisés directement ou indirectement. »

Notre texte, d'autre part, afin d'éviter des discussions inutiles ne disait rien de l'O.N.U. Il réclamait une action sur tous les gouvernements sans exception, afin que l'ordre de cesser le feu soit immédiatement exécuté **et que l'on revienne à l'état de fait ante bellum.** Il ajoutait que les gouvernements qui n'entendraient pas cet appel se classeraient parmi les **« ennemis de la Paix ».**

Voici la rectification proposée :

« Nous ne méconnaissons aucunement le principe de l'autorité internationale, ni la responsabilité de son actuel instrument juridique : l'O. N. U. Mais l'urgence nous paraît commander de passer outre aux discussions concernant son impartialité présente.

Nous demandons qu'une médiation soit sollicitée immédiatement de la part de personnalités dont toutes les parties acceptent l'autorité. Cette médiation aurait pour but d'obtenir la cessation des hostilités et de préparer les voies à un règlement pacifique. »

Lorsque nous avions rédigé notre texte, nous ignorions la tentative du gouvernement indien. Nous savons aujourd'hui que les propositions de celui-ci n'ont pas été acceptées par Washington. Alors, à quel médiateur pense-t-on ?

EST-CE LA FIN DU PACIFISME PUR ?

L'intervention indienne s'inspirait de la volonté d'indépendance des peuples asiatiques. Le gouvernement du pandit Nehru craint à juste titre que le stalinisme ne profite de l'opposition colonialiste aux mouvements populaires de Chine et d'Indochine. C'est donc le soutenir et renforcer son autorité que proclamer le droit à l'indépendance des peuples colonisés directement ou indirectement.

Mais lorsqu'on affirme en conclusion du texte proposé par le Cartel de la Paix que les discussions doivent s'engager **« dans le respect de la vérité, sans considération aucune des intérêts qu'elle léserait »**... il faut se soumettre soi-même à la morale dont on se réclame.

La vérité c'est l'hypocrisie du pacifisme stalinien, condamnant l'arme atomique et justifiant la guerre de Corée, au nom du communisme libérateur.

La vérité c'est que jamais les fondateurs de l'Internationale Communiste n'ont accepté la thèse d'une révolution imposée à un peuple, de l'extérieur, par la force des armes.

La vérité c'est que le totalitarisme stalinien n'a rien de commun qu'une terminologie creuse avec le communisme prolétarien.

La vérité c'est que le gouvernement de Washington respecte le « pacifisme juridique », en refusant toute discussion, avant le retour à la situation antérieure aux hostilités et le repli des troupes nord-coréennes au delà du 38e parallèle.

Accepter la conquête militaire comme un fait accompli, **c'est renier le pacifisme,** c'est — avec les meilleures intentions du monde — se retrouver sur la même position que les pacifistes de 1940 qui rêvaient d'une « nouvelle paix romaine » établie par la victoire totale des hordes hitlériennes.

Je n'ai pas qualité pour exprimer l'opinion officielle du bureau de l'Union. Mais j'ai suffisamment servi le pacifisme en des moments quelque peu périlleux pour avoir le droit d'affirmer aujourd'hui que les pacifistes qui se sont refusés à condamner formellement le colonialisme européen et la volonté de puissance stalinienne ont non seulement compromis les chances d'une rassemblement mais encore sonné le glas du pacifisme pur.

MUNICH 1938... CHATIMENT DES DEMOCRATIES

Cependant d'autres amis nous adressent des objurgations. La crainte d'un nouveau Munich les éloigne de notre pacifisme même tempéré.

Les munichois de 1938 rejoignent dans l'enfer les collaborateurs de 1940-44, avec le seul avantage de se rafraîchir les pieds sur les pavés de leurs bonnes intentions. Munich apparaît à tous les gens en place comme la première victoire de Hitler... celle qui a permis toutes les autres. Et l'on ne veut pas jouer à l'égard de Staline le même jeu de dupes.

Objectera-t-on que tout le monde — à l'exclusion des staliniens — était munichois en 1938 ? Que la foule qui acclamait Daladier à Paris et Chamberlain à Londres se groupa spontanément, sans aucun mot d'ordre ? Précisera-t-on, en dépit des propres affirmations de son auteur, que la formule de « honte ou lâche soulagement » fut lancée par Blum, non au lendemain de Munich, mais lors de la conférence anglo-française de Londres, antérieure de près d'une semaine, où fut imposé au gouvernement tchécoslovaque l'abandon des territoires sudètes ? Rappellera-t-on que sans Munich la guerre s'engageait non sur le fond des revendications hitlériennes déjà satisfaites en principe, mais sur une question de procédure ? Osera-t-on reconnaître que la Tchécoslovaquie aurait été détruite plus rapidement que la Pologne et qu'à l'ouest, l'offensive allemande aurait sans doute culbuté les troupes françaises plus vite qu'en 1940 ? Gagner du temps, c'était sans doute le désir des pacifistes, mais également celui des militaristes intelligents, décidés à profiter efficacement de ce répit pour engager un puissant effort d'armement. Faut-il répéter — puisque nos meilleurs amis ne veulent entendre — que l'écroulement de 1940 n'a pas d'autres causes qu'une industrie insuffisante et un état-major imbécile toujours « en retard d'une campagne »... sans omettre la répugnance instinctive et naturelle pour la guerre de générations encore meurtries par la « der des der » ?

Mais ce ne sont là que considérations rétrospectives et accessoires. Ce qui compte historiquement, c'est que jusqu'à Munich inclusivement la force sauvage de Hitler défendait le principe des nationalités ou la thèse wilsonienne du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes. Dès 1919, les démocrates et les pacifistes n'envisageaient pas pour les questions de la Sarre, de la rive gauche du Rhin, de l'Autriche et des territoires sudètes d'autres solutions que celles réalisées par Hitler. Même le réarmement allemand suivit — et ne précéda pas, quoi que l'on ait prétendu à l'époque — l'idée du désarmement général. A un congrès de 1938, nous déclarions : **« Hitler représente un double châtiment : celui de la classe ouvrière allemande qui n'a pas voulu réaliser le socialisme — celui des démocraties occidentales qui n'ont pas su réaliser la paix ».**

Nous n'avons donc jamais considéré Munich comme une victoire, mais comme la fin normale d'une série d'échecs.

Nous ne nous tenions par sur la même position, lorsqu'au printemps de 1939, Mussolini envahit l'Albanie et Hitler détruisit la Tchécoslovaquie. Il s'agissait bien là d'opérations stratégiques, impliquant une volonté belliciste.

En septembre 1939, Hitler revendiquant Dantzig et voulant mettre fin à l'anomalie du couloir polonais se tenait encore sur le terrain du Droit et utilisait des formules que les démocrates de la Ligue des droits de l'homme adressaient à leurs collègues de la République de Weimar. Au contraire, l'accord secret Hitler-Staline aboutissant à un nouveau partage de la Pologne s'inscrivait dans la liste des traités impérialistes.

Il y a, disions-nous, un phénomène allemand, qui dérangeait déjà l'équilibre des forces européennes soixante ans avant Hitler. La fin de celui-ci aurait pu favoriser une normalisation du « devenir allemand ». On a agi de telle manière que demain ses forces de nouveau déchaînées suivront ou précéderont les chars de Staline. Justification... par l'absurde de l'esprit munichois !

UN NOUVEAU MUNICH ? !

Seulement aucun de ces éléments ne détermine une négociation actuelle avec l'U.R.S.S. A la différence de Hitler, Staline n'a aucune revendication nationale à défendre. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes joue à plein contre lui. N'insistons pas — quoique cette démonstration soit toujours utile — sur l'équivalence absolue des deux régimes. Car, n'en déplaise aux professeurs Rivet, Sartre et Merleau-Ponty, le socialisme de Hitler valait celui de Staline.

Daniel Guérin avait interprété le fascisme comme l'instrument de la grande industrie ! Ce n'est ni la première, ni la dernière erreur commise par cet esprit original, dont le moteur est excellent mais la direction quelque peu faussée. Si l'on appelle encore socialisme, le monstrueux régime stalinien, le fascisme et le nazisme méritaient semblable hommage. Il ne leur manquait même pas l'accent populaire. Si la Résistance n'avait pas été favorisée par les servitudes de l'occupation, les maladresses allemandes, le double jeu de Pétain et de l'Eglise, les grossiers appétits des « collaborateurs »... et surtout la rupture entre Hitler et Staline, on aurait vu se développer en France occupée un mouvement démagogique pronazi dont Doriot aurait été le chef et auquel nombre de nos communistes d'aujourd'hui auraient adhéré.

Nous avions cependant négligé un élément important dans l'examen des dangers de guerre, en 1938. Celui-là même qui nous oblige à réviser notre thèse traditionnelle sur la lutte des classes réduite à l'antagonisme capitalisme-prolétariat. C'est l'existence d'une classe nouvelle de bureaucrates, de dirigeants de l'économie étatisée... d'un parti totalitaire, pour qui la guerre devient, non une conjoncture favorable à ses intérêts, mais la seule possibilité de survie. Il n'est pas de dictature qui ne s'assouplisse à la longue, dans la paix. Mais ici l'assouplissement, c'est la mort de ceux qui ne vivent que par et pour le pouvoir politique. Le risque de guerre n'est plus ici l'effet d'une fatalité mécanique, mais d'une volonté délibérée, renforcée par l'intérêt de conservation.

Dans ces conditions, l'U.R.S.S. n'ayant aucune revendication justifiée à satisfaire, ses forces

n'étant pas comprimées comme l'étaient celles de l'Allemagne, le parti totalitaire se renforçant dans sa volonté agressive à chaque recul des démocraties... tout marchandage avec Staline comme partenaire nous rapprochera de la guerre.

Et cependant il y a encore possibilité d'un Munich... je veux dire d'une négociation efficace. On doit entendre le pandit Nehru, non pour accepter sa médiation dans le conflit de Corée, mais comme interprète non suspect des peuples asiatiques, et résoudre les problèmes de l'Extrême-Orient conformément au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Hier, nous parlions de séparer Hitler de la nation allemande et nous étions obligés de nous adresser à celui-là comme seul représentant de celle-ci. Aujourd'hui nous voulons séparer Staline de l'Asie, mais celui-là officiellement ne représente pas celle-ci.

Munich ne fut inutile, sinon nuisible, que parce que trop tardif. Aujourd'hui est-il trop tard ? Ceux dont on espère qu'ils participeront à la négociation sont-ils seulement les alliés de Staline ? Staline peut-il avoir des alliés, autres que ses vassaux ? Tant pis pour les démocraties, imprévoyantes en cette conjoncture, comme elles le furent dans les vingt ans de l'entre-deux-guerres. Mais nous ne voyons pas d'autre politique efficacement pacifiste. Avec parallèlement la solution du problème allemand, le soutien des révoltes nationales et ouvrières dans les démocraties populaires, la libération de la classe ouvrière occidentale du carcan stalinien.

Quoi que pensent les doctrinaires et les logiciens, qui veulent se tenir en équilibre entre les deux blocs, c'est à l'Amérique qu'il faut parler. A l'Amérique qui peut nous entendre, celle des syndicalistes et des hommes libres — celle qui s'oppose au soutien financier de Franco, celle qui ignore le stupide colonialisme des Français et des Hollandais, celle qui n'est vaincue militairement en Corée que parce qu'elle a longtemps résisté à la politique de réarmement intense — celle qui ne connaît pas la censure militaire et qui laisse les staliniens américains manifester à New-York, alors que des enfants sont tués par les esclaves coréens de Staline. Nous ne choisissons pas un bloc contre l'autre. Nous demeurons dans notre parti, celui de la liberté ouvrière, celui de la paix qui ne sera provisoirement sauvée que si le tyran de Moscou est isolé dans son empire, ébranlé par des contradictions internes. Défaite encore possible sans nouvelle guerre mondiale. Défaite qui provoquera peut-être l'autolibération du peuple russe.

Sur ces bases un rassemblement des pacifistes et des syndicalistes libres est encore possible... Il est même urgent d'y penser car nous voyons se dessiner les contours d'autres « regroupements », semblables à ceux que nous connûmes de 1940 à 1944 : des intellectuels qui s'offrent au vainqueur, des « attentistes » qui jouent sur les deux tableaux et... une Résistance qui cherche son général, français ou américain, et qui compte vaincre le tsarisme rouge, en lui empruntant ses méthodes et son esprit.

5 août 1950. **Roger HAGNAUER.**

CE QUI NOUS PERDRAIT...

Un abonné écrivait l'autre jour à la **R.P.** : « **Vous donnez dans l'anticommunisme, cela vous perdra.** » Le « cuisinier » lui répondait justement qu'il craignait de sa part une confusion entre communisme et stalinisme. Confusion fréquente, il est vrai, et qu'entretient à plaisir la presse réactionnaire que la plupart des syndiqués lisent, et où ils trouvent chaque jour la confusion plus grave encore de l'antistalinisme avec un antislavisme qui anime, je le crains, certains « Européens ».

La note qui suit éclairera-t-elle une position qui, pour être absolument antistalinienne, a conscience de n'être ni anticommuniste (au contraire), ni antislave (mais fermement internationaliste) ?

DES INFORMATIONS TROP RECONFORTANTES

Ce que nous pouvons lire de la presse des républiques populaires (je prends à dessein mes sources là où chacun peut librement puiser) peut paraître réconfortant. Tout y est pour le mieux. C'est grâce à « **la bonne organisation** » que la moisson a pu être rentrée avec une perte minimum de grain en Hongrie. (Bulletin Hongrois n° 76 du 16 juillet 50. Malheureusement les chiffres sur la récolte manquent.)

En Tchécoslovaquie, un « **nouveau code pénal administratif — tout comme le nouveau code pénal judiciaire — est destiné à protéger les conquêtes de la révolution démocratique populaire, le développement des bases économiques et politiques de la République démocratique populaire et, en général, la construction du socialisme** » (du journal socialiste **Svobodne Slavo** du 10 juin. Trad. Articles et Documents de la Documentation française n° 1914). Son effort utilise tous les moyens d'éduquer les masses laborieuses. Aussi bien prévoit-il que « **pour purger progressivement les peines motivées par une attitude hostile à l'égard du régime démocratique populaire, on emploiera les camps de travail obligatoire** » (id.).

On lit, textuellement, plus loin :

« **Une mesure éducative typique est la réprimande publique. Une conception nouvelle de l'honneur civique et de la morale du travail ont exigé l'instauration de cette peine qui, dans certains secteurs, est devenue, grâce à sa valeur éducative, plus importante que l'amende : la faute est affichée publiquement ou annoncée dans la commune du coupable, à l'usine, etc. Cette peine sera appliquée pour tous les délits dont la nature requiert une réprimande publique.** » (id.).

A ceux qui s'inquiéteraient de ce nouveau pilori, la dernière phrase apporte sans doute tous les apaisements.

Le même journal de Prague (17 juin) précise comment on entend « **augmenter la participation des techniciens** ». On lit : « **Le salaire mensuel des techniciens des mines, qui avait été fixé par décret du ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, ne leur sera désormais alloué que dans la mesure où ils remplissent bien leur mission au poste qu'ils occupent. En d'autres termes, dans la mesure où leur** zèle (1) **permettra à la production de se conformer au plan prescrit.** »

Comme on nous assure ensuite que « **cette échelle des salaires a été discutée dans le détail, dès son établissement** (1) **par les groupes professionnels, avec la participation de tous les travailleurs intéressés** », et que la « **grande majorité des techniciens ont bien accueilli ces nouvelles dispositions** », y a-t-il des raisons de s'inquiéter ?

(1) C'est moi qui souligne.

Le bulletin hongrois déjà cité publie la note suivante :

LES TRAVAILLEURS HONGROIS POUR LES NOUVELLES NORMES

La nouvelle attitude des travailleurs hongrois envers le travail se manifeste dans les lettres que les ouvriers ont adressées sur la question des normes à « Szabad Nép », organe central du Parti des Travailleurs Hongrois, à « Népszava », quotidien du Conseil National des Syndicats, de même qu'à d'autres journaux. Les ouvriers hongrois qui se sentent déjà vraiment les possesseurs d'immenses biens et de l'économie de l'Etat, pleinement conscients de leurs responsabilités, demandent que l'on change au plus tôt les normes devenues désuètes par l'installation de nouvelles machines et la mise en œuvre de nouvelles techniques. Les travailleurs conscients comprennent que les normes lâches, sans rendement de production et de travail correspondant, amènent des salaires excessifs, causant ainsi du tort à la collectivité des travailleurs, c'est-à-dire en définitive à eux-mêmes. « Szabad Nép », par exemple, publie une lettre du forgeron Sandor Szoczei, lauréat du Prix Kossuth. Dans cette lettre Szoczei fait remarquer que ce n'est qu'avec des normes justes que l'on peut réellement tirer parti des possibilités techniques existantes, relever rapidement et continuellement la production, terminer avant le temps le plan quinquennal, défendre la paix, l'avenir.

En somme, tout va si bien que les travailleurs hongrois craignent que ça n'aille trop bien pour eux. Ils vont bientôt se mettre en grève pour qu'on diminue leurs salaires. La défense de la paix l'exige...

Mais ces citations suffisent. Notre correspondant est sans doute de notre avis. Belle occasion devant ces affirmations de propagande de redire : il y a ceux qui y croient et ceux qui n'y croient pas. Probablement se range-t-il avec nous parmi ces derniers.

VIEILLE EXPLOITATION, NOUVELLES METHODES

Mais de telles affirmations ont-elles, par elles-mêmes, un caractère de nouveauté ? Point du tout. A l'échelon de l'entreprise, un patronat paternaliste était capable d'en dire autant. Ce qui est nouveau, c'est que de telles affirmations soient faites par l'Etat et au nom du socialisme. Le danger n'en est que plus grand parce que la mystification est plus complète.

On ne parle pas seulement de la « collaboration des classes, si nécessaire à l'unité de la patrie », mais de la défense de la paix. Voilà le mot magique qui emportera les adhésions ou intimidera ceux qui refusent la signature de l'appel de Stockholm ou de ses succédanés rédigés par des évêques et des militaires.

Pour le secrétaire général du Syndicat National des Instituteurs Autonomes, qui a refusé de signer l'appel, et qui n'est pas suspect de sympathies pour les staliniens, l'affaire de Corée n'est tout de même pas claire quant à la définition de l'agresseur. Le président de la « Jeune République » qui a le souci, par conviction profonde, du respect de la personne humaine, s'associe à Frachon, Le Leap, Ch. Tillon et Jeannette Vermeersch pour condamner la bombe atomique comme « **procédé déshonorant pour l'humanité et contraire à ce respect absolu (1) qui est le fondement de toute la civilisation** ».

Tout simplement parce qu'il est, paraît-il, difficile de nier la volonté pacifique de ces exploiteurs. Quand l'hebdomadaire anglais « **The Economist** » (24 juin. Art .et Doc. n° 1919) dans un article intitulé « **La Pologne depuis Rokossovski** », signale que de 49 à 50 le budget militaire de la Pologne est passé de 60 milliards de zlotys à 130 milliards, que la durée du service militaire est passée de 24 à 27 mois dans l'armée et à 3 ans dans l'aviation et la marine, que la « police de sécurité » a été placée sous le commandement d'un militaire responsable devant le seul Rokossovski, on objectera sans doute qu'il s'agit d'informations douteuses puisque provenant de la propagande « **symétrique** ». (Ce goût de la symétrie que nos grand-mères satisfaisaient avec les garnitures de cheminées, il faudrait un livre pour en relever tous les méfaits dans les « raisonnements » de nos contemporains. Cela les conduit tout droit, si l'on peut dire, à la neutralité : ils veulent être neutres comme l'U.R.S.S. l'était en 39-40 dans le conflit entre l'Allemagne, l'Angleterre et la France.)

Il est banal de remarquer combien il est plus facile d'exploiter en faisant croire qu'on libère que d'exploiter sans vergogne. La mystification est à l'exploitation ce que la publicité est au commerce. Il faut en renouveler constamment les thèmes et y dépenser des trésors d'imagination. D'où l'importance accordée par les staliniens à s'entourer d'une cour d'intellectuels dont certains sont un peu écrivains et qui ont pour mission de « faire le baratin » pendant que les exploités-mystifiés applaudissent.

Remarque banale mais remarque indispensable.

UNE SEULE LUTTE

Car l'objection souvent faite qu'on ne peut lutter à la fois sur deux fronts, qu'établir une hiérarchie des périls c'est pactiser avec l'un des ennemis contre l'autre, je persiste à la croire inexistante. Parce que mal posée.

Il est vrai, terriblement vrai, que nous avons à lutter sur plusieurs fronts. Deux seulement ? Pas sûr. J'aime mieux dire, parce que cela me paraît plus conforme à la réalité, que nous sommes encerclés par la chaîne, mains unies, de tous ceux qui exploitent et de tous ceux qui mystifient.

Il reste une lutte difficile. Evidemment. Ou bien nous pourrons la mener par nous-mêmes : c'est ce que nous devons faire et c'est la seule chance de faire vraiment un travail durable. Ou bien, au risque de périr (non pas nous-mêmes individus mais nous classe ouvrière sous le pire des dangers actuels, l'esclavage pharaonique comme dit Louzon, sous les « organisateurs » du Kremlin, société à succursales) nous devrons **nous servir** du combat des deux « blocs » (comme on dit) et d'abord choisir le moins mauvais des camps. Il n'y a pas, au sujet de ce choix, le moindre embarras à mon avis et à celui de beaucoup de camarades. La difficulté viendra ensuite, personne n'a pensé à le nier. Mais s'il est une chance de survivre pour la classe ouvrière, en tant que classe ayant le sentiment de ce qu'elle est et de ce qu'elle doit faire, elle est là.

Ce qui la perdrait, ce qui nous perdrait, ce serait de danser d'un pied sur l'autre, « avec symétrie », en espérant se réserver le rôle d'arbitre, rôle qui ne convient qu'aux forts. Mieux vaut pour la classe ouvrière reconnaître sa faiblesse et rechercher dans quel climat elle peut retrouver sa force. Ce qui la perdrait serait de ne pas reconnaître à temps qu'il y a pour elle, dans la monstrueuse mystification stalinienne, le plus mortel des climats.

Ce n'est pas parce que M. Mauriac est antislave et que M. de Gaulle raisonne comme un tambour en peau de Déroulède que nous devons nous taire et ne pas déclarer pourquoi nous sommes antistaliniens. Mieux le préciser, que je n'ai pu le faire ici, est la première tâche actuelle du mouvement ouvrier dans ce pays. **G. WALUSINSKI.**

Parmi nos

LETTRES

Comme il fallait s'y attendre, l'article paru dans notre précédent numéro sur « La répétition générale et le drame de demain » nous a valu une abondante correspondance.

Nous donnons d'abord celle qui se place à un point de vue général.

STALINE OU L'AMERIQUE ? ou FALLAIT-IL OU NON INTERVENIR EN COREE ?

Ressaisir la boussole marxiste

Voici d'abord ce que nous écrit, de Saint-Etienne un correcteur, Chevigny :

J'ai lu attentivement, dans la R.P. de juillet, l'article de Louzon : « La répétition générale et le drame de demain. »

Selon moi, ce papier appelle quelques observations :

1.) Il est parfaitement exact de comparer l'appel de Stockholm à une fripouillerie.

Sollicité, comme tant d'autres, par les staliniens, j'avais répondu, il y a déjà quelque temps, que pour être criminel de guerre il suffisait à mes yeux que n'importe quel gouvernement utilise n'importe quel moyen d'agression (1). J'ajoutais que si l'U.R.S.S. possédait suffisamment de bombes atomiques, en plus de son énorme potentiel militaire, il n'y aurait probablement jamais eu « d'appel de Stockholm ».

2.) Il est toutefois permis de se demander où se trouve le « bon sens » (du point de vue des « dirigés », bien sûr) dans la « rapide et vigoureuse réaction des Etats-Unis » (en Corée), alors qu'il est évident :

Que seuls les Etats-Unis (capitalistes) peuvent, sous le couvert de l'O.N.U. et à plus ou moins longue échéance, assumer la charge de rétablir l'ordre en Corée et partout où il sera menacé par Moscou ou ses satellites, ce qui ne va pas sans risques d'étendre le conflit en troisième guerre mondiale.

Que le P.C.D.F. de G.I., combattant en Corée sous le drapeau de l'O.N.U., doit se dire que l'Europe combattrait volontiers jusqu'au dernier Américain, s'il n'y avait la mer pour terminer l'aventure... qui peut recommencer ailleurs.

Qu'il importe peu que Louzon ou tout autre proteste avec véhémence contre « l'erreur » américaine (et française) mettant sur le même plan (lutte contre le communisme) la guerre de Corée et celle du Viet-Nam. L'essentiel, c'est que l'Amérique (capitaliste) et la France (colonialiste) considèrent qu'ici et là l'ordre capitaliste et colonialiste doit être rétabli, et qu'il le sera coûte que coûte. L'essentiel, c'est que la répétition générale nous fournit la preuve que l'enjeu de la guerre de demain est la lutte pour la domination mondiale entre l'impérialisme du Kremlin et l'impérialisme de Wall Street.

Que Louzon se laisse entraîner dans le sillage de l'impérialisme américain, comme d'autres se laissent entraîner dans le sillage de l'impérialisme du tsar rouge, le voilà bien le drame d'aujourd'hui.

Qu'on efface alors bien vite le titre de « La Révolution prolétarienne », devenu un anachronisme. Et surtout qu'on supprime cette phrase du paragraphe 5 du Manifeste de la Ligue Syndicaliste, dont le texte figure en permanence sur la couverture de la R.P. :

« La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain, ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale Syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies... »

3.) Il est pénible de constater, Louzon, que de vieux militants aussi avertis que toi, en arrivent à écrire, en haine de la caricature inhumaine qu'on en a fait, que l'idéologie marxiste (2) et l'idéologie catholique ont en commun « le culte du mensonge et de l'absurde, la soumission totale de l'individu, corps et âme à l'Eglise ».

Il eût été plus juste d'écrire : « A bas toutes les Eglises - L'Eglise marxiste, comme l'Eglise catholique. »

4.) La conséquence de tout cela, Louzon, c'est que tu fais un beau plongeon dans l'idéologie de la classe dominante. Tu raisonnes comme si, dans le conflit armé entre les deux impérialismes, les dirigeants et les dirigés avaient les mêmes intérêts de classe à défendre, comme s'ils avaient les mêmes valeurs de civilisation à préserver. Tu raisonnes comme si, face au communisme stalinien, le pauvre bougre qui n'a que 14.000 ou 15.000 francs de minimum vital, ou l'étudiant qui n'a que 10.000 francs, avait à accepter de ses maîtres américains, sans hésitation ni murmure, le fameux principe de sélection que tu lui offres dans « une armée qui ne comprenne que des hommes, cadres et soldats sur lesquels on puisse compter ». Tu auras beau dire et renvoyer ton lecteur à une explication embarrassée sur le fait que, pour éviter les dangers présentés par un tel recrutement, tu trouves une garantie de démocratie dans un « système politique général dans lequel la France se trouvera de plus en plus nécessairement liée », tu seras bien obligé de convenir que l'Europe unie dans une économie de guerre sera, en fait, sous la coupe de l'impérialisme yankee. A quand le Comité des activités antieuropéennes pour dénoncer tous les mauvais coucheurs ?

5.) Il est évident qu'une armée de conscription s'effondrerait en France et en Italie, en cas de guerre avec la Russie. Non pas seulement, Louzon, parce qu'il y a, chez nous notamment, « un tiers de la population de cœur avec les Russes... et les deux autres tiers (qui) chient dans leurs culottes ». Mais surtout parce que l'insécurité sociale et la misère, qui font d'un Français sur trois le complice des staliniens, en dépit de tout ce qu'on peut lui dire, sont partie intégrante de cette économie de guerre qui est en train de s'édifier en Europe occidentale. La voilà bien, la rançon du Pacte atlantique ! (3).

6.) Enfin, tirant la leçon qui s'impose, il nous faut bien, Louzon, ressaisir la boussole marxiste. Son aiguille nous indique invariablement le pôle de la lutte des classes. Et ce pôle, ce n'est pas une armée sélectionnée par le maître américain et dans laquelle tu demandes qu'on incorpore, pour combattre le nouvel Attila, « les forces germaniques de Mérovée » (Et vive la L.V.F. (4) contre le bolchevisme ! encadrée par de bons nazis. On en fait autant à l'Est, pour combattre le capitalisme occidental.) Le pôle de la lutte des classes, c'est une résistance librement choisie et acceptée par tous ceux qui ne chient pas dans leurs culottes, par tous ceux qui refusent de plier le genou devant l'un ou l'autre bloc impérialiste. Et là, naturellement, les ouvriers ont leur place.

A cet égard, la politique yougoslave a du bon, quoi qu'on puisse penser, par ailleurs, de la qualité du socialisme de Tito. Mais le fait que la Yougoslavie invite tous les mouvements pour la paix « à envoyer leurs représentants en Yougoslavie afin d'examiner sur les lieux mêmes l'état de fait, à savoir la non-existence de bases militaires (soi-disant cédées) à d'autres grandes puissances » (« Tanjug », 19 juillet) est tout de même un indice sérieux d'indépendance à l'égard du bloc américain.

Oui, Louzon, comme après juin 40, comme après la trahison de ceux qui chiaient dans leurs culottes, le

---

(1) Alors, les gens de la Corée du Nord et ceux qui les poussent sont des « criminels de guerre ». Mais à quoi sert de le dire, si l'on est contre ce qui est fait pour arrêter leur crime ? — **R.L.**

(2) Profitons de cette remarque de notre camarade pour rectifier une erreur qui s'est glissée dans la composition de notre article : il faut lire idéologie « pseudo-marxiste », et non idéologie « marxiste », car je ne saurais évidemment imputer à Marx ce que l'Eglise moscovite inculque à ses ouailles et qui est exactement le contre-pied des idées de Marx. — **R.L.**

(3) Il serait mieux de dire : La conséquence des armements russes. — **R.L.**

(4) Avec cette différence essentielle, que c'était pour le compte d'un autre fascisme que la L.V.F. combattait le fascisme russe. — **R.L.**

salut passait nécessairement par le maquis français, le salut peut-être, demain, dans la levée volontaire de tous les hommes libres, de tous ceux qui, au besoin comme hier, sauront trouver contre les états-majors la voie de la nouvelle résistance et de la liberté (5).

Les articles parus dans la revue « Esprit » de mai dernier, notamment celui paru sous la signature du « Colonel X », prouvent que l'on peut sortir de l'ornière atlantique. Ils prouvent, en tout cas, qu'un non-marxiste, même militaire, y voit plus clair, en l'occurrence, que certains marxistes ayant égaré leur... boussole et qui veulent jouer aux stratèges.

L'esclavage supérieur au salariat

De Fontanieu, un mineur retraité du Gard, la lettre suivante :

Au sujet de son article « La répétition générale et le drame de demain », article qui jure bougrement dans une revue portant pour titre « La Révolution prolétarienne », je voudrais sans animosité, mais en toute franchise et sans mettre des gants, exprimer la très mauvaise impression que m'a produit sa lecture. Je n'aurai certes pas la naïveté de contester que l'Etat de Corée du Nord soit une marionnette dont l'U.R.S.S. tire les ficelles, mais est-ce que Louzon aurait, lui, la naïveté de croire que l'Etat de Corée du Sud est un Etat libre et indépendant de tout manager, et que les Etats-Unis volent généreusement à son secours pour protéger la liberté de ces libres citoyens ?

Est-ce qu'il croit que les Etats-Unis s'opposent à l'U.R.S.S. parce que cette dernière a falsifié le communisme ?

Mais il poursuit : Pourquoi faut-il qu'en même temps qu'il annonçait l'intervention des forces américaines en Corée, Truman ait cru devoir annoncer une intensification de l'aide au colonialisme français en Indochine ? Poser la question, c'est la résoudre ; ils interviennent, non pas pour y protéger la liberté et s'opposer à l'instauration d'un communisme frelaté mais pour défendre les intérêts du capitalisme en y matant toute velléité de liberté et d'instauration d'un communisme réel.

Pourquoi faut-il que... etc., dis-tu, mon pauvre Louzon. Hélas ! Oui ! Pourquoi faut-il qu'un homme de ta trempe, qu'un signataire du tract : « Paix immédiate », un ancien des divisions de la C.N.T. d'Espagne applaudisse à l'intervention yankee en Corée ? Pourquoi faut-il, hélas ! qu'un vieux syndicaliste anarchisant préconise la création d'une armée de mercenaires et le réarmement des Allemands de l'Ouest (d'une armée fasciste, en somme), pour écraser un communisme frelaté, je le veux bien, mais au profit d'un fascisme réel ?

Pourquoi faut-il qu'un militant que je croyais avisé soutienne une cause qui oblige les mouvements nationaux de libération à ne plus compter que sur Moscou pour réussir ?

Oui, un tiers au moins de la population de la France est de cœur avec les Russes ! Je le déplore comme toi, mais c'est la faute de tous ceux qui n'étant pas staliniens n'ont pas su enseigner au peuple (prolétaires ou non) ce qu'était le véritable communisme et se sont contentés de l'aiguiller sur la voie d'un capitalisme d'Etat ou d'un syndicalisme revendicatif, compartimenté par industries et fortement imbu du préjugé hiérarchiste.

Les staliniens n'ont pas agi autrement, mais ils ont su prendre la direction et cultiver à leur profit les aspirations malsaines, mesquines et égoïstes du peuple, qui ne sont que le résultat d'une ignorance due elle-même à un complexe d'infériorité, éclos à la suite d'une longue et prétendue éducation au cours de laquelle il ne lui a été inculqué que des notions d'union, de confiance aux managers, d'espoir en toujours plus de profits, plus d'avantages, et de dictature sur la classe possédante, qu'on cherchait beaucoup plus à dominer, à traire, à sucer, qu'à anéantir.

Amené progressivement à cet état d'esprit, le peuple qui trime, même s'il soupçonne, même s'il connaît la rigidité du régime prétendu soviétique, désire celui-ci ou tout au moins ne le craint pas ; et, à mon corps défendant, j'ajoute même qu'il n'a pas à le craindre, l'esclavage proprement dit étant somme toute matériellement supérieur au salariat.

Quels sont, en effet, les griefs majeurs que vous formulez contre le stalinisme : le travail forcé, la compression de la pensée, la dictature des managers, l'obligation de se taire, autrement que pour dire amen ?

Examinons rapidement ces divers griefs. Le travail forcé ? Mais dans notre société capitaliste, à quelques nuances près, le peuple le subit ; bien mieux, il le sollicite pour échapper au chômage, calamité qui n'existe pas en Russie. La suppression de la liberté d'expression ? Voyez les dernières lois scélérates, essayez d'aller crier : Vive la paix ! dans certains coins, et vous verrez si nous sommes mieux lotis qu'en Russie ; et serions-nous mieux lotis sur ce chapitre que je vous demande si celui qui crève de faim parce que chômeur peut avoir d'autres idées à exprimer que celle de solliciter un travail, que le régime capitaliste est incapable de lui procurer.

La dictature des managers ? Dans notre régime capitaliste, essayez de vous dresser contre celle des managers syndicaux ou politiques de vos propres organisations ou partis, et vous serez exclu, traité de renégat, de diviseur et abandonné à vos propres moyens ? Dressez-vous contre la dictature de nos gouvernants, et vous serez mis en prison. Certes, selon les circonstances, l'on vous tolérera bien quelques incartades, dans la mesure où l'on estimera qu'elles sont largement compensées par votre action anti-russe, mais essayez d'attaquer nos gouvernants sans contre-partie...

Le peuple russe n'a donc rien à nous envier (abstraction faite du stade supérieur dont nous bénéficions, supériorité due à l'âge plus avancé de notre civilisation industrielle et non pas à la supériorité du régime que nous subissons). Le peuple russe travaille dur, il doit obéir et se taire. Or, à quelques nuances près, nous en sommes toujours là, mais avec cette circonstance aggravante et majeure qu'ici ne travaille pas qui veut.

Et comme conclusion : l'anti-communisme ne paie pas ; on ne combat pas le stalinisme par les armes ni par l'insulte ; on le combat en le dépassant.

Sa victoire sur le capitalisme privé pourra peut-être, selon les circonstances, nous valoir d'aller faire une deuxième promenade à Djelfa, Bou-Denib, Tatahouine ou autres lieux, mais sa défaite et la victoire du fascisme nous astreindront certainement à la même promenade en compagnie de vaincus, nous en avons déjà fait l'expérience, n'est-ce pas Louzon ?

Mes deux enfants

De Parrot, ouvrier d'usine dans le Doubs, cette opinion extraite d'une lettre relative à d'autres questions et que nous aurons sans doute l'occasion de publier entièrement plus tard :

Je ne suis pas d'accord avec les articles de Louzon sur le sujet Amérique-Russie. La première arme utilisée pour faire la guerre, c'est la haine ; et la guerre dont les causes sont infinies : intérêts, rivalités, ambitions, conflits religieux ou philosophiques, peut-être instincts des hommes, est une forme de la loi de la jungle et non une entreprise rationnelle, intelligente, raisonnable. Quel sens aura pour moi le socialisme, communisme ou tout autre système sauveur en « isme », quand j'aurai perdu mes deux enfants (6) dans un horrible et stupide massacre ?

J'approuve pleinement

Par contre, voici ce que nous écrit Scheck, tourneur, ancien gérant du Libertaire et actuellement secrétaire de sa section syndicale des Métaux F.O. à Pauillac :

Je viens de terminer la lecture du papier de Louzon dans la « R. P. » : « Le drame de demain ».

Je n'étonnerai personne en disant que Louzon soulève là un grave problème et qu'il va déchaîner contre son point de vue tous les copains pacifistes

(5) Je ne comprends pas très bien. Un « maquis », une « levée volontaire », c'est précisément l'inverse d'une conscription et rentre, par conséquent, dans le cadre de ce que je préconise. — R.L.

(6) Je crois que notre camarade, au contraire, verra, d'une façon très précise, le sens du « communisme », lorsqu'il aura vu ses deux enfants et lui-même réduits en esclavage. — R.L.

lisant la « R. P. », et les autres. (Louzon sac au dos !)

On a l'habitude dans les milieux syndicalistes et libertaires de juger les événements en fonction de réactions purement sentimentales, pour la paix (avec un grand P) entre les hommes. La position de Louzon, pour logique qu'elle soit ne manquera donc pas d'étonner certains.

Pour ma part je l'approuve pleinement, j'ai conscience que le danger Staline se précise et que la classe ouvrière doit choisir. Cela peut-être malheureusement, car ça signifie qu'elle est incapable de régler par son effort personnel la question sociale et la paix.

Aucune des dernières initiatives, celles visant, par exemple, à l'unification de l'Europe, et à celle du monde par un gouvernement mondial, ne viennent d'elle ! Ses éléments dits avancés ne font que suivre.

C'est triste, sans aucun doute, d'espérer en la guerre avec tout son cortège de saloperies et le déchaînement des cruautés habituelles, propres à l'être humain, mais que pouvons-nous faire d'autre ?

En accordant aux Etats-Unis un préjugé favorable pour le gouvernement mondial je ne vois que profit pour la classe ouvrière. Le syndicalisme américain — le plus conscient parmi tant d'autres — aura alors un très grand rôle à jouer : rôle de direction, et je crois qu'on peut lui faire confiance.

Que toutes ces considérations sont loin de la doctrine révolutionnaire classique du prolétariat !

Il est normal de prévoir dès maintenant que nous serons amenés à une sorte d'union sacrée avec ceux dont Louzon dit avec juste raison : qu'ils chient dans leur culotte.

Espérons que le syndicalisme saura marchander son attitude et obtenir des avantages pour le monde ouvrier. Mieux vaut encore ces affreux bourgeois que l'infâme bolchevisme !

Que de discussions en perspective ! Ce qui m'inquiète, c'est que du côté ouvrier non « coco » on ne voit pas dès maintenant les réalités, et que le mirage du pacifisme fasse perdre du temps. Exemple : la proposition F.O. de l'U.D. parisienne pour le rassemblement des syndicalistes et des pacifistes. Le pacifisme et le temps travaillent pour Staline.

Je pourrais, je crois, m'abstenir de répondre aux trois premières lettres publiées ci-dessus, la lettre de Scheck me paraissant constituer la meilleure des réponses. Ce n'est donc guère que pour me conformer à l'usage que j'ajouterai quelques observations.

Les lettres de nos trois camarades comportent beaucoup de choses et même des choses excellentes, mais ce que je leur reprocherai, c'est, si l'on peut dire, de tourner autour du pot, car ils s'abstiennent de fournir une réponse nette au problème essentiel qui est le suivant :

Si, aujourd'hui ou demain, les tanks russes envahissent l'Allemagne en se dirigeant vers le Rhin pour envahir manifestement ensuite la France, que faut-il faire ?

C'est là la question que posent les faits et c'est à cette question qu'il faut répondre directement et clairement, si l'on ne veut pas se borner à des exercices littéraires.

Or à cette question il n'est que deux réponses possibles : ou bien décider de se soumettre, c'est-à-dire accepter le régime russe, car personne, je pense, n'imagine que les tanks russes peuvent être autre chose que les fourriers du M.V.D. ; ou bien, au contraire, résister, résister comme l'on peut seulement résister à une force armée : par une autre force armée.

C'est là le problème fondamental, sur lequel, si l'on ne veut pas illusionner les autres et s'illusionner soi-même, il faut avoir le courage de prendre parti.

Il me semble qu'aucun de nos trois correspondants n'ait eu ce courage. Cependant, il semble bien que, sans qu'ils osent le dire expressément, leur parti est pris : il vaut mieux se soumettre.

De cette décision, Fontanieu esquisse par avance une justification. C'est elle que je voudrais examiner d'un peu près.

LES PRINCIPES DOIVENT GUIDER L'ACTION ET NON LA PARALYSER

Il y a deux manières d'être révolutionnaire. L'une consiste à poser **ce qui devrait être** et, après avoir constaté que ce qui devrait être n'est pas, s'abstenir de toute action, de toute intervention dans les événements politiques et sociaux qui se déroulent sous vos yeux, parce qu'on n'y trouve, ni d'un côté ni de l'autre, la perfection que l'on recherche. L'autre consiste également à poser ce qui devrait être, à établir avec le maximum de précision et de rigidité le but à atteindre (et c'est pourquoi, soit dit en passant, je pense que notre revue n'aurait plus de raison d'être si elle abandonnait son titre), puis, cela fait, juger de tous les problèmes qui se posent quotidiennement au sein de la mêlée des peuples et des classes selon cet unique critérium : de quel côté faut-il se placer pour se rapprocher du but recherché ou pour s'en éloigner le moins possible ?

La première manière est celle de Fontanieu. Il entend demeurer en dehors des luttes d'un « syndicalisme revendicatif » parce que celui-ci est « compartimenté » ; il assimile le fonctionnaire d'organisation qui l'engueule, ou même tentera de le faire exclure, s'il rouspète, à celui du M.V.D. qui, pour le même délit l'enverra finir ses jours en Sibérie, sous prétexte que dans « certains coins » on ne pourrait crier : Vive la paix ! La France, où tout un parti peut impunément, sans que cela coûte à ses membres un seul jour de prison, affirmer qu'en cas de guerre il se rangerait du côté de l'ennemi, ne jouit de pas plus de liberté que la Russie où la moindre critique contre le régime amène la disparition pour toujours de son auteur ; et, allant jusqu'au bout de son absolu, étant donné que le salariat est, comme l'esclavage, une exploitation de l'homme, il se refuse à faire de distinction entre le salarié et l'esclave. En gros, comme beaucoup d'anarchistes, Fontanieu ayant déifié la Liberté, fait fi des libertés, et se trouve par là rejoindre, en fait, le totalitarisme.

Il y a quarante ou cinquante ans, on pouvait peut-être sans danger, pour les besoins de la propagande, assimiler le salariat à l'esclavage afin de mettre l'accent sur la condition misérable du salarié moderne, mais cela n'est plus possible aujourd'hui, car, il y a quarante ou cinquante ans, la possibilité d'un retour de l'esclavage semblait manifestement exclue, tandis qu'aujourd'hui l'esclavage est à nos portes !

Non ! la liberté du travailleur salarié n'est pas un vain mot. La liberté d'arriver en retard à l'atelier ou de s'en absenter, sans risquer d'être envoyé au bagne, la liberté de choisir son métier, la liberté de pouvoir discuter ses conditions de travail et de pouvoir combattre pour les améliorer, la liberté de dire merde ! à son patron et d'aller chercher du travail ailleurs ne sont pas des libertés sans valeur, pas plus que celle de pouvoir lire et entendre autre chose que les mensonges officiels et les slogans abrutisseurs ! Demandez-le plutôt à ces vieux compagnons du Bâtiment auxquels il suffisait qu'un patron les regarde quelque peu de travers, pour qu'ils demandent leur compte : « Je prends mes clous et je m'en vais ».

Certes, cette liberté a, pour contre-partie, le risque de se trouver sans boulot, mais c'est une loi générale, une nécessité logique : **il n'y a pas de liberté sans risque.**

L'esclave ou le bagnard, qui ne peuvent jamais choisir, sont les seuls à ne point courir de risques. On peut préférer sa sécurité à sa liberté, mais les

sociétés où ce sentiment domine sont des sociétés déclinantes, car tout changement impliquant un risque, on ne peut progresser qu'à la condition de risquer.

On ne fait point une société d'hommes libres avec des esclaves. On ne peut passer, d'un bond, de l'esclavage total à la liberté totale. Ce n'est que par l'accroissement des libertés présentement existantes, et non par leur destruction, qu'on peut espérer aboutir à l'abolition du salariat.

Pour moi, je n'appartiens pas à cette catégorie de révolutionnaires qui, ayant posé l'absolu, refusent de prendre parti dans le relatif. Je suis prêt à m'unir dans l'action avec quiconque, du moment que cette action, si imparfaite soit-elle, est dans le sens du but à atteindre. Fontanieu rappelle que j'ai été combattre en Espagne pour la République espagnole, et il voit là une contradiction avec mon attitude présente en ce qui concerne le conflit russo-américain. Au contraire ! Toutes deux sont du même ordre.

Fontanieu n'ignore pas, en effet, que dans le front qui s'était formé pour combattre Franco, il y avait des républicains espagnols bourgeois, ceux-là mêmes qui avaient gouverné l'Espagne depuis l'abdication d'Alphonse, il y avait des séparatistes catalans non moins bourgeois, comme Companys, il y avait même des cléricaux comme les Basques, (sans compter les moscovites et les trotskysants), tout comme il y avait les syndicalistes de la C.N.T. et les anarchistes de la F.A.I.

Eh bien ! fallait-il, sous le prétexte qu'on combattait à côté de bourgeois et de catholiques et même souvent sous leur direction puisqu'ils avaient la plupart des postes gouvernementaux, laisser triompher Franco sans essayer de le combattre ?

Je sais qu'en effet, cette attitude a été celle de toute cette première catégorie de révolutionnaires dont je viens de parler, qui sont restés strictement et tranquillement à l'écart de la lutte, en se contentant de stigmatiser férocement, par la plume et la parole, les déviations de ces anarchistes qui se compromettaient avec la bourgeoisie. Or, ce faisant, ils ont, tout simplement, pris une part de responsabilité dans l'établissement de l'effroyable régime qui pèse actuellement sur l'Espagne et que pas même Fontanieu, je pense, n'oserait prétendre qu'il n'est pire que celui de la république des années 30.

Or le conflit russo-américain se présente, aujourd'hui, pour nous, dans des conditions très analogues à celles dans lesquelles se présentait le conflit fascisme-république il y a quinze ans. Il s'agit toujours d'un conflit entre le fascisme — le fascisme russe — et la république. Pour des raisons sur lesquelles je ne reviendrai pas, car je les ai souvent données, nous allons présentement vers un empire mondial ; le temps des nations est fini. La question est de savoir qui organisera cet empire, qui le modèlera, qui en sera le maître : les Russes ou les Américains ? Il n'y a pas de tierce solution, il n'est pas d'échappatoire — autrement que sur le papier.

L'Amérique, c'est la démocratie bourgeoise, avec tout ce qu'elle comporte, le bon et le mauvais, cette démocratie bourgeoise dont nous avons si souvent démontré les tares et que nous continuerons à combattre, car nous aurons la possibilité de le faire tout comme nous avons eu toujours la possibilité de le faire en France (sauf sous le régime de Pétain), au risque évidemment de quelques mois ou années de prison (il n'y a pas de liberté sans risque) ; et, en la combattant, nous pouvons espérer contribuer à la faire évoluer. Par contre, la Russie, c'est l'étouffoir, c'est l'esclavage généralisé, même pour les castes privilégiées, c'est le régime du bagne (et il est vrai que nulle part au bagne il n'y a de chômeurs), c'est la régression la plus épouvantable qu'aient subie la civilisation et l'humanité depuis quinze cents ans, c'est le retour à la nuit la plus noire qui ait régné sur l'Europe depuis les plus sombres siècles du haut moyen âge.

Eh bien ! entre les deux, mon choix est fait. Je ne veux pas avoir de responsabilité, si infime soit-elle, dans un tel recul. De même et pour les mêmes raisons que j'étais pour la république espagnole en 1936, même si de sa victoire ne devait sortir que la plus pâle des républiques bourgeoises, de même et pour les mêmes raisons que, jeune homme, j'ai pris parti dans l'Affaire Dreyfus contre l'état-major et contre l'Eglise, bien que je ne nourrissais aucune illusion sur le clan bourgeois qui avait lancé et dirigeait l'Affaire, de même que, si j'avais été Belge, j'aurais été hier dans les rues de Bruxelles pour réclamer l'abdication d'un roi féru de pouvoir personnel, tout en sachant que je risquais de me trouver à côté de gens qui ne prenaient parti contre le roi qu'à cause de sa « mésalliance », de même, malgré leur brutalité, malgré leur corruption, malgré Wall Street et malgré la bureaucratisation de beaucoup de leurs organisations syndicales, je suis aujourd'hui avec les Américains, contre l'esclavage et l'obscurantisme moscovites.

Quitte, bien entendu, dès le danger passé, dès qu'il sera possible de respirer de nouveau, à reprendre aussi vigoureusement que jamais, la lutte contre les alliés de la veille.

LA PAIX NE NAITRA QUE DE LA FORCE

Venons-en maintenant au cas particulier de la guerre de Corée.

Il semble bien que nos correspondants, quoique, sur ce point aussi, ils ne se prononcent pas expressément, soient contre l'intervention dans la guerre de Corée. Ils auraient jugé, mettons : plus « sage » de ne rien faire, si ce n'est peut-être de beaux ordres du jour savamment balancés, et de laisser la Russie avaler, par la guerre, la Corée du Sud, comme elle a avalé, par l'occupation, la Corée du Nord.

Cela, sans doute, par pacifisme !

Car, pour certains, le pacifisme consiste... à laisser faire la guerre ; la défense de l'homme consiste à ne pas défendre des hommes. Je condamne la violence ; en conséquence, si un homme en assaille un autre, je n'interviens pas, car je serais obligé d'être violent, et, surtout... je risquerai, moi aussi, de subir la violence.

Ce pacifisme n'est pas le mien. Pour moi, être contre la violence, c'est aller au secours de celui qui est en proie à la violence ; être contre la guerre, c'est se mettre aux côtés de celui contre lequel la guerre est faite.

Je sais que, parfois, il n'est pas facile de juger quel est des deux partis, le véritable agresseur. Mais il se trouve que, précisément, dans le cas de la Corée, il ne saurait y avoir de doute : aucune attaque, aucune menace, aucune provocation de la part de la Corée du Sud ; une agression longuement préméditée et soigneusement préparée de la part de la Corée du Nord. Dans ce cas, le devoir est net, ceux qui sont contre la guerre se doivent de se porter au secours de la Corée du Sud, quoi que puisse valoir par ailleurs son gouvernement ou son régime social, car avant de vous porter à son secours, vous ne demandez pas d'abord à l'homme que vous voyez agressé, son certificat de civisme !

Si l'on veut réellement mettre un terme aux guerres, et non pas simplement se composer une attitude personnelle, on ne le pourra ni par des homélies, ni par des vitupérations, ni par des imprécations et des exorcismes, tous moyens qui ressortent à la croyance en la magie des mots, car, dans tous les domaines, la magie a montré qu'elle était sans effet.

On ne supprime un fait que par un fait, on ne supprime une force que par une force plus grande ; on ne mettra fin à la violence guerrière que par une violence supérieure

Je m'explique.

Dans tous les pays, ou, au moins, dans presque tous, la sécurité des individus reposait, avant que s'établisse l'Etat, sur la solidarité familiale, c'est-à-dire sur la vendetta. Ce qui limitait le meurtre, c'était l'assurance que l'on avait, que si l'on tuait un homme, la famille de cet homme n'aurait de cesse de vous avoir tué, ou, à défaut, avoir tué un autre membre de votre famille. C'était l'époque des guerres privées.

Or on n'a mis fin à ces violences que par une violence supérieure, que par la violence d'une puissance plus grande que celle de la famille, celle de l'Etat, dont la fonction originelle essentielle a été précisément de mettre fin aux guerres privées. Que l'Etat ait eu besoin d'user pour atteindre ce but d'une violence considérable, et cela pendant longtemps, on peut en juger par la résistance qu'il a rencontrée de nos jours en certaines contrées arriérées, encore en proie jusqu'à une date récente, à la vendetta.

Eh bien ! je pense que **mutatis mutandis** il en sera de même pour les guerres nationales. Elles ne prendront fin que lorsqu'une puissance supérieure, une puissance supra-nationale sera en mesure d'employer la force pour y mettre fin. Une puissance, dont l'avenir seul nous indiquera quelle sera la forme, mais qui sera telle qu'elle pourra imposer sa volonté aux Etats nationaux — une volonté basée sur un Droit — tout comme ces derniers ont imposé à la famille leur volonté : une volonté basée sur un Droit.

Et c'est parce que, malgré — ou peut-être **par** le jeu même des impérialismes — l'intervention en Corée marque le début de cette violence supérieure, qu'elle pourra être une grande date de l'histoire ; en tout cas elle doit être vue avec faveur par les pacifistes qui ne se contentent pas d'être des pacifistes de la phrase et qui ne sont pas prêts à accepter toutes les guerres, à condition... qu'elles ne touchent pas leur pays.

Telle est l'une des raisons — l'autre étant la nécessité de mettre une borne à l'expansionnisme russe pour les raisons indiquées ci-dessus — qui me fait applaudir à l'intervention en Corée. J'y applaudis comme j'applaudirai à toute intervention contre une une agression, comme j'applaudirai, avec plus d'enthousiasme encore, à une intervention contre la France, coupable d'agression envers le peuple du Viet-Nam le 30 octobre 1946, et dont la guerre actuelle n'est que la suite. — **R. L.**

Cette dernière question nous conduit à une cinquième lettre, d'un autre genre.

L'INDOCHINE ET LE STALINISME

Guy Vinatrel nous écrit :

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le papier du camarade Louzon : « La répétition générale et le drame de demain ».

Mais aussi avec quelque étonnement, et c'est pourquoi je me permets de vous faire part des réserves qu'il m'inspire.

Je sais très bien que l'Indochine est un sujet tabou et qu'il est de très mauvais ton de mettre en cause le caractère national du vieux drôle qui préside aux destinées du Viet-Minh. J'ai malheureusement l'habitude d'appeler un chat un chat et Ho Chi Minh un stalinien. Avec tout ce que cela comporte. Et je ne suis pas encore arrivé à comprendre comment un stalinien peut être un champion du progrès en Indochine et un ennemi de la liberté en Bulgarie, en Hongrie et ailleurs. Faut-il croire que les staliniens ont toutes les vertus, nationales et révolutionnaires, lorsqu'ils n'exercent pas encore complètement le pouvoir, et que celles-ci s'évanouissent soudain dès qu'ils sont à même d'exécuter scrupuleusement leur programme, qui consiste d'abord dans l'élimination systématique et brutale de leurs adversaires ?

Il est évident pour Louzon que ceux qui combattent aujourd'hui dans la brousse indochinoise ne sont pas des communistes. Peut-être Louzon n'a-t-il pas entendu parler des trotskystes que la police d'Ho Chi Minh exécute dès qu'ils tombent entre ses mains ? Mais dans ces conditions, dire que la présence des communistes au gouvernement Viet-Minh peut se comparer à la présence des communistes français dans les gouvernements de 45, 46 et 47, c'est tout de même aller un peu loin.

Je ne veux pas entreprendre un plaidoyer pour le colonialisme. Mais la notion même du colonialisme me paraît tout de même un peu dépassée par les événements, en un moment où la citadelle du colonialisme français en Indochine, la Banque d'Indochine, a justement transféré ses capitaux en Afrique. Le fait que Thierry d'Argenlieu ait cru utile d'appliquer en Indochine une politique coloniale, à base de massacres d'indigènes, ne signifie pas que les tenants de l'influence soviétique en Asie soient eux-mêmes de petits saints.

Et de toute façon, la recherche historique des causes du conflit a bien moins d'importance en 1950 que l'utilisation faite en 1950 de ce conflit. Louzon tient pour assuré que c'est un bobard de prétendre que les combattants français en Indochine préservent ce pays de Moscou.

Et pour preuve du caractère national du Viet-Minh, il se réfère aux Américains. Quelle drôle d'idée !

Car une grande partie du chaos actuel en Indochine provient justement de la politique américaine en 1945-46. A cette époque, trop proche pour qu'on l'oublie, les Américains firent de leur mieux pour évincer les Français d'Indochine et pour favoriser le mouvement « national » du Viet-Minh. Mais en même temps, ils avaient autorisé « la protection » de l'Indochine par la brillante armée chinoise. Il fut plus facile de faire entrer les troupes du général Lou Han que de les faire partir. Il est d'ailleurs fort heureux que les Chinois aient été finalement expulsés, car autrement ce n'est plus Ho Chi Minh, mais Mao Tse Toung lui-même qui serait là. Car ce même général Lou Han, ignoble soudard de la clique du Kuomintang (comme dirait « l'Humanité »), est maintenant l'un des plus vaillants généraux de la si sympathique armée populaire démocratique chinoise. Il gouverne pour le compte de Mao Tse Toung les mêmes territoires qu'il était censé précédemment tenir en mains pour le compte de Tchang Kai Chek. Il n'y a pas qu'en France que les préfets de Vichy font partie de la Résistance !

Un point encore : Louzon a tort de se référer à Roosevelt et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il est exact que la Charte de l'Atlantique en fait un but de guerre très noble. Il est non moins exact que le distingué président des Etats-Unis a considéré que, dans la pratique, les principes sont commodes quand on veut s'asseoir dessus. Parler du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et y associer le nom de Roosevelt, c'est ne pas vouloir se souvenir que Roosevelt a délibérément sacrifié la Pologne et toute l'Europe orientale au droit des Russes à disposer des autres. (Conférence de Yalta, Téhéran, et autres sinistres plaisanteries.)

P.-S. Il est très difficile d'établir une liste exacte de l'ensemble des personnalités assassinées par le régime stalino-terroriste d'Ho Chi Minh. Mais il est facile d'établir que le parti communiste vietnamien supprime systématiquement tout ce qui a pu, peut ou pourrait s'opposer à un moment donné à sa dictature sur le Vietnam et à sa mainmise sur la Résistance. Et c'est pourquoi la longue liste des assassinés comprend tout aussi bien des anciens communistes exclus du parti avant 1941 (date de la dissolution officielle du P.C. indochinois et de sa transformation en Viet-Minh) que des partisans authentiques de la résistance armée contre les Français. La presse trotskyste internationale a mentionné l'assassinat du leader des trotskystes d'Indochine Ta Thu Thau (septembre 1945), des trotskystes Tran Van Tach et Nguyen Van So (exécutés en octobre 1945 à Thudaomot), tandis que, le même mois, étaient exécutés à Song Long Song les trotskystes

Phan Van Hum (ancien conseiller municipal de Saigon) et Phan Van Chanh. Le 26 juin 1947 Bernard Tach, leader vietminh mais non communiste est assassiné à Saigon, etc., etc. Faut-il rappeler ici que c'est sous le couvert de la résistance que les staliniens français ont assassiné chaque fois qu'ils l'ont pu les syndicalistes anti-staliniens ?

Ici nous sommes en pays de vieille connaissance : le colonialisme français. Les Français, et surtout peut-être les Français de « gauche », sont terriblement colonialistes, mais, comme il leur faut se mettre en paix avec leur conscience, ils recouvrent d'un tas de beaux prétextes la préservation de leur butin. C'est tantôt la supériorité de leur « civilisation », tantôt le « nationalisme » des indigènes, tantôt leur « fanatisme » religieux ; maintenant, c'est surtout leur « communisme ».

Voilà vingt ans que l'Indochine est en rébellion ouverte, d'une façon presque permanente, contre la domination française. (Je conseille à ceux de nos lecteurs qui en douteraient, de lire, s'ils peuvent s'en procurer un exemplaire, la brochure que la « R. P. » a publiée jadis sur les événements des années 30, sous le titre « Un fleuve de sang »). Et parce qu'aujourd'hui, depuis relativement peu de temps d'ailleurs, les staliniens qui, évidemment, tentent de se fourrer partout, participent à cette rébellion, on proclame que cette guerre d'indépendance est un mouvement « communiste » et on prétend qu'il faut l'écraser pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles on s'oppose à une guerre d'agression déclenchée par un fantoche de Moscou établi par les troupes russes et par le Guépéou, faisant la guerre exclusivement avec des armes fournies par Moscou, et pour s'emparer d'un territoire qui n'a que le tort de ne pas être d'obédience moscovite ! C'est adorer mélanger des choses qui n'ont rien de commun : d'un côté le soulèvement d'un peuple pour obtenir son indépendance, de l'autre, la conquête d'un territoire par un peuple, pour le compte d'un autre.

De même, on ne peut assimiler le gouvernement du Viet-Minh à celui de la Bulgarie ou de la Hongrie, car l'Indochine n'a jamais été, que je sache, occupée par les troupes russes, ni son gouvernement — je parle bien entendu de celui du Viet-Minh — installé par une puissance occupante. Le mouvement révolutionnaire indochinois est le type même d'un mouvement indigène né de la résistance à l'exploitation coloniale, mouvement sorti du sein même du peuple, basé sur les ressources mêmes du pays et qui ne doit rien à Moscou, si ce n'est, peut-être, hélas ! quelques « conseils ». Si donc on veut comparer l'Indochine à un pays danubien, ce n'est ni à la Hongrie ni à la Roumanie qu'il faut la comparer, mais à la Yougoslavie, la Yougoslavie de Tito qui, elle non plus, n'a jamais été occupée par les Russes et a combattu aussi elle-même, directement, avec ses propres ressources pour sa libération. Si l'on veut pousser la comparaison jusqu'au bout, c'est le gouvernement de Bao Daï, instauré par la puissance occupante et exploiteuse, gouvernement fantoche au service de la France, qui doit être comparé aux gouvernements de Hongrie et Bulgarie, fantoches au service de la Russie.

Ne pas voir toutes ces différences, ne vouloir voir que ceci, que Nguyen Aï Quoc a longtemps appartenu au parti stalinien et que, sous son nouveau nom d'Ho Chi Minh, il y appartient peut-être encore, c'est ne regarder que les étiquettes, sans vouloir voir ce qu'elles recouvrent.

Quant au fait de l'agression française de 46 contre ce gouvernement du Viet-Minh avec lequel on venait de signer un traité dont l'encre n'était même pas encore sèche, ce n'est, bien entendu, pour notre correspondant, qu'une « recherche historique » de peu d'importance ! La France est taboue ! Par contre, on met au premier plan la lutte, sans doute fort sauvage, qui mit aux prises au sein du mouvement de libération indochinois, les deux clans totalitaires qui y participaient : les staliniens et les trotskystes. Je suis tout à fait d'avis que cette lutte est déplorable, mais baser sur elle un jugement sur la valeur du mouvement du Viet-Minh est comme baser son jugement de la Révolution française sur le guillotinage de Danton par Robespierre. — **R. L.**

POUR QUAND LES TANKS RUSSES A PARIS ?

Voici, pour terminer, une discussion de Péra sur les perspectives du proche avenir :

La question n'est pas : « Les tanks de Staline et sa gestapo viendront-ils à Paris ? » mais « y seront-ils avant Noël prochain ? »

La réponse ne peut être que conjecturale. Peut-être Staline lui-même ne peut pas répondre avec certitude — et certainement pas Truman.

Une chose paraît évidente : pour l'instant Staline a très envie de voir les Américains s'engager non pas dans une guerre contre la Russie, mais dans une guerre contre la Chine.

Les avantages qu'il y trouverait sont très clairs. La Chine est un immense guêpier. Le Japon lui-même, en huit ans d'efforts (33-40) n'est pas arrivé à autre chose que de s'y salement emmerder et cela a certainement facilité beaucoup sa défaite finale de 45.

Ce désir de Staline semble indiquer qu'il n'est pas pour le grand coup immédiat.

Mais les Américains suivront-ils le désir de Staline ?

On les a vus faire bien des bêtises. Mais pas de ce calibre.

La seule politique intelligente depuis l'horrible sottise qu'a faite Marshall en réclamant, en 45, l'entente entre Chinois non communistes et communistes, c'est de persévérer dans la voie de cette sottise, de pousser à bout la fiction que Mao Tse Toung n'est pas un stalinien comme les autres, d'être très chic avec lui, de le peloter et aider et peut-être ainsi de desserrer ses liens avec Staline.

C'est une politique qui a bien des chances de rater. Mais poursuivie sans illusions, avec machiavélisme, elle aurait quelques chances de réussir. La politique opposée, au contraire, l'hostilité à Mao Tse Toung, c'est Mao dans l'esclavage absolu de Staline et l'Amérique dans le pétrin chinois.

Je dis que ceci est la seule politique possible pour l'Amérique actuellement car il est bien certain qu'elle n'ira pas trancher le nœud gordien : atomiser un beau matin toutes les grandes villes de Russie. Ni elle ne le veut encore ; ni, probablement, elle ne le peut...

Ces diverses réflexions, en somme, concourent à un certain ajournement du drame de l'Europe de l'Ouest : les chars russes à Paris, pas avant Noël.

Cependant, Raymond Aron, dans « Le Figaro », a émis une opinion intéressante. Les alliés ont lutté pendant cinq ans pour le désarmement de l'Allemagne et du Japon. Ce résultat à peine acquis, il apparaît comme catastrophique, et vite, vite il faut réarmer Allemagne et Japon. Actuellement, on peut dire que le danger, pour Paris, réside dans cette décision nécessaire des réarmements allemand et japonais.

Staline pourra — et devra — vouloir prendre les devants.

Et cette considération va à l'encontre de mes premières conclusions : elle amène les tanks russes à Paris avant Noël.

En sorte que, finalement, tout repose sur la supériorité du stock atomique américain...

La bombe atomique a déjà sauvé bien des vies humaines. Elle a arrêté la guerre d'Extrême-Orient. Depuis 1945 elle a arrêté les Russes sur l'Elbe. Comparez cela aux 150.000 morts d'Hiroshima et de Nagasaki. Le bilan est certainement positif.

Malheureusement le réveil peut être très négatif.

Et cela se produira quand il y aura une certaine égalité.

OU VA L'ANGLETERRE ?

L'Angleterre et l'Europe

Michelet a dit un jour que, depuis la Réforme, « l'histoire de l'Angleterre est l'histoire d'une île ». Ce qui veut dire, naturellement, que l'Angleterre s'est, durant l'époque moderne, volontairement isolée du continent européen ; protégée par la Manche et par sa domination des mers, elle a pu tourner le dos à l'Europe pour ne s'occuper que de se construire un empire mondial, et tout particulièrement s'assurer la suprématie sur les océans. Ce n'est nullement par hasard que durant toute cette longue période l'Angleterre s'est préoccupée beaucoup plus des choses de la mer que de celles de la terre et que la plus grandiose des statues qui aient été érigées à Londres est celle, non d'un général, comme c'est le cas dans les pays continentaux, mais d'un amiral, Nelson ; de même, le véritable hymne national de la Grande-Bretagne est le « *Rule Britannia* » (1), qui est un grand chant calviniste en l'honneur de la domination des mers, et non cette platitude courtisane bonne pour des laquais qu'est l'officiel et germanique « *God save the king* » (2).

L'ANGLETERRE N'EST PLUS UNE ILE

Or, l'un des traits fondamentaux de l'histoire en ce milieu du XXe siècle est que la géographie politique de la Grande-Bretagne a été transformée : le mot fameux de Michelet n'est plus vrai, la Grande-Bretagne, du point de vue de la politique mondiale, n'est plus une île. Car *l'avion passe toutes les frontières et la bombe atomique les supprime.* Il est extrêmement probable que la prochaine guerre verra disparaître complètement la sécurité tant vantée de la Grande-Bretagne abritée par son « fossé défensif », la Manche. Déjà d'ailleurs, dans la dernière guerre, les terribles bombardements subis par Londres avaient montré que l'immunité dont l'Angleterre avait joui jusque-là grâce à sa ceinture maritime et qui lui avait permis de défier successivement et victorieusement Philippe II d'Espagne, Louis XIV et l'armée de Boulogne de Napoléon, était sérieusement ébranlée. On peut parier presque à coup sûr que la prochaine guerre mondiale verra le final effondrement des défenses maritimes de la Grande-Bretagne et de son ancienne « tranchée », imprenable par une attaque venue du continent.

La fameuse déclaration du stratège prussien von Moltke — déclaration qui devait d'ailleurs être grossièrement falsifiée par l'histoire — selon laquelle « un loup ne peut se battre avec une baleine » et qu'en conséquence, l'Allemagne et l'Angleterre ne pouvaient se battre, ne signifie maintenant plus rien. Du point de vue de la stratégie militaire, et, par conséquent, de la politique mondiale, *la Grande-Bretagne n'est plus une île, elle est partie intégrante du continent européen.* La baleine est devenue loup.

PSYCHOLOGIE INSULAIRE

Cependant, psychologiquement, c'est-à-dire du point de vue de ce dont elle a conscience, la Grande-Bretagne demeure encore une île car une période d'insularité de quatre siècles — et quels siècles ! — ne peut facilement être effacée. Un profond sentiment d'insularité est encore la caractéristique essentielle de la mentalité britannique ; elle est commune à tous les partis et à toutes les croyances, y compris à ceux qui s'affirment internationaux (les catholiques et les communistes anglais sont avant tout *anglais*), et cela s'applique aussi bien aux partis de « gauche » qu'à ceux de « droite ». L'Angleterre de ce milieu du siècle nous donne un exemple de ce qui est si souvent arrivé au cours de l'histoire : une « superstructure » politique et sociale qui reste très en arrière des conditions matérielles de l'époque.

Cette insularité fondamentale des Anglais ne se montre nulle part mieux que dans les relations, ou plutôt le manque de relations, entre les Anglais et les essais qui sont faits actuellement pour réaliser cette fédération européenne si attendue. (Je parle ici des Anglais au sens étroit du mot, car les Ecossais sont beaucoup plus « Européens », leur « bonne vieille alliance » avec la France ayant laissé sur leur psychologie nationale des traces indélébiles.)

Il est pourtant manifeste aujourd'hui que si l'Europe veut éviter le sort de l'Allemagne durant la Guerre de Trente ans (1618-1648), si elle ne veut pas devenir un *no man's land* dévasté entre les géants de l'Est et de l'Ouest, au cours du conflit qui va mettre aux prises la Russie et l'Amérique dans leur lutte pour la domination du monde, la rapide formation d'une quelque sorte d'Europe unifiée représente sa dernière chance. Même à Westminster, cela est reconnu en paroles, mais... quand il s'agit de traduire ces paroles en actes, on s'aperçoit alors rapidement que *si vous grattez un Anglais, vous trouvez... un insulaire !*

LE LABOUR PARTY ET LE PLAN SCHUMAN

Ce phénomène psychologique a reçu récemment une remarquable vérification par la manière dont le Labour party a rejeté emphatiquement le fameux plan Schuman. (Je dis le *parti* travailliste et non le gouvernement travailliste car ce dernier n'a pas encore absolument pris parti ; il se tient jusqu'ici sur la corde raide avec toute l'habileté d'un danseur de corde.)

Le « plan » de MM. Schuman et Monnet est le premier essai concret de fédérer l'Europe, *en fait et non en paroles.* Certes, il s'agit d'une Europe capitaliste et non d'une Europe socialiste. Qu'est-ce qu'on pour-

(1) « Règne sur les flots, ô Grande-Bretagne... » (N. d. T.).

(2) « Que Dieu garde le roi... » — Germanique pour une double raison : composé par l'Allemand Haendel et introduit comme hymne national par la dynastie actuellement régnante qui est, comme l'on sait, de descendance allemande : la maison de Hanovre. (N. d. T.).

rait attendre d'autre, d'ailleurs, des forces sociales qui sont derrière le « plan », à savoir la diplomatie et les dollars de l'Amérique, les grosses affaires de l'Europe, l'Eglise catholique et les états-majors des puissances du Pacte atlantique ?

Aucune de ces forces n'est socialiste et l'on pourrait, en conséquence, comprendre qu'un parti socialiste — comme le Labour party prétend encore l'être — rejette le plan Schuman comme une tentative d'unir l'Europe sur des bases capitalistes, mais une telle attitude de la part de socialistes internationaux ne pourrait se justifier que si, simultanément, ceux-ci présentaient un autre plan pour unir l'Europe, un plan qui serait fondé sur des bases socialistes et n'aurait pas besoin de recourir à l'appui de forces considérées comme réactionnaires.

Mais le Labour party n'a rien fait de semblable, il n'a présenté aucune solution socialiste comme substitut à la solution capitaliste préconisée par MM. Schuman et Monnet. C'est dire que son attitude a été purement négative, elle a consisté en un rejet pur et simple, non pas seulement le rejet d'une Europe capitaliste, mais celui de *n'importe quelle* espèce d'Europe.

Dans les circonstances présentes, celles qui prévalent en cette année 1950, l'insularité est de la folie. Ces socialistes britanniques, qui se targuent d'être des hommes qui « regardent vers l'avenir », vivent, en réalité, dans un passé qui a disparu pour toujours ; si, comme tout le monde, ils savent que la reine Anne est morte, il semble bien, en revanche, qu'ils sont convaincus que la reine Victoria occupe encore le trône !

L'unité de l'Europe constitue l'un des besoins les plus manifestes et les plus impératifs de notre temps. Et c'est l'une des plus grandes tragédies de notre tragique époque que les classes réactionnaires de notre société européenne comprennent mieux ce besoin et travaillent plus activement pour atteindre ce but, qui est, en lui-même, un progrès, que ne le font les partis soi-disant avancés de la gauche. Churchill et ses partisans sont beaucoup plus en avance dans leur propagande et dans leur action en faveur d'une Europe capitaliste unifiée que le parti travailliste, et même le gouvernement travailliste, ne le sont dans leur propagande et leur action pour une Europe socialiste unifiée.

Etrange ironie de l'histoire ! Les conservateurs, défenseurs, par définition, de la tradition, marchent vers l'avenir, tandis que les socialistes, champions du devenir, restent piteusement enlisés dans le passé !

Michelet fut, en vérité, aussi bon prophète que grand historien, puisque l'aphorisme de Nietzsche : « l'Anglais est un mauvais Européen », est aussi vrai aujourd'hui qu'il l'était lorsque ce fou de génie appela, le premier, l'attention sur la remarque de l'historien.

L'UNITE EUROPEENNE ET LA REVOLUTION

Nous concluions notre précédent article sur les destinées révolutionnaires de l'Angleterre en nous demandant vers qui ou vers quoi l'Angleterre pourrait bien se tourner aujourd'hui pour trouver des alliés révolutionnaires, étant donné que la Russie sur l'appui de laquelle Trotsky basait ses perspectives révolutionnaires de 1925, a mis le mot : « interdit », sur toutes les idées révolutionnaires des anciens bolcheviks ! Il me semble que la réponse précise à cette question, aujourd'hui, en 1950, est que c'est l'unité européenne, cette conception éminemment révolutionnaire, qui fournira le motif des prochains développements révolutionnaires tant pour l'Europe que pour la Grande-Bretagne.

Car, tandis qu'une Europe unifiée capitalistiquement, telle qu'elle est présentée dans les discours de MM. Churchill, Spaak, Reynaud, etc., et, plus concrètement dans le plan Schuman, constitue une étape logique dans l'évolution du capitalisme des monopoles, une Europe socialiste-syndicaliste serait un acte et un fait révolutionnaires. La lutte pour une telle Europe amènerait une renaissance des forces révolutionnaires européennes présentement divisées et abattues, tout en mettant fin à la pitoyable décadence qui caractérise l'Europe d'aujourd'hui, aussi bien la bourgeoise que la social-démocrate.

Alors et ainsi serait réalisée la prédiction historique du penseur syndicaliste Georges Sorel, quand il déclarait que ce serait la glorieuse destinée du prolétariat européen de monter sur la brèche en une heure désespérée, en de nouveaux Thermopyles, et sauver ainsi le remarquable héritage de la culture européenne, de ses dépositaires indignes, les actuels bourgeois, et, en même temps, du nouvel âge de pierre qui nous menace si manifestement du côté de l'est stalinien. L'Europe doit reprendre la tête de l'humanité dans la lutte révolutionnaire, comme en 1789 et en 1848, mais non comme, hélas ! en 1917.

L'espace me manque pour développer cette magistrale conception des « nouveaux Thermopyles », avec tous les détails voulus.

Nous ne pensons pas que des partis seulement nationaux, avec toutes leurs particularités nationales, puissent vraisemblablement faire quelque chose d'efficace dans la tâche de l'unification révolutionnaire de l'Europe. Pas plus, si l'on veut tenter une analogie historique, que des partis locaux, fonctionnant au sein des petites seigneuries féodales de l'ancien régime, n'auraient pu réaliser la Révolution française et aboutir ainsi à ce qui fut alors un grand progrès : la « nation une et indivisible » de 89-94. Pour accomplir cette œuvre, l'Histoire avait besoin d'un parti *national*, qui fut celui des Jacobins. La nation était le but de la révolution nationale de 1789 ; l'Europe est celui de la révolution, et des révolutionnaires européens de 1950.

Et maintenant, nous voici en mesure de répondre à la question que nous avions mise en tête de notre article précédent : « Où va l'Angleterre ? »

Pour l'Europe et, en premier lieu, pour l'Europe occidentale, le chemin de Moscou, indiqué en 1925 aux ouvriers britanniques par Trotsky, a été depuis longtemps fermé par les meurtriers mêmes de Trotsky. D'autre part, la Manche doit être politiquement supprimée par les travailleurs européens, *y compris ceux de Grande-Bretagne*, avant que la bombe atomique démontre sa complète inutilité. La Grande-Bretagne doit maintenant cesser d'être « une île », au sens de Michelet, et les Britanniques doivent cesser d'être de « mauvais Européens ». Les ouvriers britanniques doivent ramener la Grande-Bretagne en Europe et, en accomplissant cet acte éminemment révolutionnaire, ils redécouvriront la destinée révolutionnaire de leur pays.

Telle est la conclusion de la présente analyse.

F. A. RIDLEY.

LETTRE D'ITALIE Un mouvement perdu

Nous l'avons souvent dit et répété jusqu'à satiété : Pour arriver à comprendre où en est le mouvement ouvrier, il est nécessaire de plonger dans le vaste quotidien.

Par exemple, nous nous occuperons cette fois d'une grève qui pendant près de trois mois a entraîné le personnel de la SABIEM à Bologne. Le lecteur y trouvera plus d'un enseignement.

La SABIEM-Parenti est, dans le secteur industriel, le premier établissement pour l'importance, et le second par la taille, de la province de Bologne. Elle comporte deux sections : la fonderie et l'usine.

L'usine a été reconstruite après la guerre ; son agencement répond aux besoins du travail et possède le matériel adéquat : grues, ascenseurs normaux et spéciaux, wagonnets, presses ; de même qu'une section spéciale d'emboutissage pour carrosserie, de laquelle sont clientes la Lancia et la Fiat en Italie, la Peugeot en France. La fonderie est au contraire installée dans une vieille construction qui ne peut être aménagée, et les conditions de travail y sont vraiment mauvaises : on y fond du bronze et de l'aluminium, surtout pour des tiers, car même l'usine figure administrativement comme un client.

Economiquement, la situation à l'usine n'est pas mauvaise. Il y a du travail et les paies sont normales (un spécialiste s'est fait en juin 50.000 lires, ce qui constitue, pour la zone de Bologne, un haut salaire). A la fonderie, en revanche, le travail est inégal, les horaires variables, les salaires bas.

Mille deux cents salariés : parmi eux 150 employés entièrement isolés (ils vivent dans un magnifique bâtiment) et six dirigeants.

Au début de mars, un des secrétaires de la FIOM (Fédération des employés et ouvriers de la métal-mécanique, adhérant à la confédération social-communiste), un certain Magli, inscrit au P.C. (tous les secrétaires de la métallurgie sont inscrits au parti communiste), vint faire parmi les ouvriers une réunion évidemment préparée et lança l'idée d'une revendication concernant une indemnité pour les travaux nocifs et fatigants qui se pratiquaient à la section fonderie et dans les divers autres secteurs (trempe, vernis, forge, galvanoplastie).

1.) Aucun ouvrier de la fonderie n'avait jamais songé à exiger un avantage de ce genre ; on peut donc en déduire que l'esprit de lutte à l'endroit même du travail, duquel naquit peu à peu le mouvement corporatif qui se trouve à l'origine réelle de la Première Internationale, a disparu.

2.) Comme c'est le cas depuis de nombreuses années, c'est de l'extérieur — c'est-à-dire de façon autoritaire et artificielle — que la lutte aussi délicate que celle qui oppose travailleurs et employeurs est imposée, lancée, guidée. Aucune discussion préliminaire, même pas pour sauver la face de la démocratie ; aucune mise au point du problème à l'intérieur de l'entreprise.

C'est dire que la lutte est entamée sans que les travailleurs aient choisi leurs arguments ni déterminé les meilleurs moyens pour vaincre dans leur propre entreprise ; il ne s'agit donc pas de vaincre librement, mais de se faire asservir un peu plus.

En fait, l'assemblée et ensuite le personnel de la fonderie tout entier s'enthousiasment pour les propositions de Magli. Il s'agit :

a) d'une indemnité de 15 lires horaires pour tous les salariés de la fonderie et des ateliers spéciaux ;

b) d'améliorations techniques, moyens de protection, etc.

c) d'assainissement des lieux insalubres.

3.) La façon de provoquer l'enthousiasme des travailleurs est simple : il s'agissait d'éveiller l'espoir de 15 lires de plus par heure. La demande relative à l'assainissement, qui à elle seule justifierait l'agitation et la grève, arrive en dernier lieu et paraît ne pas offrir grand intérêt ni pour la FIOM ni pour les salariés. On table donc sur le jeu faussé des augmentations de salaires, alors même que cette augmentation serait contrebalancée, voire dépassée par d'autres inconvénients. Au total, rien ne se fait pour adapter l'arme classique de la lutte des classes à des fins nouvelles. Comme nous le verrons, il ne s'agit plus que d'un moyen d'agitation politique entièrement étranger aux intérêts humains et révolutionnaires des travailleurs ; un moyen pour mettre à profit la misère et l'ignorance, exactement comme le font les capitalistes.

La réponse de la direction au comité d'entreprise qui présentait les demandes ci-dessus est la suivante :

a) 15 lires de l'heure augmenteraient par trop le prix de revient ; et comme en dehors de Bologne aucune autre requête de ce genre n'a été présentée, la concurrence pourrait pratiquer des prix nettement inférieurs ;

b) On ne peut accorder une augmentation égale à ceux qui travaillent aux fours et à ceux qui se bornent à transporter les matières premières ;

c) enfin, plusieurs ouvriers bénéficient déjà d'indemnités spéciales : la direction se montre disposée à revoir et à élargir ces dispositions.

4.) Il semble que nous nous trouvions aux temps où Proudhon écrivait « De la capacité politique de la classe ouvrière », quand il examine l'œuvre de l'opposition libérale, et observe qu'elle ne sait vraiment pas ce qu'elle fait et ne saisit jamais exactement la situation économique. A 35 km. se trouve Bologne, où existent d'importantes fonderies, et là aucun mouvement n'est déclenché.

Le comité d'entreprise refuse d'apporter une quelconque modification aux demandes présentées et admet seulement que « peut-être » il serait possible d'exclure du bénéfice de l'augmentation les modélistes qui travaillent sur bois et qui n'ont pas à recevoir une indemnité pour travaux nocifs ou lourds.

⁂

Le 6 mars commence l'agitation. Grèves de 10 minutes à 9 heures, 11 heures, 15 heures, à la fonderie et dans les ateliers cités.

Des délégations d'ouvriers vont protester à la direction pendant les arrêts. La direction répond qu'elle ne peut accepter les revendications initiales en totalité, mais qu'elle est disposée à discuter.

Les grèves se développent, sans méthode. L'exaspération croît. Les petites fonderies de Bologne cèdent presque toutes, du fait que les salaires qui y sont pratiqués sont tellement bas que leur relèvement n'influe en rien sur les possibilités de vente.

Le 28 mars à 11 heures, l'usine se solidarise avec la fonderie, et demande que les revendications soient défendues d'un commun accord.

La direction répétant ce qu'elle a déjà dit, une nouvelle assemblée se tient, où Magli est présent. Comme l'usine doit participer au mouvement, une demande d'augmentation de 30 % en faveur du

personnel est présentée, augmentation calculée sur le salaire de base. Le motif est sérieux : depuis plusieurs années la production a augmenté suivant des proportions notoires.

5.) Au cours de l'assemblée il est mis en avant, inutilement, que : le mouvement de solidarité se trouve annulé, du fait que cette fois les ouvriers de l'usine se mettent en mouvement non en faveur des ouvriers de la fonderie, mais pour des revendications propres, ce qui fait passer à l'arrière-plan les revendications initiales ; qu'en multipliant les objectifs, le front s'élargit mais n'en devient pas plus solide.

La direction déclare que les taux de salaires ne peuvent être modifiés que sur le plan national. En ce qui concerne l'augmentation de la production, la SABIEM, depuis 1947, a institué une prime à la production (sorte de pourcentage collectif) proportionnel à l'augmentation de la production elle-même ; elle se montre disposée à la modifier, mais non à accepter l'augmentation des 30 % qui représenterait une dépense annuelle de 60 millions de lires par an.

Le comité d'entreprise ne répond pas, et bientôt l'usine se met en grève trois fois par jour, pendant 10 minutes chaque fois.

Ce comité d'entreprise qui ne discute jamais, comment est-il composé ? 5 communistes, 1 P.S.L.I. (parti saragatien), 1 indépendant (employé).

Il a été nommé récemment : il comprend des jeunes rompus à la lutte économique mais étroitement soumis à la discipline du parti et formés à son école. Les vieux communistes, gens qui ont connu le « confino » et la prison, ont été mis à l'écart et ne comptent plus.

Il se fait que parmi les groupes d'ouvriers qui vont protester au cours des dix minutes de grève, se trouvent quelques communistes et anarchistes de l'ancien comité d'entreprise. Ils s'aperçoivent qu'il serait possible de négocier. Et ils obtiennent que le comité d'entreprise en fonction tente la discussion. Mais quand il s'agit de passer aux actes, le C.E. s'y refuse.

Une autre semaine se passe. De nouveau d'anciens membres du C.E. vont en délégation et se rendent compte que la direction accepterait d'accorder 15 %. Cependant le C.E. en fonction réaffirme sa volonté de s'en tenir aux demandes initiales.

A la fonderie, les choses commencent à aller mal. Les grévistes sont mécontents des ouvriers de l'usine qui travaillent normalement en dehors des trois fois 10 minutes d'arrêt. A la fonderie la production s'est effondrée et de nombreux contrats ont dû être annulés. On parle de développer l'agitation à l'usine. Mais le C.E. est incertain. On court le risque, dit-il, de paraître appliquer la « non-collaboration ». En somme, l'épreuve de force n'a pas réussi, et on ne sait comment s'en sortir.

Cependant, la situation empire. A un moment déterminé, la direction déclare qu'elle est disposée à discuter la possibilité de faire intégrer une partie de la prime de production au salaire de base. Le C.E. refuse. Et d'autres jours passent. Les délégations ouvrières vont de moins en moins à la direction. Cette dernière communique que dorénavant, la situation étant devenue trop grave, les décisions devront être prises au siège central, à Milan. « Si vous cessez le mouvement, peut-être obtiendrez-vous quelque chose... ».

Le jour suivant, les comités de grève se réunissent en assemblée extraordinaire. La situation politique est menacée, y est-il dit, par l'action nationale de la Confindustria (Confédération nationale patronale), laquelle a mis à profit les mouvements de **non-collaboration** dans la province, pour dénoncer les pourparlers sur le plan national. Le « sens de la responsabilité » indique qu'il n'y a pas lieu de continuer une agitation qui compromettrait les fins que poursuit la FIOM sur le plan national. « C'est un acte de sagesse que d'admettre qu'il y a lieu d'abandonner la lutte locale, non en raison de l'attitude de la direction, mais comme preuve de capacité et de conscience de leur devoir envers les camarades, etc. »

Et l'assemblée, peu après, approuve entièrement.

Le 16 mai, l'agitation à la SABIEM-Parenti est terminée, avec 44 heures de travail perdues pour chaque ouvrier de la fonderie, et 15 heures pour ceux de l'usine. Sans aucun avantage. Et avec la perte de la prime de production à la fonderie pour au moins deux mois, du fait de la raréfaction du travail.

6.) Il est évidemment dangereux de dresser les uns contre les autres des ouvriers employés à des travaux différents. Les mouvements revendicatifs devraient au contraire cimenter l'union de la classe laborieuse. Il est significatif également qu'à aucun moment du conflit il ne se soit tenu une assemblée, sinon de l'ensemble de l'entreprise, au moins des diverses sections, pour discuter des moyens d'action.

Tout fut strictement autoritaire : le seul sentiment utilisé était l'obéissance des membres du C.E. aux ordres du P.C., et seules furent diffusées les menaces des « activistes » contre ceux qui tentaient de résoudre la situation de la meilleure façon possible.

***

En réalité, toute l'agitation ne constituait qu'une manœuvre organisée par en haut : depuis deux ans la FIOM discutait le contrat collectif, mais elle n'avait jamais essayé de le conclure. Sans doute la direction considérait-elle le contrat comme une soupape de sécurité à ouvrir en cas de nécessité pour couvrir d'éventuelles opérations politiques. Il y avait lieu de créer une situation de fait en ce qui concernait les travaux dangereux et fatigants. Où ? Pas à Milan, ni à Gênes, ni à Turin, où le problème est de « conserver le travail » et non de gagner plus. Mais bien à Bologne. Où le syndicat est puissant, et le P.C. très fort ; la situation de l'industrie excellente (sauf à la Ducatti, mais elle n'intervint pas).

Les industriels ne se plièrent pas. Les autres syndicats (chrétien, socialiste réformiste) demandèrent l'exclusion des délégués de la FIOM pour la discussion du contrat collectif. La FIOM prit peur. La manœuvre avait échoué. Il fallait arrêter les frais. Les frais étaient à payer par ceux d'en bas. La direction concluait simplement que rien n'avait été fait, que rien ne s'était passé.

Evidemment un syndicat national doit pouvoir engager des actions locales dont les buts dépassent l'objectif de la simple action locale. Un syndicat national peut choisir tel ou tel groupe de travailleurs comme masse de manœuvre. De même il peut rejeter des solutions particulières qui ne peuvent constituer une solution de principe. Le problème est de savoir ce que veulent exactement ces syndicats nationaux. Adopter une certaine tactique syndicale ou la fixer en vue de conquérir le pouvoir politique ?

Il semble que rarement les faits aient été aussi éloquents qu'à la SABIEM-Parenti. A noter qu'une tentative fut faite pour entraîner un certain nombre de camarades appréciés et estimés, mais non adhérents au parti. La classe ouvrière aujourd'hui ronge son frein, et mastique sa rage. Comprendra-t-elle enfin, qu'elle doit se débarrasser de la jeune caste politicienne qui la conduit à sa perte !

Carlo DOGLIO.

30-7-50

LA RUSSIE

est-elle une communauté socialiste?

Le 30 mars dernier eut lieu, au Webster Hall de New-York, un débat contradictoire, organisé par l'Eugene V. Debs Society du Collège de Brooklyn, sur le sujet suivant : La Russie est-elle une communauté socialiste ?

Les orateurs étaient Earl Browder, secrétaire général du parti communiste de 1930 *à* 1944, *actuellement encore membre de ce parti où il occupe les fonctions importantes de chargé des publications staliniennes en U.S.A., qui soutint l'affirmative, et Max Shachtman, président de l'Independent Socialist League. Répondant par la négative, celui-ci fut amené à produire un ensemble de faits et d'arguments qui restent, habituellement isolés et oubliés. C'est pourquoi nous avons jugé utile de donner ici une traduction de son exposé, faisant suite à celui de son adversaire politique que nous reproduisons également par souci d'objectivité.*

Exposé d'Earl Browder

La Russie est-elle une communauté socialiste ? Telle est la question présentée par nos répondants ce soir, c'est-à-dire par la Société Eugène V. Debs de Brooklyn College. Je suppose que ce n'est pas tant la signification précise des mots qui vous intéresse, que le souci de vous faire une opinion sur la signification de la société nouvelle en Russie pour le monde et en particulier pour l'Amérique. En conséquence, je discuterai d'histoire plutôt que de philologie. Je parle en mon propre nom, en tant qu'homme qui étudie le marxisme, et non pas au nom d'une quelconque organisation. Je m'adresse à ceux qui cherchent la vérité comme étant la valeur fondamentale de la vie. Maintenant, venons à notre sujet.

Les mots sont utiles pour expliquer l'histoire, mais n'ont pas de rôle primordial pour déterminer l'histoire. Au contraire, c'est l'histoire qui détermine la signification des mots. Le seul type de socialisme qui existe dans le monde des faits en tant que distinct du monde des idées est celui de l'U.R.S.S. Vous pouvez l'aimer ou non, le comprendre ou non, mais c'est ainsi. C'est un fait, un fait très important. C'est le fait de la prudence et de la sagesse de connaître les faits et d'essayer de les comprendre. C'est une question qui relève de l'histoire de savoir si le nouveau système russe qui s'appelle lui-même socialiste est une variété de socialisme entièrement nouvelle ou bien s'il réalise un ensemble d'idées préexistantes désignées sous ce nom. Là est précisément la question : les Russes sont-ils ou non qualifiés pour proclamer leur nouveau système comme une réalisation de l'ensemble d'idées connues sous le nom de marxisme ou socialisme scientifique ? C'est là une question dont la réponse est susceptible de preuve par référence aux faits objectifs et non par pure citation de théories.

Le marxisme est une interprétation de l'histoire qui explique le progrès de la société comme étant le résultat de l'expansion des forces de production, des ressources matérielles, c'est-à-dire du développement de l'économie. L'état de développement des forces productives détermine les superstructures politiques et idéologiques de la société qui sont cristallisées en un système d'organisation sociale. Le système social devient rigide, mais les forces productives continuent leur expansion, et un conflit en résulte entre les forces productives et les conditions sociales de production. Ce conflit finalement atteint une phase dans laquelle un changement fondamental des conditions sociales devient nécessaire pour qu'elles soient mises en harmonie avec la continuelle croissance de la production. C'est là la phase qui donne naissance à la révolution, une période relativement brève dans l'histoire, dans laquelle les formes sociales périmées sont abandonnées et de nouvelles créées qui libèrent les forces productives entravées pour un nouveau bond en avant de leur expansion.

Le marxisme suit ce développement dans l'histoire passée à partir de la commune tribale primitive et à travers l'esclavage, la féodalité, le capitalisme à son début sous la forme de la simple industrie d'artisan, le développement du capitalisme moderne en machinisme mu par l'énergie, et la phase finale du capitalisme caractérisé par des trusts et des monopoles énormes et la tendance au capitalisme d'Etat, dans lequel l'Etat devient le capitaliste collectif. Le marxisme conçoit le nouveau système du socialisme comme une conséquence nécessaire de toute l'histoire antérieure rendue possible et nécessaire seulement par cette histoire antérieure. Parce que la société capitaliste a développé les forces productives dans de telles proportions, les conditions sociales sous lesquelles elle est apparue restent à la traine et deviennent des entraves qui retardent la croissance ultérieure des forces productives.

Le socialisme n'est ni plus ni moins que le système social, politique et idéologique qui rompt les entraves de la croissance économique créées par le capitalisme et qui ouvre le chemin vers une nouvelle période d'expansion sociale et économique sur une beaucoup plus grande échelle.

Le nouveau système appelé socialisme est venu au pouvoir en Russie il y a environ un tiers de siècle. Il a pris en mains un pays arriéré, ébranlé, vaincu, le principal traînard parmi les grandes puissances. Il avait été vaincu et ruiné précisément à cause de son caractère rétrograde, de son énorme héritage de réaction médiévale qui avait étouffé les immenses potentialités de progrès de ses peuples pendant des siècles, maintenant sa vaste étendue et sa population en dehors du principal courant du progrès historique. Sous son nouveau système, appelé socialisme, le peuple russe et les nationalités moins importantes qui avaient jadis composé l'empire russe se sont lancés rapidement en avant de la dernière place où elles étaient parmi les grandes puissances d'Europe et d'Asie vers une situation de prééminence indiscutée, la première.

Les Etats-Unis sont les seuls aujourd'hui dans le monde, qui puissent se comparer en puissance et influence avec l'U.R.S.S. Cette transformation radicale dans l'importance relative des puissances mondiales reflète essentiellement à la fois dans les Etats-Unis et dans l'U.R.S.S. la croissance des forces productives. Non seulement le nouveau système socialiste a rattrapé et surpassé toutes les autres puissances en Europe et en Asie, mais encore dans son pourcentage de croissance il a déjà surpassé l'Amérique. A considérer l'histoire dans ses grandes lignes, ce fait se révèle dans l'espace de 150 ans qui fut nécessaire pour le développement

de l'Amérique jusqu'à sa position actuelle comme l'un des deux géants mondiaux, comparé avec la période de trente ans qui fut nécessaire à l'U.R.S.S. pour la même évolution.

Amenons ce fait historique grossier à meilleure portée d'examen et voyons quelques-uns de ses détails. Comparons les taux les plus élevés de la croissance économique mesurée en décades des deux grandes puissances tels qu'ils apparaissent dans la production industrielle, cœur des économies modernes.

ECONOMIE COMPAREE

Dans les cinq décades du XXe siècle, l'économie américaine a connu seulement deux périodes d'expansion relativement rapide. Elles se bornent aux dix ans de 1914-1924 et à la période similaire de 1938-1948. Dans la première période, le volume de la production passa de l'indice 100 à l'indice 266, soit une croissance d'environ une fois et deux tiers; dans la seconde, les indices correspondants étant de 100 à 180, un peu moins du double. Ce sont les décades de croissance maximum de la production industrielle manufacturière d'Amérique.

Le nouveau système socialiste d'économie entra pleinement en vigueur en U.R.S.S. en 1928 avec l'inauguration du plan quinquennal. Dans la décade qui suivit, de 1928 à 1938, la croissance de la production industrielle est mesurée par les chiffres indices de 100 à 700, une augmentation de sept fois; plus de quatre fois le taux américain élevé de la décade 1914-1924. Pendant la décade de 1938-1948, l'économie socialiste soviétique a connu la désintégration et la destruction les plus graves qui se soient jamais abattues sur un pays des temps modernes, par l'invasion de l'armée de Hitler. Elle perdit environ 40 % de son aire industrielle où étaient situées les plus anciennes industries, et quand l'ennemi fut chassé, tout avait été systématiquement détruit, jusqu'aux habitations individuelles. Son économie tout entière dut être aiguillée vers la production de guerre et entièrement subordonnée à l'économie de guerre. Le pays tout entier en vint à vivre sur le pied de guerre. Les pertes directes dues à la guerre dépassèrent la valeur totale du capital national de 1928.

Pourtant l'économie socialiste surmonta ses pertes dues à la guerre et atteignit la fin de la décade en 1948 avec une croissance nette d'environ 60 % sur 1938, c'est-à-dire du même ordre de grandeur connu en Amérique pendant la période envisagée sans dévastation directe due à une guerre. Si l'on tient compte du remplacement des pertes de guerre directes, il est clair que le taux de croissance de l'industrie socialiste fut même plus grand que dans les décades précédentes.

A la lumière de ces constatations, si la proposition est valable que la croissance des forces productives est la base du progrès, alors le nouveau système en Russie appelé socialisme est le plus progressif que l'histoire ait jamais produit. C'est là une progression sur une échelle jusqu'ici inconnue. C'est une progression révolutionnaire. L'économie de l'U.R.S.S. a subi avec succès l'épreuve de base du socialisme qui est établie par la théorie de Marx et Engels de façon complète et dans un temps historique relativement court.

Nos journaux et revues nous racontent de mille façons que les chiffres de la production des Soviets sont de simples villages Potemkine construits par la propagande bolchevique. C'est vrai, bien sûr, que les statistiques peuvent être falsifiées. Mais les statistiques soviétiques de production furent confirmées par la résistance aux envahisseurs nazis qui eux-mêmes étaient soutenus par l'industrie de l'Europe conquise. La guerre moderne est tout d'abord une bataille de production. Quand Hitler perdit la guerre, ceux qui niaient la validité des chiffres établis de la production soviétique perdirent leur argument. L'artillerie, les avions et les chars étaient les moyens directs par lesquels la guerre fut gagnée. Des choses telles que des armements modernes, y compris les bombes atomiques, ne viennent pas de statistiques falsifiées. Elles sont produites seulement par une industrie moderne avec la plus haute technique, avec la main-d'œuvre la plus hautement qualifiée, et avec la science la plus avancée et la mieux organisée. Car toutes ces choses ont vu le jour si récemment et si rapidement, et si maigre était l'héritage d'un précédent niveau de développement, qu'elles prouvent l'existence d'une société progressive du plus haut degré, capable des rajustements les plus étonnants aux situations les plus changeantes. Elles permettent de supposer un niveau d'instruction et d'éducation qui croît rapidement, des conditions de vie stables et en progrès pour les masses et autres compléments les plus nécessaires du progrès. Elles garantissent un progrès continu en temps de paix.

Beaucoup d'Américains omettent de coordonner les différentes phases de leur pensée. Ils croient simultanément que l'U.R.S.S. est puissante et qu'elle est arriérée et non progressive. Mais une nation arriérée et non progressive ne peut pas être puissante. Une nation qui est devenue puissante peut devenir odieusement réactionnaire. C'est ce qui est arrivé à l'Allemagne sous Hitler, et pourrait arriver à l'Amérique au même degré si le peuple américain n'arrête pas le processus.

Mais si la Russie avec son nouveau système était réellement telle qu'elle est dépeinte par la propagande officielle américaine ou par mon contradicteur, elle ne pourrait davantage maitriser tous les éléments de progrès économiques et les amener à un niveau plus élevé que ne le put Tchang Kaï Chek en Chine. La réaction politique met un point d'arrêt à tout progrès, comme la science américaine le sent aujourd'hui si bien avec l'hystérie de l'habituelle terreur du Rouge. La réaction politique a pour résultat une décadence de la puissance et non une augmentation. La réaction peut seulement piller les trésors produits par le passé mais ne peut pas en créer de nouveaux.

Il est vrai que le progrès économique du nouveau système socialiste ne se traduit pas immédiatement par l'abondance des objets de luxe. La vie reste dure et austère en Russie. La masse principale des gains économiques va à l'appui et au développement de trois aspects de la vie soviétique qui ne sont pas inclus dans la conception que se fait l'Américain moyen de la vie heureuse. Ce sont : premièrement, l'extension des moyens de production, ce que nous appelons dans l'Amérique capitaliste l'accumulation du capital, et où le citoyen moyen ne joue aucun rôle conscient. Deuxièmement, une expansion et une intensification énormes de l'éducation publique dans la science. Troisièmement, la garantie de la sécurité nationale par une organisation militaire capable de faire face à tout danger possible. Du point de vue des peuples soviétiques, ces trois aspects sont les nécessités suprêmes de la vie, et la satisfaction que leur donne le nouveau système socialiste est à leurs yeux la preuve finale de sa supériorité. Si telle n'avait pas toujours été leur principale préoccupation, le résultat aurait été que Hitler serait aujourd'hui leur maître et le maître du monde. En conséquence ils veulent bien attendre pour avoir de beaux vêtements, une riche nourriture, des frigidaires et la T.S.F. dans chaque foyer, ainsi que tous les agréments frivoles qui forment la conception populaire de la vie heureuse qui a été créée pour l'Amérique non pas tant parce qu'ils plaisaient directement au peuple qu'en raison de l'influence des films de Hollywood.

LA GUERRE FROIDE

La guerre froide qui fait rage entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. est axée tout d'abord sur le refus américain de reconnaître le besoin soviétique de sécurité nationale, et à mesure que la guerre froide se développait elle est devenue une politique officielle de l'Amérique, une croisade pour stopper l'expansion du socialisme dans d'autres pays. Le monde est en train de s'organiser en deux blocs, entre lesquels contact et compréhension vont diminuant constamment. C'est là le problème majeur pour l'Amérique et le monde aujourd'hui. La guerre froide apporte des épreuves supplémentaires au peuple américain, et si l'on n'y met pas fin, elle pourrait bien amener des catastrophes, sinon

la guerre elle-même, du moins une crise économique qui pourrait être presque aussi désastreuse.

C'est folie d'espérer résoudre la guerre froide en prêchant que le socialisme est désirable pour l'Amérique. Mais c'est une contribution essentielle à la fin possible de cette guerre que de répandre une compréhension plus réaliste de ce que le nouveau socialisme est vraiment, et la connaissance des rapports de forces entre les parties du monde socialiste et capitaliste. Ce n'est certainement pas impossible d'éveiller et d'organiser un mouvement d'opinion efficace qui demandera et obtiendra un arrêt et éventuellement un règlement de la guerre froide. Mais les calomnies mutuelles entre la Russie et l'Amérique ne constituent certainement pas une contribution sérieuse à quoi que ce soit, même pas à une véritable lutte entre les deux.

Je dois malheureusement admettre que je n'ai pas de schéma complet pour réaliser la paix entre le socialisme soviétique et le capitalisme américain. Mais je sais à coup sûr quelles sont certaines des conditions essentielles d'une telle paix. Tout d'abord, je sais ce que toute l'Amérique commence lentement à reconnaître : La guerre comme méthode pour essayer de régler les différends est devenue entièrement impraticable pour les deux parties.

Une décision militaire dans la rivalité entre capitalisme et socialisme est impossible. Personne ne peut gagner une guerre de proportions mondiales. La guerre se définissait autrefois scientifiquement comme la continuation d'une politique par des moyens militaires. Mais cette définition n'est plus exacte. Une guerre majeure aujourd'hui ne signifie rien pour aucune politique concevable. Elle signifie seulement l'effondrement d'une politique. Les progrès de la technique militaire ont atteint un point où entre des puissances majeures elle ne peut amener que l'extermination mutuelle des masses de population. Entre les deux camps les plus puissants du monde la situation est militairement sans issue. Si la guerre ne doit pas se produire, alors la paix doit être organisée.

La devise trotskyste « ni guerre ni paix » fut toujours stupide. Mais aujourd'hui elle sert le parti de la guerre du suicide pour tranquilliser le peuple tout en marchant subrepticement vers la guerre. Il n'y a pas d'état de paix dans le monde tant que les conditions principales dans les relations entre Etats n'ont pas été définies et généralement acceptées. Les conditions d'une telle paix ne peuvent être dictées ni par l'une ni par l'autre des parties de la présente guerre froide, et l'Amérique doit comprendre qu'il est impossible de refuser à l'U.R.S.S. les mesures de sécurité que l'U.R.S.S. considère comme essentielles et a déjà le pouvoir de prendre par sa propre action unilatérale si c'est nécessaire. L'élimination de l'Allemagne et du Japon comme bases pour des hostilités possibles contre l'U.R.S.S., est parmi ces mesures. Il peut être difficile pour nous Américains, qui n'avons pas eu de soldats ennemis sur notre sol depuis la guerre de 1812 avec l'Angleterre, de comprendre l'importance que cela a pour la Russie, qui a subi de lourdes attaques de ses voisins deux fois en une génération. Dans notre propre intérêt, nous devons faire un effort d'imagination pour comprendre jusqu'à quel point l'Amérique irait si elle était placée dans la même situation, pour s'assurer que l'Allemagne et le Japon ne pourraient l'envahir une troisième fois.

Un règlement de paix déterminé entre les deux grandes puissances est ainsi un modus vivendi, une façon de vivre ensemble sans guerre entre deux systèmes antagonistes. Cela ne réfute pas cette idée de dire que les deux systèmes sont irréconciliables. L'Amérique elle-même fut fondée sur deux systèmes irréconciliables à l'intérieur d'une seule nation, le système de production par le travail libre et le système de l'esclavage, avec un modus vivendi instable et explosif entre eux. Les termes d'un tel problème furent pleinement explorés dans l'histoire américaine, où pendant plusieurs générations le thème central de la sagesse et de la politique d'Etat fut de maintenir ce modus vivendi et de concilier les inconciliables. Sans cette sagesse et ce sens politique des premiers hommes d'Etat américains, le continent américain aurait été balkanisé pendant un siècle et le progrès du monde aurait subi un grave recul. Ç'aurait été historiquement folie et démence d'exiger un règlement en forme entre les deux systèmes comme condition de la fondation des Etats-Unis en tant qu'unique nation. Ce serait également folie et démence que d'exiger le conflit final entre capitalisme et socialisme comme condition de la fondation d'une organisation opérante des Nations Unies dans le cadre d'un traité de paix déterminé.

Dans l'état actuel des choses, l'Amérique est en train de perdre, bataille après bataille, la guerre froide. Ce fait, après plusieurs années pendant lesquelles nos hommes d'Etat et journaux nous ont assuré de victoire sur victoire, est maintenant généralement reconnu. Aussi longtemps que les Etats-Unis furent supposés gagnants de la guerre froide, on nous assurait que la paix n'était pas nécessaire. Mais maintenant que l'on reconnaît que les Etats-Unis sont en train de perdre la guerre froide, on nous raconte que la paix doit attendre jusqu'à ce que les Etats-Unis soient de nouveau gagnants. Suivant ces données que proposent nos hommes supposés sages, le moment de faire la paix ne viendra jamais, si ce n'est quand l'Union soviétique hissera le drapeau blanc et consentira à accepter un conseiller nommé par Washington. Si le roi George III avait adopté semblable attitude vis-à-vis des colonies américaines révoltées dans les dernières années du XVIII[e] siècle, il aurait été beaucoup plus réaliste que l'attitude américaine actuelle vis-à-vis de l'Union soviétique — qui n'a jamais été notre colonie. Puis-je prédire qu'elle ne le sera jamais ? Le roi George III sut quand il fut battu, et signa un traité de paix, ce qui n'empêcha pas la Grande-Bretagne de jouir d'années de prospérité par la suite. Et aujourd'hui les Britanniques eux-mêmes, en acceptant des largesses de l'Amérique, nous félicitent d'avoir gagné la guerre d'indépendance, montrant par-là que les passions politiques d'un moment historique ne durent pas toujours.

LA PAIX, PROBLEME PRIMORDIAL

Le problème primordial du monde aujourd'hui est la paix. Ce problème a des implications différentes selon les différents pays. Pour une grande partie de l'Europe la lutte pour la paix est devenue indissolublement liée à la lutte immédiate pour le socialisme. En Amérique la lutte pour la paix présente un caractère d'urgence que n'a pas la réalisation du socialisme. Pour l'Amérique la réalisation de ces deux buts ne peut se faire en même temps, bien que tous deux fassent partie du même processus historique permanent. En Amérique tous les adhérents du socialisme ont le devoir de lutter pour la paix en tant que forme de coexistence des deux systèmes, capitalisme et socialisme. C'est heureusement un fait que les dirigeants et porte-parole du nouveau système socialiste de l'Union soviétique reconnaissent clairement la nécessité historique d'une coexistence paisible et de longue durée des deux systèmes, organisée sur un plan pratique et à l'avantage des deux parties en cause, comme étant un élément de base de la politique soviétique. C'est là une preuve supplémentaire du caractère socialiste, au sens marxiste, du nouveau système en Russie. Le socialisme issu des principes marxistes est essentiellement pacifique. Il n'est pas porté à la guerre et n'y trouve aucun profit. Il justifie et soutient les guerres de libération nationale et les guerres de défense contre une invasion réactionnaire. Il ne justifie pas la guerre comme moyen de répandre le socialisme chez des nations et des peuples qui y seraient contraints et n'y seraient pas préparés. Le socialisme n'est pas un article d'exportation ni d'importation. Le socialisme ne peut être imposé à la pointe des baïonnettes. Le socialisme doit être fermement implanté dans les conditions matérielles et dans l'histoire de chaque grande nation avant qu'il puisse y être réalisé. Le socialisme exige le libre choix de peuples conscients comme condition principale de sa réalisation. Tels sont les principes fondamentaux de la théorie marxiste du socialisme, et ces principes sont profondément ancrés dans la nouvelle société qui a surgi en Russie sous l'étendard de Marx et de ses disciples.

Quelles sont les conditions que l'Amérique, continuant à vivre sous le capitalisme, demande d'un traité de paix afin qu'il soit mutuellement avantageux pour les deux parties ? Ce dont l'Amérique a besoin par-dessus tout, sans aucun doute, c'est d'avoir des marchés pour les surplus de son industrie et des domaines d'investissement pour le surplus de son capital, tous deux excédant de loin la capacité de son marché intérieur. C'est à vrai dire le but de la guerre froide d'obtenir de tels marchés pour la conquête et l'assujettissement, par tous les moyens de coercition exclusifs de la guerre armée et par la menace d'une guerre armée. Ce type de marché est le marché traditionnel du passé, mais il n'est plus possible de l'obtenir. Des marchés à l'échelle de ceux dont l'Amérique a besoin peuvent être organisés seulement par une entente et non conquis par la force. De tels marchés doivent être avantageux pour tous les peuples en cause, et pas seulement pour l'Amérique. De tels marchés ne peuvent pas être conquis par une croisade contre le socialisme, mais seulement par une coopération avec le socialisme, qui doit constituer une partie essentielle et croissante de ces marchés. La guerre froide, pas plus que n'importe quelle guerre chaude qu'on puisse concevoir, ne peut pas fournir les marchés dont l'Amérique a besoin. Mais une paix durable avec la portion socialiste du monde peut les obtenir et les obtiendra. La paix, et la paix seule, ouvrira les marchés du monde sur une échelle nouvelle et plus large que jamais auparavant — le développement du socialisme a agrandi, non rétréci le marché mondial — une fois que l'Amérique sera prête à faire la paix avec le socialisme au lieu d'essayer de l'anéantir.

Une des choses les plus troublantes de notre classe dirigeante américaine des temps modernes — c'est son habitude, quand elle est sur le point de s'embarquer sur quelque ligne historique de développement — c'est de proclamer fermement au monde sa détermination de faire exactement le contraire. Ainsi, au commencement du XXe siècle, l'Amérique a adopté la loi antitrust Sherman, qui déclarait que les trusts et monopoles industriels étaient mis hors la loi, devaient être détruits. Cette mesure a inauguré une période de la plus fébrile croissance des plus grands trusts et monopoles que le monde ait jamais vus. Plus ces monopoles dominent la vie américaine, plus la bourgeoisie proclame sa fidélité à l'idéologie de la libre entreprise, dont les monopoles sont la négation.

Quand la deuxième guerre mondiale était en train de prendre forme, et pendant la première période de la drôle de guerre, il était certain que l'Amérique y prendrait part. La seule incertitude était de savoir de quel côté l'Amérique serait. La classe dirigeante américaine proclama solennellement et avec insistance sa neutralité dans sa détermination de ne pas entrer dans la guerre, à aucune condition. La règle semble être que la bourgeoisie américaine se tourne fermement et résolument vers le passé et marche vers l'avenir à reculons. D'après cette règle, nous pouvons présumer que l'actuelle attitude guerrière américaine représente en réalité sa préparation de la paix, à reculons comme d'habitude. Nous pouvons dire que de cette méthode, non pas que c'est la meilleure, mais qu'il vaut mieux progresser à reculons que de ne pas progresser du tout. La technique de marcher à reculons vers l'avenir est possible seulement pour une classe dirigeante installée, pourvue d'un grand appareil de puissance sous son contrôle. Cela ne convient pas du tout à un mouvement démocratique de masse, dont les dirigeants doivent rendre clairs comme du cristal les objectifs immédiats pour lesquels il combat. C'est une faiblesse fatale pour un mouvement démocratique de masse de ne permettre aucune ambiguïté dans la définition de ses buts immédiats.

UN HYBRIDE STERILE

Dans la lutte pour la paix et la mobilisation des masses américaines pour la paix, nous pouvons définir le but immédiat comme l'instauration d'une coexistence pacifique de deux systèmes, ou bien nous pouvons déclarer que la paix ne peut être obtenue qu'en introduisant le socialisme en Amérique. Le premier but, poursuivi convenablement, énergiquement et intelligemment, peut permettre de mettre sur pied un mouvement de paix puissant en Amérique, qui aura de l'influence sur le cours de l'histoire. La seconde méthode, bien qu'elle ait des possibilités moins grandes de puissance et d'influence immédiates, est au moins intelligible, même si elle est erronée dans son opinion.

Mais essayer d'unir les deux buts en un mouvement de masse unique, comme cela semble le cas en Amérique, n'occasionne que chaos, confusion et désunion parmi les masses. Il produit une combinaison des côtés les plus faibles des deux tactiques et ruine la force des deux. Il aboutit au mouvement de but limité de la première et à une limitation de l'influence de masse de la seconde. C'est un hybride stérile. Voilà pourquoi en Amérique nous avons les sentiments et aspirations vers la paix les plus énormes, les plus dispersés et inorganisés, mais les mouvements de masse organisés pour la paix les plus pitoyablement faibles. Seuls les idiots politiques peuvent croire que le socialisme peut être introduit clandestinement en Amérique, que l'on peut faire marcher ce pays à reculons vers le socialisme, que l'on peut le manœuvrer vers une forme de société fondamentalement nouvelle, à son propre insu. De tels idiots existent, bien entendu, à droite comme à gauche, et leur influence fait de la politique américaine une pétaudière de bavardages confus. Ils dominent les manchettes de journaux, même si ce n'est pas l'opinion du pays. Ils font marcher les organisations des partis, ils écrivent les slogans du jour.

Mais quand le socialisme viendra en Amérique, ce ne sera pas par la porte de derrière. Il viendra seulement quand un parti marxiste ayant gagné la confiance de la classe ouvrière par ses directives correctes dans la lutte pour toutes les mesures progressives pourra de plus convaincre la majorité du pays que le socialisme, c'est-à-dire la propriété et le commandement des moyens de production aux mains de la société, est devenu nécessaire aussi en Amérique. Y a-t-il des mesures que le pays prend dans le sens du socialisme sans le savoir ? Oui, bien sûr, il y en a. Tout ce qui est de nature progressive est un pas vers le socialisme. Même la construction de toute grande usine moderne est un pas vers le socialisme. Si M. Taft et M. Dewey veulent arrêter toute marche vers le socialisme, ils seront obligés de faire passer une loi contre la construction d'industries modernes. Ce sont là les pas les plus importants vers le socialisme qui sont faits en Amérique aujourd'hui.

Mais une société socialiste n'est pas créée par des pas vers le socialisme. Le socialisme est le résultat d'une construction sociale consciente, élaborée et dirigée par les travailleurs organisés qui ont acquis une puissance politique et qui sont soutenus par la majorité de la population. Il n'y a pas de raccourci, pas de nouveau chemin par lesquels l'Amérique peut atteindre le socialisme. Chaque pays doit trouver son propre chemin et ses propres façons pour les transitions de son histoire, mais en trouvant son propre chemin et ses propres façons il résoudra les lois universelles du développement social et ne marchera pas en violation de ces lois, qui sont des lois de la science et non pas des décrets de quelque autorité politique.

Oui, le nouveau système d'organisation sociale en Russie, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, est socialiste, de la sorte de socialisme que Marx et Engels ont conçue comme le résultat inévitable du processus historique. Nous en Amérique avons beaucoup à en apprendre, en tant que première manifestation du socialisme dans la vie et dans l'histoire. Nous apprendrons, cependant, en réfléchissant, non en imitant. Ceux qui souhaitent que nous imitions l'Union soviétique suivraient la méthode du vieux fermier qui, pour encourager ses poules à pondre des œufs plus gros et meilleurs, plaça un œuf d'autruche au-dessus de leur nid, et mit dessus une affiche où l'on pouvait lire : « Regardez ceci et faites de votre mieux ». Ce système ne prend pas avec les poules ; il ne prendra pas non plus avec les hommes.

Exposé de Max Shachtman

J'ai attendu bien longtemps une occasion comme celle-ci : plus de vingt ans ! Comme beaucoup d'entre vous, j'ai attendu patiemment un débat libre et public entre un socialiste révolutionnaire et un porte-parole du parti communiste qui eût qualité pour défendre la thèse que le régime stalinien représente une société socialiste.

Il semble que la seule occasion que l'on ait de pouvoir amener un stalinien à soutenir cette thèse en un débat loyal, comme ce soir, se présente quand il a été chassé des ténèbres intérieures dans la lumière extérieure, et stigmatisé publiquement comme étant un agent du capitalisme et un ennemi de l'Union soviétique. Donc, pour une discussion avec l'article authentique, nous devons encore attendre avec patience, ou plutôt, avec impatience. Cependant, des mendiants n'ont pas le choix : il faut que je me contente de l'article d'occasion, article quelque peu défraîchi — (applaudissements) — ne prenez pas sur mon temps, s'il vous plaît — quelque peu défraîchi, ou, puisque je lis le *Daily Worker*, quelque peu sali.

Je ne suis pas ici ce soir pour discuter — ce n'est pas comme cela que j'ai compris le sujet — de la guerre et de la paix. A quelque date que M. Browder soit prêt à discuter ce sujet, un préavis de 24 heures me suffira. Je peux affirmer, et cela suffira pour notre sujet de ce soir, que notre organisation et aussi moi-même sommes irrévocablement opposés à la guerre froide, irrévocablement opposés à l'impérialisme américain, au capitalisme américain, au régime capitaliste américain et à la classe dirigeante capitaliste américaine, irrévocablement opposés à la bombe atomique et à son emploi. Nous n'en avons pas accepté la responsabilité dans la dernière guerre ; nous ne l'avons pas approuvé pendant la dernière guerre. Et si M. Browder est prêt à discuter cela, je lui donnerai aussi au sujet du « slogan trotskyste stupide : ni paix ni guerre » une réponse qu'il n'oubliera pas d'une année.

Notre débat a pour objet seulement une des questions les plus vitales de notre temps — en fait la question la plus vitale — et je commencerai par ces considérations essentielles : Si l'horreur froide du despotisme stalinien, ce vaste camp de prisonniers de peuples et de nations, représente la victoire du socialisme, alors nous sommes perdus ; alors l'idéal socialiste de liberté, de justice, d'égalité et de fraternité se révèle être une inaccessible utopie ; alors l'Association Nationale des Industriels a raison quand elle dit que si le capitalisme n'est pas parfait et a de-ci de-là quelques défauts, le socialisme est un nouvel esclavage. Alors il faut nous résigner à cette décadence effroyable de la civilisation mondiale qui est en train de ronger la substance de l'œuvre humaine. Mais si l'on peut montrer que la Russie stalinienne n'est pas le socialisme, qu'elle n'a rien de commun avec le socialisme, qu'elle est seulement une autre leçon, et une leçon de mauvais augure, de ce qui arrive à la société quand la classe ouvrière manque à son combat et à l'extension de son combat pour le socialisme, ou quand son combat est arrêté ou se termine en défaite ; si l'on peut montrer que la Russie stalinienne est une nouvelle barbarie résultant précisément de notre échec jusqu'ici à établir une société socialiste, à développer la Révolution russe de 1917, alors, malgré l'angoisse qui saisit le monde aujourd'hui, il y a un espoir et un avenir pour l'émancipation socialiste de la race humaine. C'est de ce point de vue à l'exclusion de tout autre que je vais tenter de vous montrer que la Russie stalinienne n'a rien du tout de commun avec le socialisme. La meilleure façon de commencer est de définir le socialisme.

Le socialisme est fondé sur la propriété commune et le contrôle démocratique des moyens de production et d'échange, sur la production destinée à l'usage contre la production pour le profit, sur l'abolition des classes, de toute distinction de classe, privilège de classe, domination de classe, sur la production en telle abondance que la lutte pour les besoins *matériels* soit complètement éliminée, pour que l'humanité enfin libérée de l'exploitation économique, de l'oppression, de n'importe quelle forme de coercition par un appareil d'Etat, puisse se vouer à son plus complet développement intellectuel et culturel. On peut sans doute ajouter beaucoup à cette définition, mais si elle contient moins appelez-le comme vous voudrez, mais ce ne sera pas le socialisme.

Maintenant, si cette définition est correcte — et elle a été considérée comme telle par tout socialiste depuis les jours de Marx jusqu'au temps de Lénine — alors non seulement il n'y a *pas une trace de socialisme en Russie*, mais elle s'oriente dans une direction qui est l'*opposé même* du socialisme.

L'INDUSTRIALISATION ET LE SOCIALISME

Il est absolument vrai que par sa révolution de 1917 la classe ouvrière russe, sous la direction des bolcheviks, a fait le premier bond important, hardi et contagieux vers une société socialiste. Et cela seul, indépendamment de ce qui est arrivé par la suite, la justifiait et en faisait un événement historique qui ne peut disparaître de la conscience de la société. Mais il est également vrai que la classe ouvrière russe fut précipitée violemment en arrière, écrasée, enchaînée et emprisonnée, et que toute l'œuvre de la révolution sans exception fut détruite par la contre-révolution victorieuse de la bureaucratie stalinienne qui maintenant règne sur l'empire russe avec un absolutisme total.

Examinons quelques-uns des aspects de la vie en Russie stalinienne comme elle *est* vraiment, non dans la mythologie de propagande, mais dans l'incontestable réalité.

Les prétentions les plus lourdement insistantes — nous les avons entendues ici même ce soir — du stalinisme sont fondées sur la croissance énorme de l'industrie. Les chiffres sont exagérés ; les chiffres sont malmenés et déformés ; mais je n'ai pas le temps de m'arrêter là-dessus et ce n'est pas nécessaire. J'accorderai simplement sans hésitation que sous la loi stalinienne — *sous la loi stalinienne* — la Russie a connu une énorme augmentation dans l'industrialisation de l'économie urbaine et rurale. Mais j'ajouterai les commentaires suivants qui jetteront un peu de lumière sur la signification sociale de cette augmentation :

1) Si nous devions accepter chacun des chiffres exagérés de l'industrialisation en Russie, comment cela prouverait-il que le *socialisme* existe en Russie ? A la fin du XIX[e] siècle, il y a plus de cinquante ans, la Russie en six années a plus que doublé sa production de fonte et d'acier, presque doublé sa production de charbon et de naphte. Lénine écrivait à ce moment-là — je le cite — « Le progrès dans l'industrie des mines est plus rapide en Russie que dans l'Europe de l'Ouest et même qu'en Amérique du Nord... Dans les quelques dernières années la production de fonte a triplé ». Et ainsi de suite. Le rendement de l'industrie russe sous le tsar a doublé entre la guerre russo-japonaise et le com-

mencement de la guerre mondiale. Le tsar a fait construire par exemple le Transsibérien, le chemin de fer le plus long du monde. Mais cela ne prouvait pas que la Russie était une « communauté socialiste » — c'était ce que c'était, une autocratie tsariste.

Entre 1932 et 1937, selon les statistiques officielles staliniennes, la valeur totale des produits de l'industrie lourde russe a augmenté de 238 %. C'est impressionnant. Mais dans la même période 1932-1937 la production de l'industrie lourde du Japon — un pays doté à un degré bien moindre en population et en ressources naturelles — a augmenté de 176 %. Cela aussi est impressionnant. Mais personne n'a pensé à dire — personne, j'espère, ne le fera — que cela prouve l'existence du socialisme, ou — pour être statistiquement exact — de trois quarts de socialisme au Japon.

Le *Manifeste communiste*, il y a plus de cent ans, rompant avec ses habitudes, a rendu hommage à la bourgeoisie qui, comme il dit, « a accompli des merveilles surpassant de loin les pyramides d'Egypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques », mais Marx et Engels n'ont cependant pas appelé la société capitaliste une communauté socialiste. Nous allons voir dans un instant quelles merveilles la bureaucratie stalinienne a réalisées et ce qu'elle a surpassé. Les statistiques de production en elles-mêmes ne nous racontent rien du tout sur la nature sociale de la production.

2) Le rendement du travail dans l'industrie et l'agriculture jusqu'à l'heure actuelle est beaucoup plus bas en Russie qu'aux Etats-Unis, le pays capitaliste le plus éminent du monde, ce qui, du point de vue socialiste — c'est-à-dire de ce capitalisme qui est le nôtre — est extrêmement retardataire. Selon l'*Economie planifiée* de décembre 1940, le mineur russe, en dépit de l'abominable système de travail accéléré du stakhanovisme, a produit moins de la moitié du tonnage produit par l'américain (370 tonnes contre 844). Qui plus est, tandis que la production dans une mine américaine est trois fois celle d'une mine russe comparable, cette dernière emploie onze fois autant de mécaniciens, deux fois autant de mineurs, trois fois autant d'employés de bureau et douze fois autant de personnel de surveillance ! — n'importe où vous alliez, l'effet paralysant du bureaucratisme en Russie !

Selon un autre journal, *Problème de l'Economie*, de janvier 1941, la main-d'œuvre agricole en Amérique dépasse la production du kolkhoze russe : 6,7 fois dans la production du blé, 7,7 fois pour l'avoine, 8,1 fois pour la betterave à sucre, 3,1 fois pour le lait et 20,1 pour la laine. Maintenant le rôle de la technique, quel est-il ? C'est d'économiser la main-d'œuvre humaine, et pas autre chose. Le socialisme doit garantir — *le socialisme doit garantir* — à la société une plus grande économie de temps que celle garantie par le capitalisme, mais par le capitalisme sous son meilleur jour ! Autrement le socialisme ne représente aucun progrès. Quel genre de socialisme est-ce là où la productivité de la main-d'œuvre est tellement inférieure à celle qui prévaut dans un Etat capitaliste avancé ?

3) Browder a écrit il y a quelques années — *Qu'est-ce que le communisme ?* Je l'ai lu — un livre qui n'y va pas par quatre chemins. Il parlait de la construction du barrage Boulder, et du fait que Roosevelt en était très fier. Que demandait Browder dans son commentaire ? Ce barrage et des réalisations semblables, disait-il, en quoi ont-ils contribué au bien-être des travailleurs américains ? C'est le défi qu'il jetait à la figure de la bourgeoisie américaine à propos du barrage Boulder. Question légitime à poser. Ce n'est pas moins, c'est au contraire plus légitime encore de poser cette question à ceux qui proclament que l'industrialisation en Russie est de caractère *socialiste*, que le gros progrès technologique là-bas prouve que la Russie est une communauté socialiste. Et n'est-ce pas ce que nous sommes précisément en train de discuter ? Regardons maintenant les chiffres *officiels*.

Je veux d'abord insister sur le fait que je ne me référerai pas à la Russie pendant ou depuis la dévastation du pays par la guerre. Je me référerai à 1939 et aux années antérieures. Cela ne fait en réalité pas de différence. Dès 1935 les staliniens ont annoncé officiellement que le socialisme avait été désormais établi en Russie — et en outre, irrévocablement !

A la fin du second plan quinquennal, en 1939, la production de l'acier était quatre fois aussi grande qu'en 1913, dernière année d'avant la première guerre mondiale, en Russie ; la production laitière plus basse qu'en 1913 ; les produits pétroliers trois fois plus importants qu'en 1913 — on n'avait qu'un tiers du thé de 1913. Il existe une grosse industrie aéronautique qui n'existait absolument pas en Russie tsariste. Mais en 1912, la Russie avait 1.166.000 grands magasins, de gros et de détail, dont dépend le consommateur — tandis que le 1er octobre 1937, selon le journal *Economie planifiée*, numéro 2 de 1938, avec une population bien plus élevée — pas au-dessous de 160 millions — il y avait seulement 228.000 boutiques de répartition et 98.000 entrepôts. Le plan était achevé à presque 100 % pour l'acier laminé ; ils ont maintenant une grosse industrie chimique ; mais le plan de production du savon n'était pas même réalisé à 40 %. Browder parle si légèrement, en bon Américain, des postes de radio, des frigidaires, de la télévision et d'autres productions de Hollywood, auxquels nous ne trouvons même pas plaisir et auxquels les Russes sont indifférents. C'est du *thé* que nous parlons, pas de télévision ! du *savon* ! La production des machines est vingt fois plus élevée qu'en 1913 à la fin du second plan quinquennal. Mais les salaires étaient plus bas qu'au temps de la Russie d'avant guerre — les *salaires réels*.

LA CONDITION DU TRAVAILLEUR RUSSE

Voilà qui m'amène à ma quatrième observation : Le seul critère valable pour une industrialisation *socialiste* — et nous ne parlons pas de l'industrialisation en général, n'est-ce pas ? nous nous demandons si oui ou non la Russie est une communauté socialiste — le seul critère valable, je répète, pour cela, est l'amélioration du bien-être économique des travailleurs — c'est un minimum, c'est l'élément de base. Que sont devenus les salaires — sous la direction stalinienne ? En d'autres termes, quel est le vrai niveau de vie des masses sous le stalinisme — non en termes de postes de télévision, non en termes de radio, frigidaires et autos Buick ? Non, peu d'ouvriers en possèdent ici, pas autant qu'il devrait y en avoir. Nous parlons de niveau de vie ordinaire. Les salaires réels ont-ils pu suivre la croissance de l'industrialisation, qui a été grande, — la croissance de la production, qui a été grande, — la croissance du revenu national, qui a été grande ? Selon les chiffres officiels de Staline ou n'importe quels chiffres officiels ? Non, ils ont baissé. Les faits réels sont difficiles à trouver dans la presse officielle de Staline, qui fait tout pour les dissimuler et les réformer. La presse stalinienne pendant des années n'a pas publié une seule ligne officielle sur les prix des denrées. C'est une chose que vous ne trouvez pas chez eux. Mais bien que ce soit difficile à trouver ce n'est pas impossible.

Je prendrai mes chiffres seulement de la presse stalinienne en Russie.

Selon la *Pravda* du 14 mai 1938, le salaire moyen des travailleurs en 1938 était de 259 roubles par mois. Retenez bien ces chiffres. C'est dans la *Pravda*. Que pouvait acheter l'ouvrier russe avec ce salaire ? Que pouvait-il en faire ? Sans le vouloir, la *Pravda* elle-même nous le dit. Le 8 avril 1938, elle rapporte que la nourriture pour un malade dans un hôpital de Moscou coûte 7 roubles par jour, c'est-à-dire 210 roubles par mois. Le 17 mai de la même année, elle dit, et je cite : « Le tarif pour un enfant dans un camp de pionnier ne devrait pas dépasser les frais d'entretien, 250 à 350 roubles par mois ». Mais tout le monde sait que les hôpitaux et les camps d'enfants ne fournissent pas la plus belle variété de nourriture, ni la meilleure nourriture. Pas du tout. Tout le monde sait que les hôpitaux achètent en grosses quantités ; ils achètent collectivement, ils préparent collectivement. Les choses sont meilleur marché. Si un malade dans un hôpital a besoin de 210 roubles par mois pour sa nourriture, si un gamin dans un camp de pionniers a besoin de 250 à 350 roubles par mois pour sa nourriture, que pouvait acheter l'ouvrier russe avec un salaire moyen de 259 roubles par mois ? Cela, ce n'est pas après l'invasion de Hitler; c'est en 1938, après que le socialisme eut été établi d'une manière définitive en Russie. Le taux moyen est misérable, mais il ne raconte pas toute l'histoire, parce qu'il nous reste à découvrir les extrêmes. Les moyennes sont quelquefois les choses les plus illusoires du monde.

Et l'inégalité ? Il n'est aucun pays au monde, absolument aucun, où l'inégalité soit si grande, si profonde et si étendue qu'en Russie stalinienne — non, nulle part. Aux Etats-Unis, la différence entre l'ouvrier le plus mal payé et l'ouvrier le mieux payé, quelle est-elle ? — trois contre un, quatre contre un, et dans les cas extrêmes, cinq contre un ? Est-ce beaucoup plus que cela ? — dans les cas extrêmes ? — le plus mal payé et le mieux payé ? En Russie, selon un économiste et statisticien très objectif et juste, le Dr Abram Bergson, dans son livre sur *la Structure des salaires russes*, en octobre 1934 — je le cite maintenant — « Les gains de l'ouvrier soviétique le mieux payé étaient de 28,3 fois les gains de l'ouvrier le plus mal payé à la même époque ». Et c'est de beaucoup pire aujourd'hui. *C'est de beaucoup pire aujourd'hui.* En 1947, le salaire moyen annuel est de 7.100 roubles. La presse stalinienne mentionne toujours des gains de certains ouvriers entre 10.000 et 15.000 roubles par mois, c'est-à-dire 120 à 180 mille par an, quand la moyenne est de 7.100. Dans le *Troud*, journal soi-disant ouvrier, en date du 1er janvier 1949, se trouve une information typique, qui mentionne que trois mineurs du Donbas se sont fait une moyenne de 60 à 75 mille roubles pour les trois années 1946-1948. Or si pour le plus mal payé la moyenne est de 7.100, est-ce exagéré d'affirmer que le plus mal payé ne dépasse pas 3.000 ? Quelle proportion cela fait-il entre le plus mal et le mieux payé ? — quelque chose entre 50 ou 60 contre 1 ! Trouvez-moi une classe ouvrière dans le monde, n'importe où, qui montre une telle disparité ? Or, si les choses se présentent ainsi parmi les ouvriers, imaginez le gouffre entre les ouvriers et la classe dirigeante : directeurs d'usines, administrateurs, officiers de l'armée et de la marine, les gens à galette, les kolkhoziens millionnaires, comme les appelle la presse stalinienne, les bureaucrates de toutes sortes, galonnés, gradés, gros et pesants !

La Révolution russe a établi le principe socialiste : aucun officiel ne doit être payé plus que l'ouvrier moyen — l'ouvrier spécialiste, si vous y tenez — pas plus qu'aucun fonctionnaire, aucun officiel. C'est là le principe de la Commune, a dit Lénine. Marx a loué ce principe, comme étant le seul modèle socialiste. C'est l'un des seuls moyens, a-t-il répété des milliers de fois, de briser le bureaucratisme, de rendre possible la rotation des fonctions, d'introduire la démocratie des travailleurs comme prélude à la démocratie socialiste. Pas d'officiel supérieur en revenu à un ouvrier spécialisé. Puis il ajouta plus tard, quand les problèmes sont devenus un peu plus complexes qu'il n'imaginait, « si nous sommes obligés de payer beaucoup plus les « spetzes » bourgeois, les spécialistes, — il le répéta cent fois plus tard — c'est seulement parce que nous y sommes contraints. Mais, dit-il, ce *n'est pas là le socialisme* ; c'est une concession au capitalisme, c'est une violation du principe socialiste, le principe de la Commune, c'est une *retraite* du socialisme ! Il y a des milliers de citations de Lénine, et je me réfère à elles non parce que ce sont des citations mais parce qu'elles sont justes.

Qu'a fait le stalinisme de ces principes de la Commune, ce principe du bolchevisme ? Nous avons déjà vu la division parmi les ouvriers entre les indigents d'un côté et les aristocrates de l'autre. Et les classes dirigeantes elles-mêmes, la bureaucratie de toutes nuances ? Voici le décret du 17 janvier 1938. (Rappelez-vous que l'ouvrier moyen gagne, cette même année, une moyenne de 259 roubles par mois, selon la *Pravda*). Le décret stipule que les députés, les *députés*, c'est-à-dire les lève-bras, les polichinelles (Gil Green) russes, reçoivent mille roubles par mois, plus 150 roubles d'indemnités pour chaque jour de séance où ils assistent ; les présidents des onze républiques fédérées, comme on les appelle plaisamment en Russie, ont 12.500 roubles par mois ; les présidents et vice-présidents de l'Union, 25.000 roubles par mois. Que signifie ce chiffre ? Cent fois plus que le salaire moyen d'un ouvrier, 100 fois plus ! Plus de 10.000 % au-dessus du salaire moyen de l'ouvrier ! C'est ça le socialisme ? Eh quoi, John L. Lewis arriverait à se casser les reins à essayer d'obtenir cette sorte de socialisme ! Montrez-moi une telle différence dans ces Etats-Unis misérables et exploités par le capitalisme — et c'est ce qu'ils sont encore ! L'Association Nationale des Industriels ne serait-elle pas enchantée d'une telle différenciation dans ce pays ? La seule chose dont ils auraient souci, ce serait de savoir comment cacher leur joie ! Ce serait aussi trop révélateur, n'est-ce pas ? C'est cela que vous appelez socialisme ? Vous faites une pure dérision de cet idéal !

En 1939, le maréchal Vorochilov — sous un régime socialiste nous avons des maréchaux ! des vivants et des morts ! — Vorochilov annonça publiquement qu'un lieutenant, dans ce qu'ils appellent plaisamment l'armée rouge, doit gagner 625 roubles par mois, un colonel 2.000 par mois. Eh bien, relativement parlant, un colonel américain est-il plus riche, si l'on compare avec le salaire moyen d'un ouvrier de ce pays ? Pas du tout. Entre 1934 et 1939, selon les statistiques officielles, les salaires ouvriers ont augmenté, nominalement de 120 % ; ceux des lieutenants de l'armée, de 240 % ; des généraux, de 305 %. Je ne dis rien des privilèges exceptionnels dont la bureaucratie, y compris les haut placés, jouissent en Russie. Vous appelez ça du socialisme ? Est-ce cela que vous espérez introduire dans ce pays, ouvertement où clandestinement ou de n'importe quelle autre façon ? Allez offrir votre socialisme au Pentagon Building !

Alors que les ouvriers russes aspirent à une plus grande égalité, que dit Staline, le chef du pays ? Il répond à cela au 17e Congrès du parti en 1934

que c'est — et je cite ; c'est le chef du socialisme, son porte-parole, son idéaliste, son meilleur disciple — que « c'est une absurdité petite-bourgeoise réactionnaire digne d'une secte d'ascètes primitfs mais pas d'une société socialiste organisée sur les règles marxistes ». C'est cela l'aspiration à l'égalité. Naturellement les applaudissements des bureaucrates assemblés furent assourdissants ! Ce serait de la même façon aussi assourdissant et enthousiaste à une réunion de l'Association Nationale des Industriels, n'est-ce pas, si l'on pouvait trouver seulement quelqu'un pour défendre cela ouvertement. Et c'est là que de tels propos ont leur place, et ils ont leur place aussi dans une convention de la classe dirigeante stalinienne, la bureaucratie collectiviste. C'est une abomination pour le socialisme.

Il n'y a pas une classe ouvrière dans un seul pays moderne — pays moderne — qui soit aussi brutalement exploitée que la classe ouvrière de Russie, pas une qui soit privée de ses droits civiques avec un tel cynisme et frustrée de ses droits élémentaires. L'ouvrier russe n'a pas de syndicat. L'ouvrier russe n'est pas maître de l'embauche ni du licenciement — c'est défendu par la loi — des barèmes de salaires, des jours ouvrables, des conditions de travail. Les syndicats sont purement et simplement des organismes d'Etat pour accélérer le travail. Et quels organismes ? Je cite — c'est tout à fait typique, croyez-moi — les *Izvestia* du 16 mai 1937 : les commissions centrales des syndicats sont composées entièrement d'officiels désignés. Qu'est-ce qu'a Lewis qu'ils n'aient pas ? Nous apprenons d'Andreyev, membre du bureau politique, dans la *Pravda* du 9 décembre 1935, et je cite : « Le barème des salaires doit être laissé entièrement entre les mains de — (qui, dans un régime socialiste, qui ?)... — des dirigeants de l'industrie. Ils doivent établir la norme ». Ce n'est pas étonnant que les syndicats ne tiennent jamais de réunions et que les responsables syndicaux soient choisis par l'Etat. En aucun pays moderne les ouvriers n'ont à endurer le régime appliqué aux ouvriers russes.

Tout ouvrier doit avoir sur lui un livret de travail. Allons-nous avoir cela sous un régime socialiste dans ce pays, introduit par la petite porte, par la grande porte ou par telle porte que vous voudrez ? Cela fut introduit à l'imitation de Bonaparte, Napoléon III, en 1854. Cela fut introduit en Allemagne en 1935, par qui ? Hitler ! Et vous l'avez maintenant en Russie, n'est-ce pas ? Ce livret enregistre toutes vos amendes, vos renvois et leurs raisons, et vos insubordinations.

Le décret du 24 septembre 1930 repris le 11 août 1940 dans la presse russe, non pas dans la presse du NAM (1), dit que les ouvriers n'ont pas le droit de quitter leurs usines sans permission de leur employeur, de leur patron, du directeur ; la violation de ces règles est une désertion, et les sanctions vont jusqu'à dix ans de prison.

Le décret du 11 octobre 1930, renouvelé en janvier 1941, spécifie que l'ouvrier doit accepter du travail là où il reçoit l'ordre d'être ou d'aller.

Décret du 16 décembre 1932, repris le 26 juin 1940 : l'absence au travail sans justification peut être punie par le renvoi, entraînant la perte de la prétendue carte syndicale ainsi que le logement ; trois retards totalisant 20 minutes en un mois équivalent à une absence.

Le tsar, le tsar — pas le socialisme, le vrai — avait un système de passeport intérieur. La révolution l'a aboli, parce que, comme ils disaient — les bolcheviks disaient — c'est un procédé de police pour opprimer le peuple. Naturellement, le stalinisme a réintroduit le passeport intérieur, le 27 décembre 1932. Il existe encore aujourd'hui. Il mentionne vos parents, vos grands-parents, leur situation de classe et activité dans la société ; les membres de votre famille actuelle ; il indique le divorce du porteur ; les congédiements, leurs raisons ; les organisations auxquelles vous appartenez ; les décorations si vous en avez ; les dates de vos souscriptions aux emprunts « volontaires » et leur montant. Sans un timbre d'autorisation sur votre passeport intérieur, vous ne pouvez pas prendre le train pour sortir de la ville, vous ne pouvez pas vous déplacer d'une ville à une autre, vous ne pouvez pas vous absenter de chez vous pour plus de 24 heures de suite. Et la permission n'est accordée que par le bureau du G.P.U. de l'usine. Vous ne pouvez pas quitter le pays sans autorisation ; vous ne pouvez pas obtenir cette autorisation.

Le 6 juin 1934 ils ont pris un nouveau décret sur la « fuite » à l'étranger, c'est-à-dire sur le fait de quitter le pays sans la permission qu'on ne peut pas obtenir. C'est punissable de mort, et s'il y a des circonstances atténuantes : dix ans de prison. C'est une règle permanente, non une règle de temps de guerre. Ce n'est pas appliqué au personnel militaire, mais à la population civile.

L'article III stipule, sous le socialisme de Staline, que si les membres adultes de la famille d'un militaire l'ont aidé à fuir vers l'étranger, ou ont omis de le dénoncer à temps aux autorités, c'est pour eux cinq à dix ans de prison et la perte de leur fortune. Les autres membres de la famille du traitre vivant avec lui ou dépendant de lui, même s'ils ne savaient rien de ses préparatifs de fuite — c'est l'article III — perdent leur citoyenneté et sont condamnés à cinq ans de Sibérie. C'est le système d'otages en temps de paix pour la population civile. Citez-moi un autre pays au monde qui ait la même chose.

Le régime tsariste, le régime de Nicolas le Sanglant, avait aboli la peine capitale pour tous les crimes, excepté les attaques contre le tsar, et les assassinats politiques. Dans la Russie stalinienne, ils ont la peine de mort pour la contrefaçon des monnaies d'or et d'argent ; les actes de sabotage — et presque tout est interprété comme tel — pour les grèves dans les entreprises ; pour tout cela, peine de mort ; pour l'abattage illégal du bétail, peine de mort.

Le 7 avril 1935, autre décret. Ainsi le mentionnent les *Izvestia*, par exemple : Tous les enfants à partir de 12 ans, coupables de vol, violences, meurtre ou tentative de meurtre sont traduits devant la cour criminelle et peuvent être punis jusqu'au maximum autorisé par la loi, ce qui inclut la plus haute mesure de défense sociale, qui se traduit, comme vous le savez, par l'éxécution. A partir de 12 ans ! Suis-je en train de diffamer la Russie stalinienne ? Je vous donne son portrait. Où trouverez-vous ailleurs une telle barbarie ?

Les ouvriers n'ont pas de droits ! Les ouvriers vivent dans la terreur ! Si l'on me dit, à propos, j'allais oublier — si l'on me dit : mais comment expliquez-vous, n'ont-ils pas battu Hitler ? est-ce que cela ne montre pas la supériorité ? est-ce que cela ne montre pas que c'est le socialisme ? — Je suis stupéfait ! L'armée la plus puissante en Europe au commencement du XIX[e] siècle, à qui appartenait-elle ? A Napoléon ! L'homme qui a répandu la loi bourgeoise sur toute l'Europe féodale. Napoléon ! La Grande Armée de la République ! Qui l'a battue ? Le tsar Alexandre, avec son armée de serfs, avec son maréchal Souvorof. Ils ont bien combattu, n'est-ce pas ? Est-ce que cela prouve que la Russie tsariste, fanatique, semi-féodale, arriérée du début du XIX[e] siècle fût socialiste, ou

(1) Association Nationale des Industriels, organisation patronale.

que le tsar Alexandre fut le meilleur disciple de Lénine, ou qu'il était le soleil qui rayonne la lumière à travers le monde, comme on lit de Staline dans la presse stalinienne, ou qu'il a créé le monde, comme on lit de Staline dans la presse stalinienne ? Non, il était le tsar, l'autocrate de toutes les Russies.

Bernard Shaw est allé en Russie en 1931 et il a parlé, dans une émission aux Etats-Unis, de sa visite, et voici ce qu'il a dit — écoutez : « Le secret du succès du communisme russe consiste en grande partie dans le fait que tout Russe sait que s'il ne s'arrange pas pour que sa vie soit une entreprise payante pour son pays, c'est très probable qu'il la perdra. Un agent du G.P.U. le prendra par le bras et l'emmènera vers le souterrain de ce service bien connu et il s'arrêtera tout simplement de vivre. Et sa famille sera prévenue poliment qu'elle n'a pas à s'inquiéter s'il ne revient plus jamais chez lui. » Qui est-ce que je cite là ? — un diffamateur de la Russie ? Un homme qui veut provoquer la guerre, et non soutenir la paix ? Bernard Shaw ! Et où ai-je pris cet article, ce passage ? Dans la *Pravda* du 13 mai 1932 où c'est imprimé sans un mot de commentaire !

On entend beaucoup parler de l'habitation. Je voudrais bien avoir le temps. Les conditions d'habitation sont allées de mal en pis pour les ouvriers sous le stalinisme. Le minimum légal est de six misérables mètres carrés, environ six pieds sur dix par personne. Le minimum nécessaire au point de vue de l'hygiène. Nijni-Novgorod, ville sur laquelle nous avons des chiffres dans la presse stalinienne : 5 pieds sur 7 (1 m. 50 sur 2 m. 10), à comparer avec des espaces plus grands avant, en 1928. Moscou : la surface moyenne, la surface habitable en 1937, en baisse par rapport à 1928. Mais — *mais*, le 9 mars 1936, M. Djeloukine, chef de la construction à Moscou, annonça dans les *Izvestia* qu'en 1937 la ville construirait 400 immeubles avec des appartements allant de 2 à 5 pièces principales, avec le dernier confort, des chambres de domestiques de six mètres carrés, des chambres de maîtres allant de 12 à 24 mètres carrés. Pour qui ? l'ouvrier ? l'ouvrier spécialiste ? Les ouvriers vivent, selon l'expression courante en Russie, dans des « cercueils ».

On entend beaucoup parler de maisons de repos. J'espère qu'on en parlera, alors j'en parlerai aussi dans ma réponse. Nous allons voir ce que sont ces maisons, et pour qui elles sont, et qui en profite, et quelles variétés il y a pour les dirigeants de l'industrie et pour les ouvriers qui en profitent. Les Russes aiment beaucoup la formule « *gnyat e peregnyat* », c'est-à-dire, rattraper et dépasser ! Rattraper et dépasser le monde capitaliste. En matière d'inégalité, *gnyat e peregnyat*, on dépasse de loin tout ce que nous connaissons dans les pays modernes. N'insultez pas le beau nom de socialisme en l'appliquant à ce régime brutal d'exploitation et d'inégalité sociale.

« FAIS DES ENFANTS »

Lénine a écrit au début que la seule législation sur les femmes justifierait la révolution bolchevique. Il avait raison. C'était la plus avancée du monde, admirée non seulement par des socialistes mais par tout réformateur sincère. Qu'a fait le stalinisme pour le statut des femmes russes ? Prenez deux choses qui non seulement sont suffisantes en elles-mêmes mais encore reflètent amplement et exactement la structure sociale tout entière, toute la situation sociale des femmes sous Staline.

D'abord, le divorce : Engels a dit, il y a longtemps, et si justement : quand l'amour est fini, « une séparation devient une bénédiction pour les deux parties et pour la société ». Dans le régime socialiste, dit-il, « l'humanité se verra épargner de traîner inutilement dans la boue d'un tribunal de divorce ». Lénine dit, et pas seulement une fois : il est impossible d'être socialiste et démocrate sans exiger immédiatement la complète liberté du divorce.

Le 8 juillet 1944, parut un décret, imprimé le lendemain dans les *Izvestia* : que prescrit-il ? Il réforme les lois sur le divorce. Maintenant on est obligé de passer par deux cours de justice et de traîner son cas dans la boue, et il n'y a pas de base légale pour permettre un divorce ; c'est à la discrétion du juge. La procédure est humiliante ; on la traîne en longueur, et c'est coûteux. La simple taxe d'enregistrement a été maintenant élevée de 500 à 2.000 roubles. Connaissez-vous le salaire d'un ouvrier ? Savez-vous qui peut maintenant se permettre un divorce légal ? Pas seulement cela, — il y a plus — votre divorce est maintenant inscrit dans votre livret de travail. Vous n'avez pas seulement à patauger dans la boue, mais on vous en éclabousse à titre définitf.

Infiniment pire encore, infiniment plus honteuse et dépravée est la législation stalinienne sur l'avortement. Le décret du 27 juin 1936 — malgré les nombreuses protestations, si fortes que la presse stalinienne fut obligée de les imprimer ! — prévoit une peine de deux ans de prison pour le médecin qui fait l'opération ; un blâme public pour la mère la première fois, trois cents roubles d'amende pour la seconde. L'avortement est une chose terrible, et tout socialiste, tout être humain doué d'intelligence, de sentiment, doit avoir horreur devant ce coup porté à ce qui pouvait devenir une vie humaine. Mais nous ne sommes ni hypocrites ni bigots. Si une loi qui interdit l'avortement dans ce pays, les Etats-Unis, est une abomination, c'est une double abomination dans un pays comme la Russie. Pensez ! Un niveau de vie bas ; un service d'hôpitaux exceptionnellement pauvre ; vous ne pouvez pas acheter des chaussures pour les gosses. La *Pravda* du 30 mars 1938 déclare — c'est un tableau absolument typique et courant — « Pour acheter des chaussures, un manteau ou des sous-vêtements de rechange pour le nouveau-né, les parents passent beaucoup de temps à aller d'un magasin à l'autre. Pour le quartier entier du chemin de fer à Moscou, avec plus de 100.000 habitants, il y avait une seule boutique pour les vêtements d'enfants, et cette boutique a été longtemps sans sous-vêtements d'enfants et sans chaussures pour écoliers. En raison du manque de marchandises, le magasin vendait des sous-vêtements seulement six ou sept jours par mois. Dans les magasins de la capitale (Moscou elle-même), les mères cherchaient en vain une baignoire pour bébé où une bassine ronde pour pouvoir baigner le bébé et un baquet pour laver le linge. »

Dites ce que vous voulez de la Russie, voilà la situation. Ne blâmons pas Staline pour cela. Disons que ce n'est pas du tout sa faute. Mais interdire l'avortement dans ces conditions ? Obliger la femme à avoir un enfant qu'elle ne désire pas dans de telles conditions ? A une époque où les anticonceptionnels font prime, où les couches sont impossibles à trouver, où il y a peu ou pas du tout de nourriture, où l'on ne peut trouver ni berceau ni baquet pour laver son linge, où c'est même difficile de trouver une tétine pour le biberon du bébé — la poigne ignoble et brutale de la bureaucratie empoigne l'ouvrière par la gorge et d'un ton hargneux lui dit : « Fais des enfants ! »

La loi de 1936 prévoit que les mères de plus de six enfants reçoivent une prime annuelle de 200 roubles pendant cinq ans pour chaque enfant supplémentaire ; les mères de dix enfants reçoivent 5.000 roubles à la naissance de chaque enfant supplémentaire, et ainsi de suite. La bureaucratie n'hésite pas à intervenir dans l'enceinte la plus sacrée et intime de la vie personnelle de l'ouvrière. Nous voulons plus d'esclaves du travail ; plus de chair à canon ! Voilà votre pourboire ! Produisez ! Si vous êtes enceinte, que vous le vouliez ou non, que ce soit un enfant de l'amour ou non, que vous en ayez les moyens ou non, produisez ! Faites des enfants ! C'est ça, le socialisme ? Vous appelez cette monstruosité, copiée directement de Mussolini, directement de Hitler, vous appelez ça le socialisme ? Vous avez le toupet de parler devant un auditoire alors que de telles choses arrivent ? Je dis aux staliniens de partout : allez, essayez de placer cela auprès des femmes qui ont assez de liberté et de courage pour vous répondre.

« VOUS AVEZ DETRUIT LA REVOLUTION »

Vous avez détruit la Révolution russe. Vous l'avez étranglée ! Lénine a écrit cent fois : « Le prolétariat ne peut mener à bien la révolution sociale à moins d'être préparé à cette tâche par la lutte pour la démocratie ; (je cite) le socialisme victorieux ne peut garder sa victoire et conduire l'humanité vers la phase où l'Etat commence à s'écrouler sans établir une complète démocratie. » Où se trouve la démocratie dans la Russie stalinienne d'aujourd'hui ? Quels droits démocratiques a le travailleur ? Le droit de voter pour Staline chaque fois que Staline décide d'autoriser ce qu'il appelle une élection ? Est-ce là le genre d'élections que Browder propose pour les Etats-Unis ? Il serait intéressant d'entendre quelque chose à ce sujet ! L'ouvrier a-t-il le droit d'organiser un syndicat, d'élire ses propres représentants ? A-t-il le droit de former un parti politique à lui ? — exception faite du parti communiste, comme on l'appelle plaisamment ? Ai-je ce droit en Russie ? Je voudrais bien l'apprendre d'une personne qualifiée ! Norman Thomas a-t-il ce droit ? Wallace a-t-il ce droit en Russie ? Et Browder a-t-il ce droit en Russie ? Qu'arriverait-il s'il essayait d'exercer ce droit ? Je voudrais bien entendre quelques-uns de ces idiots politiques dont parle Browder ! Qu'arriverait-il s'il essayait d'exercer ce droit en Russie ? N'est-il pas un agent de l'impérialisme américain ? N'est-il pas un ennemi de classe propageant le poison de la bourgeoisie ? Je sais que c'est vrai — voilà ce qu'il est — j'ai lu cela dans une brochure de ce pitoyable Robert Thomson. Je l'ai lu dans le *Daily Worker*. Eh bien ! supposons que Browder essaie d'exercer ce droit démocratique en Russie ?

L'ouvrier a-t-il le droit de lire en Russie un journal qui ne soit pas de la presse stalinienne ? A-t-il le droit d'écouter une émission de radio qui ne soit pas stalinienne ? A-t-il le droit d'organiser par lui-même une réunion publique, comme ici — non pas précisément celle-ci, mais n'importe laquelle ? A-t-il le droit de se présenter aux élections ? Je veux présenter Browder ! Puis-je le faire ? Peut-il se porter candidat ? A-t-il le droit de révoquer un seul fonctionnaire important ? Lénine considérait que ce droit était absolument indispensable pour un Etat ouvrier, sans parler du socialisme ! Il a souligné mille fois cela, il y a insisté fortement. Il a indiqué la Commune comme un modèle. Pas seulement l'élection de tous les officiels, mais leur *révocation*, de sorte que si le gredin se montre incapable, vous puissiez le mettre à la porte. Montrez-moi un seul personnage stalinien d'importance qui ait jamais été révoqué par les ouvriers et les paysans russes ? Un seul ! *Le G.P.U. révoque* — c'est tout — et ce n'est pas seulement tout, mais c'est aussi sa fin !

Le travailleur a-t-il le droit de faire grève ? Où ? A-t-il le droit de se déplacer d'une ville à une autre sans permission de la police ? Le stalinisme a détruit tous les droits que les ouvriers russes aient jamais eus ! Indiquez-moi un de ces minuscules droits misérables que les ouvriers avaient *sous le tsarisme*, en Russie. Ils étaient misérables, minuscules, microscopiques — indiquez-m'en un que l'ouvrier ait encore aujourd'hui ? Vous appelez cette tyrannie socialisme ! Je sais que Staline lui a donné la « sécurité ». Nous avons entendu cela ; nous l'entendons maintes fois : On lui donne un toit sur sa tête. Il est nourri deux ou trois fois par jour ; on lui donne tout le travail qu'il peut supporter — et beaucoup plus ! Et il n'y a pas de chômage comme sous le capitalisme — et c'est là un fléau du capitalisme dont on ne peut jamais se défaire, c'est vrai. Mais nous nous posons la question : y a-t-il du socialisme en Russie ? Est-ce une communauté socialiste ? Si c'est là le socialisme, Browder, entre autres, a déjà eu deux expériences du socialisme, rien que dans les Etats-Unis : une pendant la première guerre mondiale, dans le pénitencier fédéral de Leavenworth, l'autre pendant la deuxième guerre mondiale, dans le pénitencier fédéral d'Atlanta. Ce sont là des pénitenciers nationalisés, une propriété commune. Il avait du travail là. La bourgeoisie le lui donnait comme elle le donne à tous les autres prisonniers politiques et à tous les prisonniers en général. Mais au moins il a pu sortir quand sa peine fut finie ! L'ouvrier russe peut-il le faire ? Non, car c'est fuite et trahison ; sa famille est gardée comme otage ; il est emprisonné pour la vie.

Regardez ce qu'ils ont fait des grands principes d'émancipation de la Révolution russe ! Ils ont massacré toute la génération révolutionnaire, sauf une ou deux exceptions ! Pas un mot de Browder là-dessus. Une paille ! L'industrie est en progrès — *gnyat e peregnyat !* Ils ont balayé tous les dirigeants du bolchevisme, du soulèvement d'Octobre, de la victoire dans la guerre civile ! Valent-ils en rien mieux que le tsar ? Non, pire, et de beaucoup ! Sous le tsarisme, de 1826 à 1905, presque un siècle, cent deux personnes furent exécutées pour des raisons politiques, 102 ! Pendant la période de la réaction noire, de 1905 à 1906, après la révolution, la réaction la plus noire coûta la vie à 4.352 personnes. C'est tout ! C'est horrible ! c'est tout ! Et ils ont massacré des dizaines de milliers de la même sorte de révolutionnaire que ceux que le tsar massacrait par centaines. Il y avait juste vingt-deux membres du Comité Central de Lénine en octobre 1917, la veille de l'insurrection ; les gens qui organisèrent l'insurrection ; trois d'entre eux sont morts plus ou moins normalement — Lénine, Djerjinski, Ouriski ; deux vivent encore — Kollontai et Staline. Cinq sur les 22. Où sont les dix-sept autres, où sont les 17 autres qui fondèrent la Révolution russe ? Dix-sept autres abattus comme des chiens enragés, comme fascistes, comme espions, comme saboteurs, comme contre-révolutionnaires, comme ennemis du peuple, comme ennemis de la classe ouvrière, ennemis du socialisme, par Staline. Staline a massacré cinq sur sept des présidents du comité exécutif soviétique ; presque tous les membres et candidats du soviet exécutif ; les dirigeants et

chef de pratiquement toutes les républiques — Ukraine, Géorgie, Russie Blanche, Uzbekistan, Transcaucasie — toutes les autres. La majorité de la commission qui a composé la constitution stalinienne, la plus démocratique du monde — la majorité de la commission qui l'a écrite est composée est devenue fasciste, et ils ont été abattus comme des chiens.

Deux sur cinq des maréchaux de l'Armée Rouge ; trois sur six des commandants de groupes d'armées, dix sur quinze commandants d'armée, 57 sur 85 commandants de corps d'armée, 110 sur 193 des commandants de division, 202 sur 400 des généraux de brigade, furent abattus comme des chiens enragés, comme espions, agents du Japon, de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne. Des milliers d'officiers subalternes ! La vie entière de chacun de ces hommes était consacrée à la lutte pour le socialisme. Ils respiraient, pensaient, rêvaient, mangeaient, rien d'autre. Que leur est-il arrivé pour les détacher — si nous devons accepter la version de Staline sur les massacres — qu'est-ce qui leur est arrivé sous le stalinisme pour les détacher du stalinisme, pour les détacher du socialisme et les pousser dans les bras de l'archi-réaction, le fascisme hitlérien ? C'est-à-dire si *nous* prenons *votre* version ! N'est-ce pas l'accusation la plus accablante que Staline pouvait faire de son propre socialisme ? Que virtuellement chacun des chefs, dans la lutte pour le socialisme, avec quelques exceptions sans importance, haïssait et craignait et méprisait son socialisme à tel point que plutôt que de le tolérer ils se sont vendus aux plus réactionnaires, aux plus sordides, aux plus pourris, aux plus corrompus des impérialistes du monde ? Vous avez massacré les chefs de l'Armée Rouge, ses grands capitaines de la guerre civile, ses géants, ses architectes et ses héros épiques. Alors Staline se trouva libre de détruire l'armée du socialisme et bien entendu d'établir l'armée de la réaction qu'il possède maintenant.

L'Internationale, vous la chantez, n'est-ce pas ? Pas en Russie ; ce n'est plus l'hymne national. Il y a un nouvel hymne national, qui chante comment « la grande Russie a établi une union indestructible ». La grande Russie ! Le mot « général » était détesté au temps du tsar, il fut rétabli par Staline. Le titre de maréchal fut supprimé au temps du tsar — il fut rétabli par Staline. Rangs, grades, divisions de classe, distinctions, privilèges — rétablis par Staline. Qui a-t-on désigné comme les inspirateurs et exemples de l'armée ? Au nom de qui ont-ils entrepris de combattre pour le socialisme ? Le maréchal Souvorov, l'homme qui écrasa la révolution nationale de Stanislas Poniatowski et de Thadée Kosciuszko, l'homme qui noya dans le sang le soulèvement paysan de Pugatchev ! Ils ont même fabriqué des médailles — et les grosses poitrines des généraux et maréchaux jusqu'aujourd'hui en sont chargées, n'est-ce pas ? — de Souvorov et de son bras droit Koutouzof. Ils ont créé l'ordre de Bogdan Khmelnitzki, l'ataman ukrainien qui, il y a des siècles, introduisit pour la première fois les pogroms en masse contre les Juifs et les Polonais. C'est sous leur étendard, avec leur nom sur les lèvres, que Staline s'est mis en route pour son socialisme ! Voilà ce qu'il a : du socialisme Souvorov, du socialisme Khmelnitzki ! Mais pas le socialisme comme nous l'avons toujours compris ; pas le socialisme auquel nous aspirons avec toute notre âme pour la liberté et la camaraderie de l'homme !

Qu'ont-ils fait de la Révolution bolchevique avec ses sentiments nobles, ses ambitions nobles et son noble but ? Ils l'ont détruite, et ont fait de la Russie une nation de travaux forcés. N'est-ce pas vrai que tout enfant sait qu'il y a des millions de travailleurs-esclaves en Russie ? Je n'ai pas le temps, mais je le ferai dans ma réponse ; je vous lirai des passages du code, d'une reproduction photoscopique du code, sur « les institutions de travail correctif », comme ils les appellent — il y en a au strict minimum 10 millions. Chez nous, dans les « camps de correction », pénitenciers fédéraux et pénitenciers d'Etat, combien en avons-nous ? D'après le bureau de recensement des Etats-Unis il y a 141.000 personnes en chiffres ronds dans les pénitenciers d'Etat et fédéraux, sur une population de 145 millions d'habitants, c'est-à-dire 5 sur 5.000 dans des prisons. En Angleterre, 30.000 sur une population de 50 millions, c'est-à-dire 3 sur 5.000. En Russie, 10 millions au moins sur approximativement 180 millions, c'est-à-dire 277 sur 5.000 personnes ! Est-ce là un indice de socialisme ? Est-ce là que conduit votre socialisme ?

Je vais conclure en hâte.

Je dis que, même si Browder le veut, il ne vivra pas pour le voir !

Qu'a-t-il à dire de Tito ? Un mot ! Un mot ! Nous discutons sur la guerre et la paix, Tito est un des éléments. Pourquoi Tito et son régime doivent-ils être liquidés ? Ne sont-ils pas les mêmes — le même régime qu'en Russie, les mêmes médailles, même économie, même politique, même structure ? Il faut qu'il soit liquidé, parce qu'il tient à exploiter le peuple yougoslave au lieu de le laisser faire aux Russes ! Voilà la raison pour laquelle il faut qu'il soit écrasé, n'est-ce pas ? Il faut qu'il soit écrasé comme Rajk fut écrasé en Hongrie, comme Gomulka est sur le point d'être écrasé en Pologne, comme Kostov fut écrasé en Bulgarie.

La loyauté de Browder envers le stalinisme ne peut pas être mise en question, n'est-ce pas ? Sa défense du socialisme stalinien, de la Russie stalinienne ne peut pas être mise en question, n'est-ce pas ? Vous l'avez entendu vous-mêmes. Mais supposons que ce même Browder soit en Russie. Que lui arriverait-il, qu'est-ce qui lui serait arrivé si nous remontions à 1946 ? Supposons que ce même Browder, qui appelle la Russie « socialiste », soit en Hongrie ou en Bulgarie, quel serait son sort ? Ou supposons que les socialistes-stalinistes de Browder réussissent à établir leur socialisme dans notre pays avec Foster et Green et Dennis et Childs et Minor et Don, et tout le reste de cette clique perfide qui est à leur tête. (Se tournant vers Browder). Ils sont perfides, n'est-ce pas ? — Qui serait le premier à disparaître ? Qui aurait la première balle du G.P.U. dans la nuque ? Qui serait le premier à être dénoncé dans les articles nécrologiques comme chien enragé contre-révolutionnaire, vipère, réactionnaire, saboteur ? Ce serait qui — Browder ou Shachtman ? C'est une proposition loyale !

(Interruption par le président Mills : c'est l'heure.)

Quand je le voyais se tenant là sur le banc, je me disais : Rajk était le secrétaire général du parti communiste hongrois, et il fut fusillé, pendu ou étranglé. Kostov était le secrétaire général du parti communiste bulgare. Et quand je pensais à ce qui leur est arrivé, je pensais au précédent secrétaire du parti communiste américain et je me disais : Là, à une mésaventure géographique près, se tient un cadavre !

(à suivre)

Extraits de *The New International* (New York), mai-juin 1950.

A la mémoire de Zavis Kalandra

L'exécution de Zavis Kalandra et de ses trois coaccusés est passée inaperçue au milieu des événements de Corée qui angoissent l'opinion mondiale : le tribunal suprême de Prague ayant rejeté l'appel, la pendaison des quatre condamnés à mort du « procès des Treize » (dont une femme) a eu lieu le mardi 27 juin 1950. Encore une date de deuil à retenir pour les socialistes libres.

Nous ne connaissons que peu de choses sur Madame Horakova, du parti Benès, et sur les deux autres coaccusés. Mais nous pouvons revendiquer Zavis Kalandra comme un des nôtres.

QUI ETAIT ZAVIS KALANDRA ?

Né en 1902, il étudia l'histoire, d'abord à Prague, ensuite à Halle (en Allemagne) où il s'intéresse également aux questions agraires et collabore à la revue « Imprecor ». Deux de ses premiers ouvrages, consacrés à la philosophie grecque (à Héraclite et à Parménide), furent écrits en allemand ; mais, de retour à Prague après l'arrivée au pouvoir de Hitler, il se consacre entièrement à ses tâches de militant communiste et ne trouve même pas le temps de faire traduire en tchèque et de publier ces deux manuscrits que ses amis disent remarquables.

Il rencontre alors à Prague plusieurs intellectuels français, qui l'estimèrent, dont André Breton et... Paul Eluard.

Dès avant 1936, Zavis Kalandra a compris ce que Staline avait fait du communisme : le poison du mouvement ouvrier international. Et, lorsqu'en 1936, le premier « procès en sorcellerie » de Moscou ne permit plus aux opposants honnêtes de rester plus longtemps au sein d'un parti communiste manœuvré par les exigences russes, il publie dans le quotidien du parti (dont il était le directeur) un éditorial sur le « procès des Seize », qui entraine automatiquement son exclusion comme non-conformiste.

Il devient à cette date, avec Josef Guttmann et Jan Sverma, une des têtes de l'opposition trotskyste tchèque. Sverma, historien comme Kalandra, capitulera vite et connaîtra une belle carrière... à Moscou et dans le panslavisme réactionnaire, avant de mourir en Slovénie, fêté comme héros national bolchéviste. Plusieurs autres de ses amis surent abandonner Kalandra à temps et le couvrir d'ordures lors du récent procès : le représentant de la république tchécoslovaque à Paris fut-il un de ceux-là ?

Au moment où Jan Sverma fuyait la Tchécoslovaquie, après l'occupation de ce pays par les nazis, Kalandra préféra tenir tête sur place au fascisme. Sans parler des tracts clandestins qu'il rédige, il faut rappeler les articles téméraires où il ridiculise systématiquement la propagande hitlérienne : en particulier le dernier d'entre eux, article « à clefs » flétrissant le pacte Staline-Hitler, et qui lui valut le lendemain même la visite de la Gestapo, puis six années de détention dans les camps nazis (à Sachshausen, Ravensbrück et Flassenberg) ; sa vie dans les bagnes hitlériens n'empêchera pas les successeurs staliniens de la Gestapo de le déshonorer, bien au contraire ; mais son sacrifice et ses actions passées de militant ouvrier lui ont assuré le respect des métallos du quartier prolétarien de Zizkov, comme le procureur général commit la gaffe de l'avouer au cours de son singulier procès, pourtant si bien monté.

De retour à Prague en 1945, après la libération, Kalandra est devenu assez sceptique sur ses activités antérieures de militant trotskyste. Il se consacre à un gros ouvrage historique en deux volumes sur le paganisme en Bohême ; publiée au printemps 1948, cette œuvre d'un déporté de fraîche date soulève un vif intérêt parmi les historiens de profession, en raison de ses vues originales et non chauvines sur les origines de la Bohême. Il écrit aussi après son retour des camps quelques articles dans la presse social-démocrate, dans la mesure où sa frêle santé... et la surveillance policière qui commençait le lui permettent. Epuisé, il avait peu à peu perdu sa confiance dans le rôle historique de la classe ouvrière, sans pour cela devenir un traître ; et le coup d'Etat de Gottwald en 1948 le trouve démoralisé, sans perspectives politiques, cherchant dans sa vie privée un dernier refuge.

Le 14 juin, dès que la nouvelle de la condamnation de Zavis Kalandra parvint en France, André Breton publia dans « Combat » une lettre ouverte à Paul Eluard. A la suite de la lettre de Breton et d'un télégramme d'Albert Camus demandant au président de la république tchécoslovaque la grâce pour Kalandra et pour ses trois coaccusés, une campagne de signatures fut lancée par les Groupes de liaison internationale. Nous voulons remercier ici tous les signataires, mais l'exécution de la sentence a rendu vaine la publication des derniers noms d'ouvriers, d'instituteurs, de répétiteurs, d'ajistes, d'employés et d'intellectuels divers qui nous sont parvenus trop tard.

Hors de France un mouvement encore plus vaste fut déclenché en faveur de Kalandra, par les syndicalistes norvégiens et par des organisations féminines suédoises, en particulier.

***

Quelle fut la réponse des staliniens ?

Inutile de parler de l'entrefilet perfide de « l'Humanité », ni des piteux aveux du malheureux Kalandra, citons simplement cette phrase du procureur Vieska : « En 1936, lorsque le P.C. vous chasse, vous vous êtes donné les allures d'un adversaire idéologique du P.C... C'était le commencement et ceci est la fin. Avis aux oppositionnels amateurs ! »

Mais il convient de se souvenir d'un long article de Pierre Daix, ancien déporté, ex-trotskyste, bonne à tout faire des « Lettres françaises ». Le nommé Pierre Daix, dans cet article du 6 juillet, a le culot d'accuser Zavis Kalandra d'être un fauteur de guerre, en se fondant sur l'interview de « Combat » où une personne qui a vu Kalandra en 1947 (un an avant le coup d'Etat de Gottwald) dit) : « Kalandra nous a paru pécher par optimisme. Quoique sans illusion sur l'avenir, puisqu'il envisageait le renversement du régime dans une proche troisième guerre mondiale... » Il s'agissait, bien entendu (et le contexte ne permet pas le doute), du renversement du régime intermédiaire de Benès **par les staliniens** et par l'Armée Rouge. Pierre Daix sait lire un article ; il sait ce qu'il fait et pourquoi on le paie : un régime démocratique se devrait de poursuivre automatiquement une si entière mauvaise foi, quelle que soit la cause défendue.

Paul Eluard a tenu, lui aussi, à nous montrer ce qu'est « le déshonneur des poètes » en publiant dans « Action » cette simple phrase : « J'ai trop affaire avec les innocents qui clament leur innocence pour m'occuper des coupables qui clament leur culpabilité ».

Quant à nous, saluons, indépendamment de toute attache politique, la mémoire de Zavis Kalandra, qui a souffert sa vie durant pour le respect de la vérité dans le socialisme.

J.-D. MARTINET.

L'organisation des enfants

Tandis qu'Anna était à l'infirmerie, j'eus le temps de faire plus ample connaissance avec mon autre voisine. Jusque-là, je ne savais pour ainsi dire rien d'elle. Sauf qu'elle avait été condamnée à cinq ans de prison à Kostroma, sa ville natale, et qu'elle attendait maintenant avec nous le départ pour le camp. Peu de temps avant son arrestation, elle venait de commencer ses études en médecine. Elle ressemblait à une jeune paysanne russe avec ses nattes rousses, son nez un peu aplati, ses lèvres épaisses et ses grosses mains. Le haut de son front blanc sur des yeux clairs était traversé d'une ride profonde qui trahissait la souffrance qui la transperçait.

— Lydia, à quoi penses-tu ?

— A mon père.

— Il est en liberté ?

— Non, nous avons été arrêtés le même jour.

— C'est à cause de lui que tu es ici ?

— Non, j'ai été condamnée pour non-dénonciation, article 58, paragraphe 12 ; cinq ans.

— Et qui n'as-tu pas dénoncé ?

— Mon petit frère.

Lydia fixa en silence le bat-flanc devant elle.

— Tu n'as qu'un frère ?

Lydia extirpa une punaise de ses manches.

— Oui, je n'avais que celui-là. Il avait trois ans de moins que moi. A ce moment-là, il avait seize ans et allait à l'école. Un jour j'ai fouillé dans ses affaires de classe parce que je cherchais un objet et j'ai trouvé quelque chose de terrifiant : un tract, un tract antisoviétique. Et le duplicateur qui avait servi à le polycopier était aussi dans son armoire.

« Il faut que tu saches que c'était l'époque des grandes arrestations et que de nombreux enfants de son école avaient été privés de leurs parents. Ils savaient que ceux-ci étaient innocents et, comme on ne les relâchait pas, les enfants associèrent leur indignation pour publier un tract protestant contre l'arrestation de leurs parents.

— Je sais, interrompis-je. En 1937-1938, il y avait dans les grandes villes une organisation d'enfants qui s'était intitulée : « *Vengeance pour les parents* ». Mais je pense qu'elle a été très vite liquidée, tant par les arrestations que par les renvois et les exclusions de l'école. Je me suis trouvée dans la même cellule qu'une écolière de cette organisation, elle m'en a beaucoup parlé.

— Je ne sais pas comment ils ont fait pour obtenir l'adhésion de mon frère. Personne de notre famille n'avait été arrêté. Mais ils utilisaient évidemment ceux qui ne pouvaient offrir motif à suspicion.

Toujours est-il que je le pris à part dès qu'il rentra. Il fut tout d'abord très effrayé de ma découverte, puis il se mit en colère.

— Occupe-toi de ce qui te regarde. Je suis assez grand pour savoir ce que je fais, criait-il.

— Tu es juste assez grand pour nous faire avoir des ennuis à tous. Tu ne comprends donc pas que ton père et ta mère sont tenus pour responsables de tes actes ?

Il n'y avait pas pensé. Il s'était probablement fait une image romantique de la mort héroïque qu'il devrait affronter pour la défense d'une cause juste, mais il n'avait pas songé un instant que l'on pourrait emprisonner à cause de lui sa mère qu'il chérissait. Toute la tendresse de son cœur enfantin allait vers sa mère. Exactement comme son père et moi avions un véritable culte pour elle. Dès notre enfance, nous nous étions toujours efforcés d'éloigner d'elle toutes les difficultés, toutes les duretés de la vie, parce que de temps en temps elle souffrait de dépression nerveuse. Son visage juvénile fut bouleversé. D'une voix tremblante il m'implora :

— Lydia, ma petite Lydia, n'en parle à personne. Je vais enlever tout cela aujourd'hui même. Et je te promets que je ne m'occuperai plus de ces choses.

J'ai gardé le silence et je sais qu'il a tenu parole. Mais il était trop tard. Un de ses camarades d'école avait dû le trahir. Il fut arrêté quelques mois plus tard, juste une semaine après ses dix-sept ans. En arrivant à la porte, entre les deux fonctionnaires du N.K.V.D. qui l'emmenaient, il tourna la tête encore une fois vers nous et vit ma mère qui venait de tomber évanouie. Ce fut le dernier choc. Il fut emmené en prison avec cette image de sa mère dans les yeux.

Un soir, un vieux cocher de fiacre barbu sonna à notre porte. Il demanda mon père en hésitant. Je le fis entrer. Il ne voulut pas s'asseoir. Il déplaçait avec la main droite son bonnet de fourrure du front sur la nuque, puis avec la main gauche de la nuque sur le front. Puis il mit longtemps à chercher un morceau de papier journal, extirpa des brins de tabac de la poche de sa peau de mouton et roula une cigarette, regarda mon père, puis moi, puis ses bottes de feutre et demanda soudain :

— Vous aviez bien un jeune homme en prison ?

— Il y a un mois que mon fils a été arrêté, répondit mon père.

— Vous nous apportez de ses nouvelles ? demandai-je pleine d'espoir.

— Hum ! grommela le cocher ; puis il garda le silence un certain temps.

— J'emmène souvent les prisonniers de la prison municipale à la prison du N.K.V.D. pour l'interrogatoire, quand les voitures cellulaires ne suffisent pas. Ce matin, j'ai ainsi conduit un prisonnier, un tout jeune gars accompagné de sa sentinelle. Lorsque nous avons débouché dans cette rue, il a demandé au soldat si on pouvait s'arrêter une minute, rien qu'une petite minute, parce que ses parents habitaient ici, dans la maison du coin, au deuxième étage. Il voulait y faire un saut, juste un court instant, pour voir sa mère. Mais le soldat lui dit que c'était défendu. Alors il l'a supplié : « Juste une petite minute, juste pour jeter un regard sur ma mère malade et je reviens... » Mais le soldat lui a dit : « Silence ! C'est défendu ! » Nous étions arrivés juste devant la maison quand le garçon a sauté de la voiture. Avant que j'aie eu le temps de dire : « Ho ! » pour arrêter mes chevaux, le soldat avait tiré.

— Il est mort ? cria mon père.

— Il est mort, dit le cocher.

Puis il sortit.

Quelques jours plus tard on dut conduire ma mère dans un asile d'aliénés. Du moins ça lui a permis de ne pas assister à l'arrestation de mon père et à la mienne. Car la mort de mon frère ne leur a pas suffi.

Elinor LIPPER.

(*Extrait de* « Onze ans dans les bagnes soviétiques ». *Ed. Nagel, Paris. Un vol.*, 270 *p.* : 290 *francs*).

Renaissance du Syndicalisme

Avec les instituteurs autonomes

Trois tendances se sont affirmées au congrès du Syndicat national des instituteurs réuni salle Cadet à Paris, du 18 au 21 juillet dernier :

La majorité, formée des militants partisans de l'autonomie groupés autour d'Henri Aigueperse. La minorité, qui voudrait ramener le syndicat à la C.G.T. Entre majorité et minorité, la tendance de l'Ecole émancipée, qui s'affirme pour un syndicalisme plus révolutionnaire. Il existe aussi des amis de Force Ouvrière, mais, à ce congrès, ils ne se sont pas comptés.

La première séance vit l'incident que l'on pouvait prévoir étant donné la présence de délégués des instituteurs yougoslaves, incident provoqué par ceux qui veulent « la Corée aux Coréens » mais pas « la Yougoslavie aux Yougoslaves ». L'affaire fut assez mince, et se limita à la sortie peu spectaculaire de quelques délégués pendant l'intervention du représentant « titiste ». A la place des responsables de la « fraction », je me méfierais. Ne risquent-ils pas d'être accusés de timidité, voire de tiédeur ? Il faut, en tout cas, féliciter les militants des instituteurs d'avoir manifesté leur internationalisme sans craindre les menaces de ceux pour qui l'esprit international s'arrête aux frontières du stalinisme.

UN DEBUT D'ORIENTATION

La liberté de discusion est essentielle pour le syndicalisme. Elle fut totale à ce congrès. La limitation du temps de parole, acceptée par tous, permit à quarante orateurs de se faire entendre dans le débat organisé avec soin sur le rapport moral.

Mais ce fut, en réalité, un débat d'orientation.

Au Syndicat national, l'orientation syndicale ne doit être discutée que tous les deux ans. Elle fut examinée l'année dernière à Nancy. Mais il n'était guère possible d'éviter qu'elle ne fût cette année remise en question « au travers » du rapport moral.

Des critiques de détail furent certes apportées contre le bureau. Mais c'est surtout pour des raisons de tendance que les amis de l'Ecole émancipée et les staliniens se prononcèrent, les uns et les autres, contre le rapport moral. Je n'oserais dire que cette conjonction eut le mérite d'éclaircir le débat.

Très sincèrement, les amis de l'Ecole émancipée désirent une orientation, sinon plus révolutionnaire, du moins plus « active » de la direction syndicale. Ils veulent faire revivre un syndicalisme inspiré plus par la base que par les sommets. Mais il paraît difficile d'opérer cette renaissance dans l'autonomie corporative, sans liaison avec la classe ouvrière. L'objectif est louable. Mais, pour le moment, les possibilités sont faibles.

D'autant plus faibles qu'il faut se garder des manœuvres staliniennes. Nous ne sommes plus à l'époque des mots d'ordre : « Tout n'est pas possible », « Il faut savoir terminer une grève », « La grève est l'arme des trusts », « D'abord produire », etc. Nous en sommes à l'exploitation systématique de toutes les souffrances et de tous les mécontentements.

En cette conjoncture, la surenchère révolutionnaire, l'excitation permanente, l'exagération des revendications sont des monopoles qu'il est dangereux de revendiquer. A enregistrer, d'ailleurs, que les instituteurs se déclarent satisfaits de leur reclassement. La chose est si rare !

Bien entendu, les opposants staliniens au rapport moral ne se montrèrent nullement gênés par des scrupules petits-bourgeois. Tout leur fut bon, même la calomnie. Ils ne craignirent pas de reprendre contre Marcel Valière une accusation odieuse dont il avait cependant déjà fait justice. Marcel Valière est allé en Yougoslavie. « J'ai voulu voir, déclara-t-il. J'ai voulu tenter de retrouver là-bas à la fois la Commune de Paris, la Révolution de 1905, celle de 1917... » Or il fut accusé d'avoir, en la circonstance, bénéficié d'un congé de faveur donné en période scolaire. Bien que Valière ait répondu dans **l'Ecole libératrice** que, détaché à la Mutuelle générale, il n'existait pas pour lui de période scolaire et qu'il avait utilisé, pour aller en Yougoslavie, son congé normal, l'accusation fut renouvelée à la tribune du congrès. Ce qui valut à Lucette Justapré une « correction morale » dont elle se souviendra longtemps, et qui fut saluée d'applaudissements vigoureux.

Une discussion aussi longue à propos du rapport moral, la liberté entière laissée aux minorités de dire à ce propos tout ce qu'elles ont voulu, la sérénité de la direction du Syndicat et de la majorité du congrès, toutes ces choses sont, évidemment, inconcevables aujourd'hui à la C.G.T. Si les minorités avaient pu, dans les syndicats cégétistes, disposer d'une liberté égale à celle dont les cégétistes continuent de bénéficier à l'intérieur du Syndicat national des instituteurs, la scission confédérale n'eût été ni concevable ni possible.

Le rapport moral fut finalement adopté par 944 voix contre 424. Dans ces 424 voix, il est difficile de discriminer les mandats d'origine Ecole émancipée. Pour avoir une idée des forces réelles des tendances, il fallut attendre le dernier vote, à propos des motions sur la paix. Il y eut, dans ce vote, 364 voix pour le texte cégétiste et 154 voix pour celui de l'Ecole émancipée. La comparaison des voix indique que tous les militants de l'Ecole émancipée n'ont pas voté contre le rapport moral. Car, la discipline jouant à plein chez les cégétistes, on peut être sûr que leurs 364 voix se trouvent en bloc dans les 424 contre. Il y aurait donc seulement une soixantaine de mandats Ecole émancipée parmi les opposants au rapport moral.

L'ARTICLE 16

Une deuxième question devait passionner le congrès : l'article 16, autrement dit la non-rééligibilité des fonctionnaires syndicaux.

Cette disposition fut adoptée au congrès de Grenoble dans la forme suivante : « Nul ne pourra exercer de fonctions de permanence pendant plus de cinq années », qui, par la suite, se modifia ainsi (congrès de Nancy) : « Nul ne pourra exercer les fonctions de permanence pendant plus de trois mandats consécutifs. »

Il y a, depuis le conseil national de Limoges, six permanents au Syndicat national des instituteurs. Les quatre anciens permanents devaient tomber ensemble sous le coup de l'article 16 à la date du 1er janvier 1952. Trente sections départementales, émues par une telle perspective, demandèrent la modification des statuts. Il s'agissait de supprimer la non-réégibilité.

Deux remarques s'imposent à propos de ce débat, qui fut moins houleux qu'on ne le supposait. On entendit avec quelque surprise les délégués cégétistes se faire les défenseurs de la non-rééligibilité des permanents. Oui, eux qui pratiquent, dans leurs propres organisations, la réégibilité à vie ; qui, en 1925, firent biffer la non-réégibilité inscrite dans les statuts de la C.G.T.U. lors de sa constitution en 1922 ; eux qui défendent la conception du « révolutionnaire professionnel », ils ne furent nullement gênés de venir à la tribune préconiser ce qu'ailleurs ils condamnent ! Cette manifestation d'un amoralisme politique total excita l'ironie des délégués.

La seconde remarque, c'est que, sur cette question, toujours épineuse, la majorité se divisa. Les arguments les plus solides pour le maintien de la non-rééligibilité furent apportés par des orateurs qui avaient voté pour le rapport moral. Il est peut-être excessif de penser que l'ombre d'André Delmas planait sur la discussion. Mais on sentit tout de même très nettement le désir d'éviter que le Syndicat national ne risque jamais plus de se confondre avec telle ou telle personnalité, si brillante fût-elle.

Sur 1424 mandats, 798 se prononcèrent pour le maintien de la limitation du mandat des permanents. Il y eut 587 mandats contre toute limitation et 36 abstentions.

Mais on procéda à un second vote pour savoir si l'article 16 devait être maintenu tel quel, ou bien s'il était opportun de lui apporter des modifications. Ici, 961 mandats se retrouvèrent unis pour désirer au moins un amendement. Et, en conclusion, fut adoptée une proposition de Momboisse, qui prévoit le renouvellement par tiers des permanents, à partir du 1er janvier 1952.

La non-réégibilité est donc maintenue, le mandat des permanents reste fixé à six ans, mais le renouvellement par tiers permettra d'éviter la décapitation presque totale que beaucoup craignaient pour 1952. Il s'ensuivra que certains permanents actuels feront plus de leurs six ans, mais qu'ils ne pourront cependant pas échapper au remplacement automatique.

UNE PORTE OUVERTE A L'UNITE ?

La dernière journée du congrès fut marquée par le débat sur les relations internationales, question assez compliquée du fait de la multiplicité des organisations internationales d'enseignants, mais qui devint plus claire pour l'auditeur après les exposés introductifs d'Aigueperse et de Marie-Louise Cavalier.

En gros, on peut résumer la position du Syndicat national en disant qu'il a quitté la Fédération Syndicale Mondiale ; qu'il n'a pas rejoint la Confédération Internationale des Syndicats libres ; et qu'il voudrait travailler à la réalisation d'une organisation internationale unique de la profession enseignante. Ce sera là une tâche lourde, pénible. Il existe déjà un Comité d'entente auquel les enseignants américains n'adhèrent pas. Les organisations d'enseignants ressortissant à la F.S.M. ne veulent naturellement pas entendre parler de l'adhésion desdits Américains. Le congrès de la Fédération internationale des associations d'instituteurs se sera réuni à Amsterdam lorsque paraîtront ces lignes. Il aura examiné un projet de statuts d'une Confédération mondiale de la profession enseignante. Peut-être la décision favorable du congrès du Syndicat national des instituteurs aura-t-elle déjà commencé à entrer dans les faits ?

Si cela était, il faudrait s'en féliciter. Car, en ratifiant à la majorité de 872 voix la motion Aigueperse, contre 389 à la motion Ducol (C.G.T.), et 157 abstentions, le congrès de la salle Cadet a également adopté un additif proposé par Valière demandant que l'Internationale enseignante entretienne le contact avec les deux Internationales syndicales existantes (F.S.M. et C.I.S.L.). Il y a là autre chose qu'un « vœu pieux », selon l'expression de la rédactrice de « Franc-Tireur ». Il y a, au moins, une possibilité d'avancer vers, non pas l'unité complète qui se trouve barrée par l'attitude négative de la F.S.M., mais au moins vers le maximum d'unité, vers le minimum de division. Une section du S.N.I., celle de la Seine-Inférieure, s'était prononcée, avant le congrès, pour la reconstitution d'un secrétariat professionnel international de l'enseignement au sein de la C.I.S.L. Cette position, défendue par le camarade Bruguet, n'a pas été soumise à l'appréciation du congrès. Ses auteurs ont sans doute pensé qu'il convenait de ne pas anticiper sur les décisions du congrès d'Amsterdam. Si celui-ci a décidé l'échange d'observateurs, sinon avec les deux Internationales en raison du refus de la F.S.M., du moins avec la C.I.S.L., alors, on pourra dire qu'une porte s'est ouverte à l'unité.

Il m'a semblé, contrairement à Simone Harmel, que ce n'était pas là une chose négligeable.

⁂

En conclusion, il est peut-être vrai que le congrès de la salle Cadet n'a pas eu ce brillant que revêtaient, avant la guerre, les congrès annuels des instituteurs.

Mais on doit reconnaître qu'il en a conservé le caractère solide et raisonnable. La majorité a paru renforcée. Elle a su faire front aux attaques des cégétistes, leur opposer des arguments de bon sens, barrer la route à leur démagogie.

Et puis, il faut admettre que la position d'autonomie n'est pas, contrairement aux apparences, une position commode. Elle n'est guère plus facile que, sur le plan des événements internationaux, la position de neutralité, d'équilibre entre les deux blocs impérialistes. Pourtant, c'est cette position-là qu'a adoptée la majorité du congrès en votant la motion sur la paix (881 mandats sur 1.424) dont voici le texte intégral :

MOTION SUR LA PAIX

Les instituteurs français dont l'attachement passionné aux intérêts des travailleurs, aux libertés démocratiques et à la paix, est connu bien au delà des frontières de leur pays,

Conscients de la gravité d'une situation internationale créée par les luttes économiques et politiques qui ont eu, entre autres, pour conséquence, la guerre de Corée,

Adressent un appel pressant aux peuples du monde entier pour qu'ils proclament dans l'immédiat leur volonté de voir mettre fin aux divisions et aux querelles qui opposent deux puissants blocs d'Etats, appel destiné à créer un climat de détente propice au règlement pacifique de la question coréenne d'abord et des grands problèmes internationaux ensuite.

Le S.N.I. demande instamment aux gouvernements responsables du sort des peuples d'accomplir les gestes d'apaisement susceptibles de créer ce climat :

Au gouvernement français de mettre un terme à

la guerre d'Indochine en proposant des solutions généreuses et hardies qui tiennent compte des aspirations profondes des peuples indochinois,

Au gouvernement de l'U.R.S.S. d'user de son influence pour mettre fin au conflit coréen en invitant les troupes nordistes à regagner les bases qu'elles occupaient avant l'ouverture des hostilités,

Au gouvernement des Etats-Unis d'accepter l'admission de la Chine de Mao Tse Toung au Conseil de Sécurité.

Résolument opposé à tout projet de soi-disant humanisation de la guerre,

Le S.N.I. demande ensuite à l'O.N.U. :

1° de régler pacifiquement les problèmes indochinois et coréen ;

2° d'amener les Etats intéressés à signer, sans plus tarder, les divers traités mettant officiellement fin à la deuxième guerre mondiale ;

3° de prendre en considération le plan de paix élaboré par M. Trygve Lie ;

4° de convoquer d'urgence dans l'esprit de ce plan une conférence générale du désarmement à laquelle participeront des représentants des organisations ouvrières et ayant à son programme :

a) l'interdiction des armes atomiques et le contrôle de l'énergie nucléaire après avis des savants atomistes réunis en une assemblée mondiale, les propositions d'Einstein servant de base à ces travaux ;

b) le recensement général et la réduction progressive des armements de type classique, réduction ne laissant à aucun pays la possibilité de rompre par ses propres forces militaires l'équilibre de la paix ;

c) l'arrêt des fabrications de guerre.

Le S.N.I. fait appel aux savants et aux éducateurs de tous les pays pour que soit entrepris un vaste travail d'information objective qui mettra en garde les peuples contre les propagandes les dressant perfidement les uns contre les autres et qui leur ouvrira la voie de la démocratie économique et sociale.

Le S.N.I. demande en outre :

a) la suppression du droit de veto qui paralyse toute décision du Conseil de Sécurité ;

b) la dénonciation par tous les pays des alliances à caractère militaire et des pactes imposant une économie de guerre.

Le S.N.I., fidèle à sa tradition, profondément attaché à la mémoire de ceux de ses membres qui ont tout sacrifié pour que les peuples ne connaissent jamais plus les horreurs de la guerre, invite les travailleurs du monde entier à faire pression sur leurs gouvernements pour imposer la paix et obtenir d'eux les sacrifices d'amour-propre et de prestige qu'une œuvre si belle exige, les peuples ayant avant tout le droit de vivre dans la quiétude, enfin libres et heureux.

Position difficile, n'en doutons pas. Et qui sera peut-être, avant qu'il soit longtemps, cruellement démentie par les événements.

Mais est-il fatal que le syndicalisme français abdique devant la guerre et se lance dans la folie ?

M. CHAMBELLAND.

Le communisme est un fascisme extrémiste, le fascisme est un communisme modéré.

(Le comfascisme)

Volodia SMIRNOV.

LIVRES REVUES JOURNAUX

AVENIR DE LA MEDECINE EN FRANCE ; L'organisation dans la liberté, par les docteurs Desplas et J. Robin. 1950: Un volume 160 pages.

Dans la classe ouvrière les problèmes tragiques que la maladie pose à chaque homme sont ressentis de façon particulièrement intense ; en effet, la condition prolétarienne ne permet pas d'accumuler des réserves sérieuses en prévision de toute interruption forcée du travail. A de pareils moments tout semble écraser la famille ouvrière : l'absence de salaires, les frais de pharmacien et de médecin, la terreur de rester invalide. L'œuvre de la Sécurité sociale a pu, en cette matière, apporter quelques palliatifs ; mais presque tout reste à faire dans ce domaine. Aussi des recherches comme celles des docteurs B. Desplas et J. Robin sur l'**Avenir de la médecine en France** méritent d'être examinées avec soin.

Cet ouvrage est précieux en raison de la clarté et de l'ordre apportés dans l'analyse de la multitude des problèmes soulevés. Les auteurs commencent par exposer la véritable révolution introduite dans la médecine moderne par les procédés nouveaux d'investigation : « radiologie, tests renouvelés de laboratoire, électrocardiographie, gastroscopie, bioscopie, bronchoscopie ». A ceci s'ajoutent les traitements modernes : « chirurgie nerveuse, cardiaque et pulmonaire, curiethérapie, radiothérapie, les médications chimiques actives (antibiotiques, hormones, etc.). » Ces procédés exigent une modification complète du rôle du médecin-praticien qui doit recourir de plus en plus à la médecine d'équipe. D'où cette conclusion :

« Au total, l'unité du lieu de travail s'avère un indispensable élément d'une adaptation correcte de l'exercice médical à la technique moderne : centre de diagnostic et de soins pour le médecin praticien, et modernisation du centre d'hospitalisation d'autre part »

L'étude se poursuit en faisant la comparaison de la situation de la médecine aux Etats-Unis, Russie, Suède et Angleterre. Cette partie de l'exposé, bien que très condensée, apporte énormément de données, de faits ; elle est particulièrement précise en ce qui concerne les pays d'Occident où l'investigation objective est possible ; par contre les textes sur la Russie révèlent une confiance trop grande dans les statistiques officielles et unilatérales du gouvernement russe ; il faudra dans un article prochain de la R.P. confronter ces données avec l' « autocritique » que fournit là-dessus la presse censurée d'U.R.S.S.

Remarquons en passant ces conclusions établies avec prudence mais fermeté :

« Pour faire sa médecine il faut en France une abondance monétaire qui n'appartient qu'aux étudiants dont les familles sont dans les « négoces ».

Pour l'instant, la direction morale et syndicale de cette profession reste l'apanage de personnalités non progressistes. »

Et encore :

« ...malgré la difficulté des temps actuels, la situation matérielle de l'ensemble du Corps Médical reste encore privilégiée. »

Ou bien enfin :

« En France, l'exercice de la médecine est réservé à une classe sociale privilégiée ».

La conclusion du livre sur l'activité de la Sécurité sociale se rapproche de celle apportée dans l'étude présentée autrefois dans la R.P. par M. Chambelland. Voici cette conclusion, dont on appréciera toute la valeur puisqu'elle est établie par des médecins qui n'hésitent pas d'autre part à rompre avec le « pseudo-libéralisme » actuel :

« On peut assurer sans diffamation qu'il s'est constitué **dans la pratique une tyrannie bureaucratique exaspérante et inefficace.** »

Comme points faibles de ce travail, pour autant qu'un non-médecin puisse en juger, apparait une tendance à reléguer au second plan le facteur essentiel pourtant de la valeur morale des médecins. Les auteurs constatent la « **présence aujourd'hui, dans le Corps Médical, d'éléments heureusement peu nombreux qui ont mercantilisé la profession** ». Cet aspect du problème ne peut être éclairé par des statistiques, mais les lecteurs de la R.P. feraient bien d'y réfléchir et contribuer à cette recherche en l'examinant à la lumière de leur propre expérience. En fin de compte, la conscience dans l'exercice de la profession médicale est plus importante que toutes les mesures d'organisation. — L. N

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

MARDI 4 JUILLET. — Les chars **nord-coréens** ouvrent une brèche dans les lignes du secteur de Sewon.

Conférence des dix pays participant au plan **Schuman.**

Le gouvernement **Queuille** est mis en minorité, dès son premier contact avec l'Assemblée nationale.

MERCREDI 5 JUILLET. — Réunion à Paris de l'O.E.C.E., organisme groupant les dix-huit pays européens participant au plan Marshall.

JEUDI 6 JUILLET. — **La Chambre des Communes** approuve la politique de résistance en Corée.

VENDREDI 7 JUILLET. — En **Corée,** prise de Chungju par les Nordistes.

Le Conseil de sécurité de l'O.N.U. décide que le commandement des forces des Nations Unies en Corée sera assuré par les Américains.

SAMEDI 8 JUILLET. — La commission budgétaire du Sénat des **Etats-Unis** approuve les crédits pour la Défense nationale s'élevant à 14 milliards 600 millions de dollars.

Le bureau de la **C.G.T.-F.O.** condamne l'appel de Stockholm.

DIMANCHE 9 JUILLET. — Triple offensive des troupes nordistes en **Corée.**

LUNDI 10 JUILLET. — Conseil national du **parti socialiste.**

MARDI 11 JUILLET. — En **Corée,** retraite générale des Américains.

MERCREDI 12 JUILLET. — Combats en **Corée** sur le fleuve Koum.

Réunion de l'Exécutif du **Labour Party.**

Proposition d'arbitrage du **conflit coréen** par le pandit Nehru.

JEUDI 13 JUILLET. — **L'Assemblée nationale** vote la confiance au gouvernement Pleven par 329 voix contre 224.

VENDREDI 14 JUILLET. — Protestations **yougoslaves** contre des violations de frontières.

SAMEDI 15 JUILLET. — Les **Nords-Coréens** ont franchi le fleuve Koum.

MARDI 18 JUILLET. — Congrès du **Syndicat national** des instituteurs.

Les **Nord-Coréens** prennent Taejon.

MERCREDI 19 JUILLET. — Débarquement américain Sur la côte orientale de la **Corée.**

Au Congrès des Etats-Unis, message du président Truman.

JEUDI 20 JUILLET. — Congrès du parti socialiste-communiste unifié d'**Allemagne orientale,** à Berlin.

VENDREDI 21 JUILLET. — Discussion à la **Chambre des Communes** sur les conversations anglo-russes.

DIMANCHE 23 JUILLET. — Les forces nordistes en **Corée** sont à 140 km. au sud-ouest de Taejon.

En **U.R.S.S.,** journée de la marine de guerre.

MARDI 25 JUILLET. — En **Corée,** les pointes communistes sont à moins de 150 km. de la base de Fusan.

MERCREDI 26 JUILLET. — **En Belgique,** le retour du roi Léopold provoque des grèves et manifestations.

Grève générale à Liège et à Charleroi

JEUDI 27 JUILLET. — Jacob Malik, représentant de l'**U.R.S.S.,** annonce qu'il présidera le Conseil de Sécurité de l'O.N.U., le 1er août.

VENDREDI 28 JUILLET. — Extension du mouvement de grève générale en **Belgique.** A Liège, arrêt complet du travail, dans la métallurgie et les charbonnages.

DIMANCHE 30 JUILLET. — Bagarres à **Bruxelles** et à **Liège** : trois tués.

Manifestation à **Londres** devant l'ambassade soviétique.

En Yougoslavie : Les usines aux ouvriers

Nous n'avons pu encore avoir le texte de la loi votée le 27 juin par l'Assemblée nationale yougoslave ayant pour objet de remettre la direction des entreprises aux ouvriers. D'après une analyse qui en a été donnée par « Tanjug », la feuille d'information de l'agence yougoslave, il semble que la direction des entreprises serait désormais bipartite. D'une part, il y aurait un **Conseil ouvrier** nommé directement au scrutin secret par les travailleurs de l'entreprise et qui nommerait à son tour le Conseil d'administration de l'entreprise, responsable devant lui ; d'autre part, la direction immédiate de l'entreprise serait assurée par un **directeur** qui doit suivre et appliquer les directives du Conseil d'administration, mais qui en est indépendant car il est nommé par l'Etat. La présentation de ce projet de loi a été accompagnée d'un grand discours de Tito devant l'Assemblée nationale, dont la traduction a paru dans les **Nouvelles yougoslaves** du 18 juillet et dont voici les principaux passages :

Camarades députés,

L'Assemblée nationale est appelée aujourd'hui à examiner le projet d'une des lois les plus importantes de la Yougoslavie socialiste — le projet d'une loi fondamentale sur la gestion des entreprises économiques de l'Etat et des groupements économiques supérieurs par les collectifs ouvriers. En adoptant cette loi, l'Assemblée accomplirait un acte historique dont la portée dépasserait tout ce qui a été fait depuis le vote de la loi sur la nationalisation des moyens de production. Le passage des moyens de production entre les mains de l'Etat n'a pas eu pour effet de réaliser le mot d'ordre du mouvement ouvrier, « Les usines aux travailleurs », car les mots d'ordre comme celui que nous venons de citer ou comme « La terre aux paysans » n'ont rien d'un principe abstrait ou d'un slogan de propagande. Ils ont, au contraire, une signification profonde, ils impliquent tout le programme des rapports socialistes dans la production, qu'il s'agisse de la propriété collective ou des droits et des devoirs des travailleurs, et, partant, peuvent et doivent être pratiquement réalisés, dès lors que nous avons réellement l'intention d'édifier le socialisme.

D'aucuns pourraient penser que le vote de cette loi est prématuré, que nos travailleurs ne sont pas en mesure de remplir la technique complexe que représente la gestion d'une usine ou d'une autre entreprise économique. Ceux qui le croient se trompent, je dirais même qu'envisager le problème de cette façon, c'est manquer de confiance dans nos travailleurs, c'est ne pas se rendre compte de l'essor créateur que ne manquera pas de faire naître précisément la nouvelle loi qui ouvrira à nos travailleurs, à la communauté tout entière, des perspectives d'avenir encore plus larges.

Il s'agit donc d'une mesure qui non seulement n'a rien de prématuré, mais qui vient même avec un certain retard ; ce retard s'explique par le fait que jusqu'à la publication de la fameuse résolution du Kominform, notre Parti avait nourri trop d'illusions, par le fait qu'il acceptait avec une critique fort peu suffisante et transplantait sur notre sol tout ce qui venait de l'Union Soviétique, même lorsque ces emprunts ne correspondaient pas à nos conditions particulières ou étaient en désaccord avec l'esprit de la science marxiste-léniniste. C'étaient des recettes toutes faites que l'on nous imposait ou que nous allions chercher nous-mêmes ; car il y avait chez nous la tendance à suivre la ligne de la moindre résistance.

Aujourd'hui, nous édifions nous-mêmes le socialisme dans notre pays, en nous passant des formules toutes faites, en nous laissant guider par la science marxiste et en suivant notre propre voie, en tenant compte des conditions particulières à notre pays. Les formules passe-partout nous ont fait jusqu'ici beaucoup de mal et nous en ressentons encore les conséquences pénibles, car nos hommes appliquaient ces formules d'emblée et il leur est main-

tenant difficile de s'en libérer, bien qu'ils en aient le désir.

.. ..

Dès la fin de la guerre, nous avons fait de la Yougoslavie une république démocratique, fédérative et populaire. Les faits montrent qu'avant même la fin de la guerre, nous avons résolu la question nationale et mis ainsi un terme à toute oppression nationale dans notre pays. Ce fut l'œuvre de notre Parti communiste qui, pour atteindre ce but, avait lutté pendant plus de vingt ans. Nous avons résolu la question nationale d'une façon décisive qui peut servir d'exemple non seulement aux pays où cette question attend encore sa solution, mais à l'Union Soviétique elle-même. Car nos peuples se dirigent et se gouvernent réellement eux-mêmes, sans que des dirigeants leur soient imposés de l'extérieur, par une soi-disant nation dirigeante, et ceci pour la bonne raison que nous nions l'existence d'une nation dirigeante quelconque. Dès lors qu'on en admet l'existence, on aboutit inéluctablement à l'oppression nationale et à l'esclavage économique, exercés par la grande puissance qui s'arroge le monopole de la direction. Point n'est besoin de s'étendre longuement à ce sujet, tellement la chose paraît évidente. On peut voir aujourd'hui sur l'exemple de l'Union Soviétique ce que signifie ce principe de nation dirigeante pour les autres nationalités, on peut voir les conséquences terribles qu'entraîne son application pour certains peuples, qui sont arrachés à leurs foyers millénaires et transférés dans des régions où les conditions climatiques et autres s'avèrent pour eux mortelles.

.. ..

Nous avons appliqué d'une façon radicale la réforme agraire, ne laissant aux paysans riches que 25 hectares de terre. Près de 700.000 hectares ont été attribués aux paysans pauvres et aux paysans sans terre par le Fonds agraire, composé des terres nationalisées et des terres prises, à la suite de la réforme, aux gros propriétaires, aux paysans riches et à l'Eglise.

.. ..

Le plus grand malheur, non seulement de la classe ouvrière, mais aussi du mouvement progressiste mondial tout entier, est que les chefs d'un seul parti — le P.C. (b.) de l'U.R.S.S. — soient arrivés à subjuguer l'esprit des dirigeants des autres partis. Ils y sont parvenus en exploitant le prestige de la révolution d'Octobre. l'œuvre du grand Lénine. Il est évident que la longue crise qui sévissait avant la guerre et qui aujourd'hui encore exerce ses ravages au sein de plus d'un mouvement ouvrier, y est également pour quelque chose. Mais personne ne s'est avisé jusqu'ici d'en rechercher les causes profondes. Par suite de la faiblesse de ces mouvements ouvriers, leurs dirigeants acceptent avec un respect mêlé de crainte tout ce que disent et font les dirigeants soviétiques, se forgent des autorités et des idoles inaccessibles, tout comme les primitifs qui, ignorant les lois de la nature, voyaient en toute chose la marque d'une intervention divine, avec cette différence, cependant, que les divinités étaient en ce temps-là invisibles, alors qu'aujourd'hui on peut les voir et les entendre. Ils attendent que ces autorités leur viennent en aide et leur apportent la libération sur la pointe de leurs baïonnettes. Il est certain que si l'on recherchait hardiment les raisons de ces faiblesses, plus d'un fil conducteur nous mènerait à ceux qui prétendent à l'infaillibilité. On arriverait certainement à démontrer que cette pratique du commandement et de l'application de formules toutes faites est la raison principale de la faiblesse des mouvements progressistes dans le monde. Ce sont précisément ces autorités « infaillibles » qui freinent le développement normal des forces progressistes en général, qui, dans les partis communistes, ouvrent la voie au révisionnisme, qui déterminent l'affaiblissement du mouvement ouvrier mondial.

.. ..

Lénine dit : « Le prolétariat a besoin du pouvoir étatique, d'une puissance organisée et centralisée, pour pouvoir étouffer la résistance des exploiteurs, pour diriger la masse énorme de la population, les paysans, la petite bourgeoisie, le semi-prolétariat, pour asseoir aussi l'économie socialiste ». (Lénine, « L'Etat et la Révolution », Œuvres choisies, éd. russe, p. 142). « Mais il ne faut pas oublier, — ajoute Lénine en citant Marx, — que le prolétariat n'a besoin que d'un Etat appelé à disparaître. »

Ainsi pose le problème Lénine. Or que désire la bourgeoisie ? La bourgeoisie, classe d'exploiteurs, a besoin d'un Etat représentant une force durable, pour pouvoir tenir sous sa domination les classes opprimées, c'est-à-dire la majorité du peuple. La bourgeoisie ne songe pas à l'affaiblissement de la machine de l'Etat, et encore moins à sa disparition, car elle considère son système d'exploitation comme parfait et éternel. Par conséquent, la différence entre l'Etat bourgeois, quoi qu'il fasse pour revêtir un aspect démocratique, et un Etat comme le nôtre, est que le premier, où le pouvoir se trouve concentré entre les mains d'une minorité d'exploiteurs, opprime la majorité du peuple et tend à se renforcer de plus en plus, alors que chez nous, l'Etat, dont la tâche consiste à avoir la main sur une poignée d'exploiteurs et d'ennemis de la Yougoslavie nouvelle, est vouée à une disparition progressive, étant donné que ses attributions, en premier lieu ses fonctions économiques, passent progressivement entre les mains des travailleurs.

Selon l'enseignement de Marx, l'Etat est le produit des « conflits de classes » et cessera d'exister le jour où il n'y aura plus de classes, où il n'y aura plus de raisons de tenir qui que ce soit en respect.

.. ..

Or quelle est la situation en Union Soviétique 31 ans après la révolution d'Octobre ? Cette révolution a permis, certes, à l'Etat de prendre en mains les moyens de production, mais aujourd'hui, 31 ans après, il les détient encore. Peut-on dire que le mot d'ordre « Les usines aux travailleurs » y ait été réalisé ? Certainement non. Les ouvriers ne prennent aucune part à la gestion des usines, gestion qu'assurent des directeurs nommés par l'Etat, autrement dit des fonctionnaires. Les ouvriers n'ont que la possibilité et le droit de travailler, mais en cela leur rôle ne diffère pas beaucoup de celui que jouent les travailleurs dans les pays capitalistes. La seule différence sensible est que le chômage n'existe pas en U.R.S.S. Il s'ensuit que les dirigeants de l'Union Soviétique n'ont pas accompli jusqu'à ce jour l'un des actes qui caractérisent le mieux un Etat socialiste — la remise des usines et des autres entreprises économiques entre les mains des travailleurs. Dès lors que les dirigeants soviétiques considèrent la propriété de l'Etat comme la forme suprême de la propriété sociale, cette conception explique, sans aucun doute, leur répugnance à confier aux ouvriers la gestion des entreprises. Cette attitude va de pair, du reste, avec le renforcement de leur machine étatique. Ce sont, là aussi, des faits dont tous ceux qui désirent connaître la vérité peuvent facilement se convaincre.

Le mysticisme, en général, est pour les races humaines une sorte de maladie d'épuisement et de langueur. Partout où il apparaît, il amène l'énervement et la torpeur morale, avec la surexcitation des esprits ; c'est enfin une passion vicieuse de la vieillesse des peuples et un symptôme constant de décrépitude sociale.

Clémence ROYER.

(Préface à « l'origine des espèces ».

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Les Editions Polyglottes
232, rue de Charenton, Paris-12e

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUILLET 1950

RECETTES

Abonnements		
Ordinaires	20.905	
De soutien	2.800	
		23.705
Souscription		1.500
Vente au numéro		1.890
Publicité		2.600
Remboursement téléphone		176
Remboursement frais		35
Total des recettes de juillet		29.906
Caisse et C.C.P. au 1er juillet		233.430
		263.336

DEPENSES

Impression (numéro de juillet)		58.608
Routage, affranchissements, expéditions		4.770
Téléphone		3.898
Total des dépenses de juillet		67.276
Solde des dépenses de juillet :		
Caisse	15.897	
C. C. P.	180.163	196.060
Balance		263.336

MOUVEMENT DES ABONNES

Au 1er juillet : 1.467.

Au 31 juillet : 1.481.

Reçu dans le mois : Paris, 3 ; Seine, 1 ; Ain, 2 ; Drôme, 1 ; Indre, 1 ; Landes, 1 ; Loire-Inférieure, 3 ; Somme, 1 ; Suisse, 1.

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Dupuy (Seine) 800 ; Paul Rassinier (Seine-et-Loire) 1.000 ; V. D. (Paris) 1.000. — Total : 2.800 francs.

LA SOUSCRIPTION

J.-M. Desperrier (Aisne) 100 ; F. Charbit (Haute-Garonne) 100 ; Maurice Imbert (Rhône) 50 ; H. Vidalenche (Rhône) 100 ; L. Turbin (Seine) 100 ; Paul Chapuis (Maine-et-Loire) 50 ; Pensée libre rationaliste de Rouen 100 ; Buissonnière (Allier) 100 ; Fernand Martin (Drôme) 500 ; Desobry (Paris) 100 ; A. Ledrappier (Seine) 100 ; Bettendroffer (Seine) 100. — Total : 1.500 francs.

LA VENTE AU NUMERO

Dubois (Seine-et-Marne) 160 ; Librairie du Camée 1.410 ; Divers au bureau 320. — Total : 1.890 francs.

Merci à toutes et à tous !